

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme d'assistant social HES

*La tutelle, créatrice de dépendance ou
dernière solution pour une autonomisation ?*

Thomas Roduit - HES 05



Sierre, avril 2010

- Les opinions émises dans ce travail
n'engagent que leurs auteurs.

REMERCIEMENTS

Madame Mélanie Peter, ma directrice de mémoire, qui m'a accompagné tout au long de ce travail en m'aiguillant et en m'offrant une aide méthodologique précieuse, et qui a su faire preuve de patience ;

Madame Brigitte Martinal-Bessero qui m'a offert de son temps et partagé ses connaissances psychologiques très utiles pour la partie théorique ;

Monsieur Paul Mottiez qui fut d'une grande disponibilité et une personne ressource de qualité de par ses formations et son riche parcours professionnel ;

Les tutrices et tuteurs qui se sont prêtés à ma recherche et qui m'ont donné des informations sincères et de qualité ;

Emilie et Stéphanie pour leurs relectures.

TABLE DES MATIERES

RESUME DE LA RECHERCHE ET MOTS CLEFS	-6-
1) INTRODUCTION	-7-
2) CONSTRUCTION DE L'OBJET DE RECHERCHE	-8-
3) OBJECTIFS OPERATIONNELS	-10-
4) LES CONCEPTS ET LE CADRE THEORIQUE UTILISES	-11-
4.1 LE CADRE LEGAL DU DROIT DE LA TUTELLE	-11-
4.1.1 Les Services de tutelle officielles	-11-
4.1.2 Présentation de l'organisation tutélaire valaisanne	-12-
4.1.3 Voies de recours judiciaires	-12-
4.1.4 Généralités du Droit de la tutelle	-12-
4.1.5 La désignation du tuteur	-14-
4.1.6 Le rôle du tuteur pour une mesure de tutelle	-14-
4.1.7 Les mesures tutélaires	-16-
4.1.8 Le principe de proportionnalité et ses quatre composantes	-16-
4.2 L'AUTONOMIE	-19-
4.2.1 La notion d'autonomie : étymologie et conceptualisation	-20-
4.3. LA RELATION D'AIDE	-24-
4.3.1 Introduction	-24-
4.3.2 Définition et approche « rogérienne » de la relation d'aide	-25-
4.3.3 Apports de la relation d'aide dans le cadre de l'assistance personnelle	-26-
4.3.4 Faire émerger la dépendance ou encore le besoin d'aide	-28-
4.3.5 L'aide contrainte et ses spécificités	-29-
4.3.6 Poser le contour du cadre d'intervention	-32-
5) LES HYPOTHESES DE RECHERCHE	-35-

6) DEMARCHES DE LA RECHERCHE	-36-
6.1 TERRAIN DE RECHERCHE	-36-
6.2 TECHNIQUE DE RECOLTE DES DONNEES	-37-
7) ANALYSE DES DONNEES	-38-
7.1 1ERE HYPOTHESE	-38-
7.1.1 <i>Sous-hypothèse</i>	-38-
7.1.2 <i>Synthèse et analyse de la sous-hypothèse</i>	-41-
7.1.3 <i>Vérification de la sous-hypothèse</i>	-42-
7.1.4 <i>Vérification de la 1ère hypothèse</i>	-42-
7.2 2EME HYPOTHESE	-42-
7.2.1 <i>Sous-hypothèse</i>	-42-
7.2.2 <i>Synthèse et analyse de la sous-hypothèse</i>	-52-
7.2.3 <i>Vérification de la sous-hypothèse</i>	-54-
7.2.4 <i>Vérification de la 2ème hypothèse</i>	-55-
7.3 3EME HYPOTHESE	-55-
7.3.1 <i>1ère sous-hypothèse</i>	-55-
7.3.2 <i>Synthèse et analyse de la 1ère sous-hypothèse</i>	-57-
7.3.3 <i>Vérification de la 1ère sous-hypothèse</i>	-58-
7.3.4 <i>2ème sous-hypothèse</i>	-58-
7.3.5 <i>Synthèse et analyse de la 2ème sous-hypothèse</i>	-62-
7.3.6 <i>Vérification de la 2ème sous-hypothèse</i>	-63-
7.3.7 <i>Vérification de la 3ème hypothèse</i>	-63-
8) CONCLUSION	-64-
8.1 BILAN TECHNIQUE ET PERSONNEL	-66-
8.2 LES LIMITES DE LA RECHERCHE ET NOUVEAUX QUESTIONNEMENTS	-67-
8.3 PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES	-68-
9) LA BIBLIOGRAPHIE	
10) LES ANNEXES	

RESUME DE LA RECHERCHE ET MOTS-CLEFS

« La tutelle, créatrice de dépendance ou dernière solution pour une autonomisation. »

Cette recherche nous permet de mettre en évidence un certain nombre de constats en lien avec la gestion de l'assistance personnelle dans le cadre tutélaire. En effet, l'objet d'étude de ce mémoire est de savoir dans quelle mesure la tutelle, à travers son cadre légal et l'accompagnement proposé par les tuteurs, peut favoriser l'autonomie des pupilles ou, à l'inverse, peut prendre des allures d'assistanat en créant une forme de dépendance, notamment en déresponsabilisant ces personnes. Sont traités dans ce travail également les dispositions des tuteurs et les prestations qu'ils peuvent offrir vis à vis de situations psychosociales très précaires, notamment en présence de troubles psychiques, ainsi que le paradoxe de l'aide contrainte bien présent dans le contexte tutélaire. Les bases théoriques de ce mémoire sont représentées par les concepts du cadre légal du Droit de la tutelle, de l'autonomie et de la relation d'aide.

Par le biais d'entretiens semi-directifs, ce travail donne la parole à six tuteurs professionnels travaillant dans différents services de tutelle du canton du Valais et offre un précieux éclairage sur leurs expériences, leurs pratiques et leurs perceptions de l'assistance personnelle dans le cadre tutélaire.

Bien que la place accordée à cette forme d'accompagnement dont l'écoute fait partie semble parfois restreinte par une charge importante imposée par la partie administrative de leur mandat, il ressort de cette investigation que les tuteurs ont le temps et les moyens suffisants pour proposer une aide individualisée de qualité permettant de travailler l'autonomie et d'être à l'écoute du ressenti du pupille. L'analyse des données reçues lors de cette investigation nous amène à pouvoir affirmer qu'il faut réaliser un bon nombre de paramètres pour envisager une mainlevée de la mesure, mais cette dernière n'est heureusement pas immuable. L'objectif des tuteurs étant que leur mission devrait consister à se rendre un jour inutiles.

Cette recherche donne également l'occasion à tous les professionnels du domaine tutélaire de pouvoir prendre du recul et de se repositionner face à leur mise en pratique de l'accompagnement psychosocial lié à l'aide contrainte. Elle permet aussi de sensibiliser les tuteurs néophytes par rapport au contexte spécifique de ce domaine et au risque d'y créer des formes de dépendances contraire aux objectifs de leur mandat. Outre les points précités, ce travail offre l'avantage de réunir en son sein une vue globale sur l'étendu du cadre tutélaire.

Mots clefs : tuteur - tutelle – pupille - autonomie – assistanat – relation d'aide – mainlevée – aide contrainte – assistance personnelle
--

1. INTRODUCTION

Au sein de cette partie introductive, j'ai décidé d'user de la première personne du singulier, le côté personnel de cette plage d'expression légitimant cette option. Ensuite, l'utilisation de la première personne du pluriel sera de rigueur.

Le choix de la thématique de la gestion de l'assistance personnelle¹ dans le cadre tutélaire m'est naturellement venu à l'esprit car depuis le début de mes études, j'ai toujours été fermement attiré et intéressé par le domaine des mesures de la protection de la personne. Cela provient en partie de la grande autonomie des tuteurs² dans la gestion de leur travail et de la diversité des interventions, ou encore de la complexité des dossiers due à des situations de vie souvent très délicates.

A travers ce travail de recherche, je souhaite, avant toute chose, approfondir mes connaissances dans ce domaine bien spécifique de la sphère sociale.

Mes préoccupations premières sont de cibler ou d'isoler d'éventuelles lacunes ou problématiques de la mise en pratique de la loi sur le droit de la tutelle et de cerner plus précisément le paradoxe de l'aide sous injonction administrative et son lien avec le développement de l'autonomie.

A mon niveau de connaissance, je n'ai ni l'ambition ni la prétention d'apporter des réponses nettes aux problématiques soulevées mais de principalement les mettre en évidence et dans le meilleur des cas, d'amener des précisions voire quelques hypothèses d'interventions. D'autre part, j'aimerais que cette recherche puisse servir également aux praticiens tels que les tuteurs néophytes mais aussi aux intervenants expérimentés en leur permettant d'observer sous d'autres angles leurs pratiques habituelles. Je tiens à préciser que j'ai réalisé ma première période de formation pratique HES au sein d'un service de tutelle officielle valaisan.

Suite à cette expérience considérablement enrichissante tant au niveau technique qu'au niveau humain, ma motivation d'orienter un jour mon futur professionnel vers la fonction de tuteur s'est renforcée. Ce travail de recherche sera donc, je l'espère, un support m'apportant une certaine crédibilité dans ce champ du travail social.

Finalement, je ressens le besoin de préciser que nulle est mon intention, à travers mes recherches, de porter un jugement ou de dénigrer la qualité et l'organisation du travail de ces professionnels et de leurs collaborateurs qui ont tout mon respect.

¹ L'assistance personnelle = suivi psychosocial, terme utilisé dans la Doctrine : DESCHENAUX, Henri, TEINAUER, Paul Henri. *Personnes physiques et tutelle*. p. 365 : Les soins personnels dans le cadre de la gestion tutélaire

² Définitions et rôles aux points 4.2.4 et 4.2.5, p. 9 et 10

2. CONSTRUCTION DE L'OBJET DE RECHERCHE

Selon un article publié dans la « Revue du droit de tutelle³ », de 1996 à 2004, soit en huit ans seulement, le nombre de mesures de protection exercées en Suisse est passé de 50'926 à 67'540 mandats tutélaires pour les adultes, soit un accroissement de 33%. Au total, cela représente plus de cent mille suisses, enfants et adultes confondus. Une proportion qui ne cesse d'augmenter.

Lorsqu'il n'est plus possible de se gérer soi-même à cause d'une problématique, qu'elle soit due à des conséquences de la vieillesse, à un handicap mental, à des problèmes psychologiques, à une addiction ou encore à des dettes, etc., la mise sous tutelle, volontaire ou non, devient alors l'ultime bouée de secours.

Ainsi, tous ceux qui deviennent des pupilles, c'est-à-dire des personnes jugées incapables d'exercer leurs droits civils et dont la responsabilité est déférée à l'Etat, entrent dans une vie sous contrôle, comme s'ils redevenaient mineurs car il ne leur est plus possible de s'engager valablement par leurs actes.⁴

Le tuteur "hérite" des problèmes de son pupille et il lui est demandé ni plus ni moins de gérer l'existence de son protégé. Cependant, comment les tuteurs professionnels, responsables parfois de plus de soixante dossiers gèrent-ils à la fois les côtés administratifs et sécuritaires et la mise en place d'un accompagnement adéquat et personnalisé pour chaque client ? Toujours dans le but que ce dernier se responsabilise et avance vers une autonomie qui, dans l'idéal, lui permettra peut-être de se libérer un jour de la mesure.

Sort-on un jour de la tutelle ou l'assistance devient-elle à son tour une dépendance ? A cette interrogation, le paragraphe ci-dessous pose le cadre d'intervention et dévoile la posture pédagogique que devra adopter le tuteur.

« Ajoutons que la mesure tutélaire n'est pas immuable et que votre tâche devrait consister à vous rendre un jour inutile. Sur votre proposition, la mesure sera maintenue ou au contraire allégée puis levée par la Chambre pupillaire. Le "Rapport sur la situation personnelle" que vous présenterez lors du rendement de comptes est un avis important auquel se réfèrent les membres de la Chambre pupillaire pour prendre leur décision. »⁵

³ STATISTIQUE DES AUTORITES TUTELAIRES SUISSE 2004. *Revue du droit de la tutelle*, Zürich, janvier 2006, p. 42-50

⁴ BUCHER, Andréas. *Personnes physiques et protection de la personnalité*, p. 25

⁵ Texte provenant d'une notice explicative d'une Chambre pupillaire valaisanne s'adressant aux tuteurs

En 1912, lors de l'entrée en vigueur du Code Civil Suisse, les mesures tutélaires étaient un moyen juridique, donc par le biais d'une base légale, d'établir un contrôle social vis-à-vis des personnes dites "marginales". Heureusement, aujourd'hui, les cas d'interdiction

sont limitativement énumérés par la loi, ce qui signifie qu'il est impossible d'interdire une personne "originale", dont les actes semblent excentriques ou insensés à d'autres personnes.

Outre la faiblesse d'esprit tel un handicap mental lourd et certains cas de maladies psychiques chroniques, les causes suivantes d'interdiction⁶, prodigalité, ivrognerie, inconduite, mauvaise gestion et détention, sont en théorie « soignables ou gérables » à moyen ou long terme.

Il faudrait donc, quand sa situation personnelle s'améliore dans la durée, préparer le pupille à la mainlevée⁷, à son retour à l'indépendance.

Dans notre idéal, une mesure de protection de la personne doit permettre d'alléger le poids des problèmes du pupille afin que ce dernier se recentre sur lui-même et puisse recouvrir pas à pas une certaine ou suffisante autonomie.

Nous avons choisi pour cette recherche de traiter uniquement la mesure dite de tutelle pour deux raisons principales. Premièrement, la mesure de conseil légal est dans les faits une tutelle atténuée avec laquelle le pupille peut jouir de ses revenus mais pas de ses biens. Ensuite, au sein de cette dernière, l'assistance personnelle est reléguée au second rang afin de miser principalement sur la protection des intérêts matériels. Quant aux mesures dites de curatelle, il s'agit principalement de mandat de représentation dans des affaires déterminées telles que succession ou gestion des biens par exemple. La relation et l'interaction entre le tuteur et son pupille n'y sont donc pas autant développées et privilégiées que dans le cadre d'une tutelle. Cela suppose aussi un degré d'autonomie de la part du bénéficiaire plus élevé. De plus, sur le nombre total de mesures, la tutelle se trouve être statistiquement la plus élevée au niveau fédéral.⁸

Nous tenons à préciser que nous traiterons uniquement de la tutelle des interdits (CCS art. 369 à 372) et n'évoquerons pas la tutelle des mineurs (CCS art. 368 et 405) qui n'entre point dans le cadre de nos recherches. Le Code Civil prévoit l'administration de la tutelle des mineurs de manière spécifique au niveau de l'article 368.⁹

⁶ Art. 369 CCS

⁷ La mainlevée est un acte qui arrête les effets d'une décision juridique, cela signifie la fin de la tutelle

⁸ Statistiques tutélaires. *Revue du droit de la tutelle*, janvier 2006, p.42-51

⁹ Les soins personnels au pupille mineur et la tutelle des mineurs : DESCHENAUX, Henri, STEINAUER, Paul-Henri. *Personnes physiques et tutelle*. Editions Staempfli et Cie SA. p. 338 et p. 366

De surcroît, nous avons restreint nos investigations au seul canton du Valais non seulement par commodité mais aussi de par l'application de la loi¹⁰ sur la protection de la

personne qui est cantonale, de même que les us et coutumes. Il est à noter que pour faciliter la rédaction, toutes les terminologies de ce travail de recherche sont au masculin.

Finalement, les différents paramètres cités ci-dessus nous amènent à débiter nos travaux à travers la question de recherche suivante :

« Dans quelle mesure le cadre légal¹¹ du Droit de la tutelle et son application par les tuteurs professionnels favorise l'autonomie des pupilles en vue d'une hypothétique mainlevée ? »

3. OBJECTIFS OPERATIONNELS

Pour mener ce travail de recherche à bien, nous avons définis les objectifs suivants nécessaires à la réalisation de notre mémoire de fin d'étude. Dans un premier temps, nous avons à cœur de prendre connaissance et de réunir les principaux textes de la Doctrine concernant notre thématique de recherche ainsi que de maîtriser les principaux textes de loi régissant les mandats tutélaires et leur gestion, principalement la mesure dite de tutelle. Il nous intéressait aussi d'approfondir nos connaissances de base de la relation d'aide par des apports théoriques permettant d'organiser concrètement nos interventions à travers des méthodes, des structures. Nous voulions notamment développer notre réflexion autour de la notion d'autonomie et pouvoir proposer quelques stratégies utiles et réalisables grâce aux lectures et personnes ressources.

Dans un deuxième temps, nous souhaitons à travers la recherche de terrain, avoir une vision précise de la mise en pratique du suivi psychosocial (assistance personnelle) et des différentes techniques de relation d'aide utilisées. Il s'agissait aussi de circonscrire la vision des tuteurs sur l'autonomie des pupilles et leur mode d'évaluation y relatif. Nous voulions aussi savoir s'il existe des lacunes ou des inadaptations du Droit de la tutelle qu'auraient pu mettre en exergue certains tuteurs lors de l'application de leurs mandats. Finalement, nous voulions aussi vérifier l'hypothèse que l'autonomie des pupilles passe par un suivi psychosocial de qualité.

¹⁰ Ordonnance sur la tutelle du 27 octobre 1999 par le conseil d'Etat du canton du Valais

¹¹ Ce cadre légal comprend un ensemble composé par le Code Civil, la loi valaisanne d'application du C.C, l'ordonnance valaisanne sur la tutelle, la jurisprudence, la doctrine

4. LES CONCEPTS ET LE CADRE THEORIQUE UTILISES

Notre travail de recherche se fonde sur trois concepts théoriques principaux, à savoir le cadre légal du Droit de la tutelle, la relation d'aide et l'autonomie. Pour le premier concept choisi, il nous paraissait fondamental de pouvoir cerner de manière précise dans quel « univers » travaillent les tuteurs et les règles en vigueur qui déterminent l'application de leur mandat. Pour ce faire et avant toute chose, nous avons rencontré Monsieur Paul Mottiez, chef de service et tuteur à la Tutelle Officielle de Monthey et assistant social et juriste de formation. Ce dernier nous a non seulement fourni passablement de documentations mais aussi orienté et conseillé quant aux domaines juridiques à traiter afin d'être en adéquation avec l'objet de notre recherche. De par son expérience, il nous a aidé à préciser l'objet de nos recherches juridiques mais aussi, à travers nos échanges, de mieux cibler nos besoins d'informations pour les deux autres concepts.

Avant de débiter la mise sur pied des concepts théoriques de la relation d'aide et de l'autonomie, nous avons pu éclaircir les domaines à traiter, notamment en mettant de côté certaines pistes jugées depuis inadaptées ou inintéressantes, et y apporter un maximum d'enseignements opportuns en rencontrant Madame Brigitte Martinal Bessero, psychologue FSP spécialisée en approche systémique. A l'écoute de nos choix de recherches, elle nous a proposé de développer des thèmes concrets pouvant être utiles pour les tuteurs mais également aux autres professionnels du travail social. Elle nous a aussi fait bénéficier pour la partie théorique de notre recherche de sa précieuse documentation professionnelle.

4.1 Le cadre légal du Droit de la Tutelle

4.1.1 Les services de tutelle officielle

Le Service de la Tutelle Officielle (STO) est un service communal à part entière, rattaché administrativement au dicastère ou commission gérant les affaires sociales. Nous retrouvons cette configuration dans la plupart des villes de notre canton et cette tendance devrait encore se renforcer grâce à la prochaine entrée en vigueur de la révision du droit de la tutelle vers 2013 (Vouvry, Collombey, Monthey, Martigny, Conthey, Sion, Sierre, etc.). Au niveau tutélaire, le STO dépend directement de la Chambre Pupillaire de la commune concernée.

Le Service de la Tutelle Officielle a pour mission de mettre en œuvre les différentes mesures légales (tutelles, conseils légaux, curatelles) confiées par la chambre pupillaire. Sa fonction est de protéger ses pupilles et de les représenter. Il s'agit bien d'un devoir de sauvegarde de leurs intérêts personnels et matériels, donc à la fois un travail d'accompagnement social ou en d'autres termes d'assistance personnelle, et de gestion de biens. Cela implique donc une collaboration étroite avec l'entier du réseau social, institutionnel et juridique de la région, avec les familles et l'entourage des pupilles ainsi que de nombreuses démarches de toutes sortes. Ce service s'occupe généralement aussi de la recherche en paternité et fournit aide et conseil à la population pour tout ce qui touche à la famille et aux tutelles. Il est à savoir qu'il existe également des bureaux de tutelles privés effectuant les mêmes missions.

4.1.2 Présentation de l'organisation tutélaire valaisanne

Les mesures tutélaires sont mises en œuvre par les autorités de tutelle et les personnes qui exercent les fonctions de curateur, conseil légal et tuteur (mandataires tutélaires)

En Valais, il faut distinguer la Chambre pupillaire de la Chambre des tutelles.

La chambre pupillaire est l'autorité tutélaire de notre canton. C'est un organe administratif communal (149 chambres pupillaires pour 160 communes). Ses tâches sont la désignation et la surveillance des mandataires tutélaires. Elle doit donner son consentement à diverses décisions importantes intervenant dans la vie des pupilles. La chambre pupillaire officie aussi en tant qu'instance de recours contre les actes des mandataires tutélaires. Le Conseil communal procède à sa nomination au début de chaque législature d'une durée de quatre ans. Sa composition est faite de quatre membres dont le Juge ou le vice-Juge de Commune, deux suppléants et un greffier-juriste officiant comme secrétaire. Un président est nommé.

La Chambre des tutelles est l'autorité de surveillance de première instance. C'est un organe administratif dont la juridiction s'étend au district (donc treize autorités pour notre canton). Sa mission principale est la surveillance de l'activité des Chambres pupillaires. Elle donne aussi son consentement aux décisions importantes. Elle peut être l'instance de recours contre certaines décisions de la Chambre pupillaire (décisions administratives). Le Conseil de district procède à sa nomination pour un mandat de quatre ans. Elle se compose de quatre membres dont le Préfet, deux suppléants et un secrétaire.

De plus, afin de superviser ces deux chambres, le Département de la sécurité et des institutions est l'autorité de surveillance de deuxième instance. Il assure ainsi la surveillance administrative des Chambres pupillaires et des Chambres des tutelles par l'intermédiaire de trois inspecteurs répartis entre les régions du Bas-Valais, du Valais-Central et du Haut-Valais.

4.1.3 Voies de recours judiciaires (art. 373 al. 2 CCS)

Contre certaines décisions (instauration des mesures tutélaires et mainlevée de ces mesures, privation de liberté à des fins d'assistance, par exemple) la voie du recours judiciaire est ouverte, successivement, auprès des Tribunaux de district, du Tribunal Cantonal, du Tribunal Fédéral, et, enfin, de la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg.

4.1.4 Généralités du Droit de la tutelle

En principe, l'individu est censé pouvoir sauvegarder lui-même ses intérêts d'ordre personnel ou matériel. Il n'en est cependant pas toujours ainsi et un certain nombre de personnes ont besoin d'assistance ou de protection. Dans cette hypothèse, l'intervention directe de l'autorité est nécessaire.

C'est pourquoi le Code Civil prévoit un ensemble de mesures de protection destinées à assurer l'assistance et la représentation des personnes totalement ou partiellement incapables d'agir conformément à leurs intérêts.

Ce sont les mesures tutélaires, qui, de la plus légère à la plus étendue, sont la curatelle, le conseil légal puis la tutelle. Les mesures tutélaires représentent une atteinte à la liberté des personnes. Elles sont parfois ressenties comme stigmatisantes et punitives. De ce fait, il est important d'y recourir une fois que les autres formes de soutien privé ou public ne se sont pas avérées satisfaisantes (appui de la famille, suivi en institution, diverses thérapies, etc.).

Les mesures tutélaires sont nécessaires lorsque les personnes ne sont plus capables de gérer elles-mêmes leurs affaires. Cette capacité est plus ou moins atteinte selon les cas et la mesure de protection doit être adaptée au maximum à la situation, c'est pourquoi il existe plusieurs alternatives.

La capacité civile, ou exercice des droits civils, est le pouvoir de s'engager valablement par ses actes (par exemple faire un contrat, un testament valable). Pour cela, il faut être majeur et capable de discernement. Les mineurs ou les personnes incapables de discernement n'ont pas la capacité civile et leurs actes sont sans effet (le contrat est nul, le testament annulable).

La capacité de discernement¹² définie au sein de l'article 16 du Code Civil Suisse est la faculté d'agir raisonnablement, ce qui implique :

- la conscience, l'aptitude à comprendre ce qu'on fait, à apprécier la portée de l'acte
- une volonté suffisamment autonome, avec une liberté relative

Les causes d'incapacité de discernement, selon la loi, sont le jeune âge, la maladie mentale, la faiblesse d'esprit, l'ivresse et autres causes semblables. La capacité de discernement est évaluée par rapport à un acte concret.

L'interdiction, définie au sein de l'article 369 du Code Civil Suisse, est l'acte par lequel l'autorité retire à une personne l'exercice de ses droits civils. La personne interdite doit être placée sous la protection d'un tuteur ou de ses parents en cas de prolongation de l'autorité parentale. La loi énumère les cas dans lesquels une interdiction peut être prononcée : maladie mentale, faiblesse d'esprit, ivrognerie, inconduite, mauvaise gestion et détention.

L'interdiction volontaire définie au sein de l'article 372 du Code Civil Suisse se fait à la demande de l'intéressé lui-même, qui doit se trouver dans l'incapacité de gérer ses affaires à cause de sa sénilité, d'une infirmité ou de son inexpérience.

¹² BUCHER, Andreas. *Personnes physiques et protection de la personnalité*. Helbing et Lichtenhahn. p. 73

4.1.5 La désignation du tuteur¹³ (art. 379 à 391 du CCS)

Seule une personne physique majeure, non-interdite, sans casier judiciaire et jouissant des droits civiques peut être tuteur. Il faut qu'elle soit apte à remplir la fonction (absence de conflits personnels ou d'intérêts avec le protégé).

L'autorité peut désigner un fonctionnaire (tuteur général/officiel, directeur d'établissement), qui est toujours nommé à titre personnel. A noter qu'il est impossible de refuser une désignation en qualité de tuteur, sauf si des motifs exceptionnels existent (par exemple grave mésentente avec le pupille).

L'autorité doit nommer de préférence l'un des proches parents ou le conjoint du pupille. L'intéressé et ses père et mère ont le droit de proposer un tuteur de leur choix. Exceptionnellement, la tutelle peut être confiée à un conseil de famille. Tout intéressé peut s'opposer dans les dix jours à la nomination du tuteur.

Le tuteur est rémunéré en fonction du travail fourni et des ressources du pupille. Il est nommé pour deux ans, sa fonction est renouvelable de deux ans en deux ans. Il peut refuser de continuer au-delà d'une durée de quatre ans. Il peut être destitué s'il se révèle incapable, négligent ou insolvable.

4.1.6 Le rôle du tuteur pour une mesure de tutelle (art. 367 CCS) :

- Le tuteur représente le pupille dans tous les actes civils. Si le pupille est capable de discernement, il doit être consulté pour les actes importants. L'autorité de tutelle doit donner son consentement pour un certain nombre d'actes importants. Le tuteur est le représentant légal du pupille.

A sa nomination, le tuteur doit prendre des mesures concernant les biens du pupille : inventaire, mise en lieu sûr des titres et objets de valeur, placement de l'argent, etc.

- Mission du tuteur par rapport aux soins personnels¹⁴ :

Selon l'article 406, alinéa 1 du Code Civil Suisse, le tuteur protège l'interdit et l'assiste dans toutes ses affaires personnelles, à savoir toutes les affaires primordiales à tout un chacun, telles que l'éducation, le travail, l'entretien, le logement, la santé psychique et physique, respectivement les soins y relatifs. De plus, il doit être attentif également à son entourage social, c'est à dire, des relations du pupille avec autrui. En vertu de l'alinéa 2 de la même disposition, il peut, en cas de péril en la demeure, placer ou retenir l'interdit dans un établissement, selon les dispositions sur la privation de liberté à des fins d'assistance.

¹³ DESCHENAUX Henri, STEINAUER Paul-Henri, *Personnes physiques et tutelles*, Editions Staempfli SA. p. 350

¹⁴ STETTLER, Martin. *Droit civil 1- Représentation et protection de l'adulte*. Editions Universitaires Fribourg. p. 191

D'une manière générale, les soins personnels à fournir à l'interdit sont toutefois moins étendus que ceux qui doivent être garantis à un mineur (art. 405 CC). Ils seront largement en fonction de la cause qui a motivé l'interdiction. L'assistance personnelle à apporter à un alcoolique n'étant pas nécessairement comparable à celle requise pour un malade mental ou pour une personne prodigue.

Cette assistance signifie une prise en charge personnelle des personnes nécessitant une protection. Il y est inclu la sauvegarde de l'ensemble des intérêts se rapportant à la personnalité et elle doit se concentrer sur les besoins propres aux personnes concernées tout en prenant en considération leur liberté individuelle, leur autonomie dans l'organisation de leur quotidien ainsi que leur dignité humaine. Le mandat tutélaire d'assistance personnelle contribue au développement et à la protection des capacités propres de la personne à protéger tout en ayant comme objectif son indépendance personnelle et financière. Il ne doit pas être considéré comme un instrument de discipline mais doit reposer sur la collaboration de la personne à protéger en vue de son émancipation. Les mandataires se voient donc confrontés à l'obligation d'apporter une aide ordonnée par les autorités et doivent, dans le cadre de cette tâche, inclure la personne à protéger de manière la plus étendue possible dans le processus de prise de décisions, tenir compte de sa personnalité, de sa dignité et de sa liberté. Les mandataires sont cependant obligés de prendre leurs décisions de manière autonome et d'en assumer seuls la responsabilité.

La réussite de cette tâche délicate dépend moins du caractère détaillé de la réglementation que de la compétence dont doivent faire preuve les mandataires dans l'accomplissement de leur travail d'assistance, raison pour laquelle il est indispensable de vouer une attention particulière à ce critère de qualité dans ce travail.

M^E Kurt Affolter¹⁵, Préposé à l'Office des tutelles de Bienne, résume l'assistance personnelle du droit de tutelle en une prise en charge personnelle, ordonnée par les autorités, des personnes nécessitant une protection en raison de leur incapacité de gérer seules leurs affaires. Une telle prise en charge inclut la sauvegarde de l'ensemble des intérêts se rapportant à la personnalité et se concentre sur les besoins propres aux personnes à protéger tout en prenant en considération leur liberté personnelle, leur autonomie dans l'organisation de leur quotidien et leur dignité humaine, mais en tenant également compte des besoins des tiers.

¹⁵ AFFOLTER, Kurt. Aspects juridiques et questions quotidiennes découlant de l'assistance personnelle en droit de tutelle. *Revue du droit de tutelle*, juin 1998, p.23

4.1.7 Les mesures tutélaires :

Le Code Civil suisse distingue trois grandes catégories de mesures. De la plus restrictive à la plus légère, nous trouvons donc la tutelle, le conseil légal et enfin la curatelle.

La tutelle (art. 360 et suivants du CCS)

La tutelle a pour but d'assurer l'assistance des personnes mineures ou interdites, qui ne sont pas sous autorité parentale. Une personne majeure ne peut être mise sous tutelle que si une décision d'interdiction a été prise à son égard, ce qui signifie qu'elle se trouve dans l'un des cas d'interdiction (CCS art. 369 à 372) prévus par la loi.

Ces derniers sont limitativement énumérés par la loi qui stipule qu'il n'est pas possible d'interdire une personne "originale", dont les actes semblent excentriques ou insensés à d'autres personnes.

Pour envisager de priver une personne de sa capacité civile, il faut l'une des causes suivantes :

- maladie mentale ou faiblesse d'esprit (art. 369 CCS) : Il doit s'agir de troubles psychiques qui empêchent, de façon durable, la personne de gérer ses affaires. L'intéressé nécessitera, de plus, une protection permanente ou alors pourrait menacer la sécurité physique ou économique d'autrui, notamment celle de sa famille. Seulement dans le cas précité, le pupille ne pourra plus exercer son droit de vote. L'interdiction pour cause de maladie mentale ou faiblesse d'esprit ne peut être prononcée que sur la base d'une expertise psychiatrique. L'expert se prononce sur la gravité de la maladie et l'opportunité d'une audition de l'intéressé. L'interdiction doit être publiée dans le Bulletin officiel du canton à la rubrique "Chambres pupillaires" :
- prodigalité (art. 370 CCS) : il s'agit d'un penchant de l'intéressé à faire des dépenses inutiles et disproportionnées avec ses ressources
- ivrognerie et toxicomanie (art. 370 CCS) : il s'agit de l'alcoolisme au stade de la dépendance, car l'ivrognerie ne consiste pas en quelques cas isolés d'ébriété
- inconduite et mauvaise gestion (art. 370 CCS) : il s'agit de délits et négligences dus à la faiblesse de caractère
- détention (art. 371 CCS) : il faut une peine privative de liberté d'une année ou plus, mais la tutelle n'est instaurée que si le besoin de protection se justifie, s'il y a une incapacité à gérer ses affaires.

Diverses instances officielles, l'autorité tutélaire et d'autres intéressés (membre de la famille, médecin, travailleur social, ceux qui auraient droit à un entretien, etc.) peuvent demander l'interdiction auprès de l'autorité compétente ; celle-ci doit réunir les éléments nécessaires pour constater l'existence d'une cause d'interdiction. L'intéressé doit être entendu.

Il est à noter l'existence de la tutelle volontaire présente au niveau de l'article 372 du Code Civil. En effet, une personne qui, pour cause de faiblesse sénile, d'infirmité ou d'inexpérience n'est plus en mesure de gérer ses affaires ni de se choisir un représentant, peut demander son interdiction volontaire, pour autant qu'elle ait une

capacité de discernement suffisante pour donner son accord au moment de la décision. La demande prend souvent la forme d'un consentement à une proposition de l'autorité qui évite ainsi la procédure d'interdiction non-volontaire. L'avantage pour la personne en question est qu'elle pourra plus facilement obtenir une mainlevée de la mesure tutélaire si les conditions de l'interdiction ne sont plus remplies.

La tutelle peut prendre fin, (art. 451 à 456 du CCS) pour un majeur interdit, à sa propre demande ou celle de tout intéressé. L'autorité tutélaire doit prononcer la mainlevée si les circonstances qui ont justifié la mesure ont disparu. En cas d'interdiction pour maladie mentale, l'autorité fera procéder à l'expertise nécessaire. La décision de mainlevée est publiée. Un majeur interdit car détenu en milieu carcéral verra la mesure être levée le dernier jour de la peine.

Le conseil légal (art. 395 CCS)

S'il n'existe pas de cause suffisante pour interdire des personnes majeures et si néanmoins une privation partielle de l'exercice des droits civils est recommandée par leur intérêt, elles sont pourvues d'un conseil légal, dont la participation est nécessaire pour concourir à certains actes de la personne protégée et/ou administrer ses biens. Le but est donc principalement la protection des intérêts matériels, l'assistance personnelle étant au second plan. Il faut que l'une des conditions d'interdiction soit réalisée (sénilité, infirmité, inexpérience) pour qu'une personne soit mise sous conseil légal. C'est une « tutelle atténuée », qui peut être volontaire et qui connaît deux formes, l'une étant plus restrictive que l'autre.

Le conseil légal coopérant (art. 395 al. 1 CCS)

Pour certains actes d'administration importants (achat/vente d'immeubles, prêts/emprunts, donations, cautions, etc.), la personne protégée ne peut s'engager qu'avec le consentement de son conseil légal. Si le consentement est refusé, la personne protégée n'est pas liée et l'acte est nul. Le conseil légal n'a pas la représentation de la personne protégée, il ne peut pas agir à sa place.

Le conseil légal gérant (art. 395 al. 2 CCS)

Cette forme de conseil légal prive la personne de l'administration de ses biens, tout en lui laissant la libre disposition de ses revenus. Les revenus comprennent le rendement net du patrimoine et le produit du travail ; les revenus non utilisés ne deviennent pas des biens. Le conseil légal représente la personne assistée et agit pour elle comme un curateur ou un tuteur.

Le conseil légal combiné (art. 395 al. 1&2)

C'est une addition des deux mesures ci-dessus. La personne est privée de l'administration de ses biens, mais peut disposer librement de ses revenus, sauf pour certains actes importants pour lesquels elle doit obtenir le consentement de son conseil légal.

Bien que cela ne soit pas prévu par le Code Civil, il est admis dans la pratique qu'il peut y avoir une mesure de conseil légal volontaire afin de donner au requérant le plus grand choix possible.

La mesure de conseil légal doit être levée par l'autorité compétente lorsque la cause de la mesure n'existe plus. La mainlevée peut être demandée par la personne protégée et par tout intéressé.

Les curatelles :

Ces mesures n'ont pas d'influence sur l'exercice des droits civils si ces trois conditions cumulées sont remplies : capacité de discernement, majorité et absence d'interdiction. Par exemple, une personne sous curatelle peut conclure elle-même un bail à loyer. Ces mesures comprennent toujours une assistance spéciale et précise, au contraire de la tutelle où il s'agit d'assistance universelle. Il existe trois formes de curatelle.

La curatelle de représentation (art. 392 CCS)

Elle peut être instituée en cas d'empêchement d'une personne majeure de gérer pour cause de maladie, d'absence (ou de disparition) une affaire urgente comme par exemple vendre un bien immobilier ou autre avant une baisse annoncée de ce qu'il pourrait rapporter, répudier une succession. S'il y a empêchement d'un représentant légal qui se trouve dans l'incapacité de gérer une affaire urgente, il devient nécessaire de faire appel à la présente mesure. Lors d'un conflit d'intérêts entre une personne mineure ou interdite et son représentant légal, un curateur doit être désigné pour remplacer les pères et mères ou le tuteur lorsque les intérêts du représentant sont en opposition avec ceux du mineur ou de l'interdit (ex. vente d'un immeuble du pupille au tuteur).

La curatelle de gestion (art. 393 CCS)

L'autorité tutélaire doit pourvoir à la gestion des biens dont le soin incombe à personne, notamment parce que le propriétaire est absent depuis longtemps, sans résidence connue, ou qu'il est incapable de gérer ses biens. S'il s'agit d'incapacité psychique et que l'intéressé n'est pas suffisamment encadré, il y a lieu d'instituer plutôt un conseil légal ou une tutelle.

La possibilité d'une personne de requérir volontairement à une mesure de curatelle est prévue au niveau de l'article 394 du Code Civil Suisse.

La mesure de curatelle prend fin dès que les affaires pour lesquelles elle a été instituée sont terminées.

4.1.8 Le principe de proportionnalité et ses quatre composantes :

Il est important de rappeler que comme stipulé au sein de l'art. 5 al. 2 de la Constitution fédérale, la décision d'instaurer une mesure tutélaire doit être réalisée uniquement si elle tient compte de manière cumulative des points suivants :

- Elle est apte à atteindre le but recherché (principe d'adéquation de la mesure)
- Elle est nécessaire pour l'atteindre (principe de nécessité de la mesure)
- Elle porte une atteinte aussi limitée que possible aux droits fondamentaux (principe de subsidiarité de la mesure : quand plusieurs mesures permettent d'atteindre le but visé, l'autorité doit choisir la plus légère).

4.2 L'autonomie

Après avoir pu cerner le cadre légal tutélaire et son organisation et plus précisément le contour de l'assistance personnelle au sein de la mesure de tutelle, nous allons à présent nous étendre sur le concept de l'autonomie qui est un des axes fondamentaux à travailler dans le contexte précité.

Dans un premier temps, favoriser l'autonomie du pupille peut s'avérer être quelque peu contradictoire ou utopique dans le sens où ce n'est pas encore le moment propice, ce n'est pas encore la priorité de cette prise en charge étatique, les impératifs juridiques et administratifs primant. De plus, les mesures tutélaires sont concrètement une atteinte à la liberté de ces personnes. D'ailleurs, les pupilles sont privés de l'exercice de leurs droits civils, c'est-à-dire de pouvoir s'engager valablement par leurs actes.

Il faut aussi prendre en compte le phénomène logique et légitime qui voudrait que le pupille s'habitue et se sente à l'abri dans ce "cocon douillet" que peut être de vivre avec un tuteur à sa "disposition". Par le biais de notre période de stage et en nous référant à l'émission "Temps présent" du 29 mars 2007 de la Télévision Suisse Romande consacrée à la tutelle et ses dépendances, il apparaît que des pupilles candidats à la mainlevée sont heureux et satisfaits d'avoir pu régler leurs différents problèmes personnels mais craignent d'être livrés à eux-mêmes et ne se sentent pas suffisamment armés pour relever ce défi qu'est l'indépendance et la responsabilité individuelle dans une société toujours plus stressante et exigeante à tous les niveaux.

Il ressort des entretiens partagés avec une de mes personnes ressources que, dans l'idéal, une mesure de protection de la personne doit permettre d'alléger le poids des problèmes du pupille afin que ce dernier se recentre sur lui-même et puisse recouvrir pas à pas une certaine ou suffisante autonomie. De cela et en partant du postulat que l'être humain est un être susceptible de développement, le droit de tutelle, en prenant compte dans son processus l'environnement social de la personne à protéger, a pour mission l'émancipation de celle-ci par l'encouragement et l'accroissement de ses ressources positives. Aussi, il va de soi que la volonté d'une intégration sociale exige encore qu'un comportement socialement inadéquat de la personne prise en charge doive, selon les circonstances, être corrigé. Ce n'est cependant pas le développement de la faculté d'adaptation de la personne concernée qui constitue le but primaire du travail d'assistance, mais bien la protection de sa personnalité et la sauvegarde ou la restauration de son autonomie.

Vis-à-vis de l'apparente contradiction entre l'« assistance » et la favorisation de l'autonomie, il faut se rendre compte, réaliser, que le pupille ne peut plus se représenter, il ne possède qu'un pouvoir de décision plus ou moins limité, se rapprochant du principe de consultation. Il possède un représentant légal comme un mineur.

En perdant sa propre responsabilité et n'ayant plus une implication voire une emprise directe au niveau des démarches le concernant, il risque ainsi de perdre petit à petit ses propres compétences à force de ne plus les mobiliser et un phénomène de dépendance par rapport à son représentant légal risque de s'installer.

Heureusement, l'assistance personnelle n'est généralement plus exercée de façon patriarcale (c'est à dire d'une manière très directive et avec des traits moralisateurs infantilissants et paternalistes) depuis une trentaine d'année grâce au fait que le travail social a été reconnu et étudié à travers les sciences humaines. Il est avéré que la tâche d'assistance personnelle nécessite une conduite pédagogique et une ouverture aux besoins psychiques et aux sentiments de la personne à protéger.

Par souci d'efficacité, il est fondamental de savoir s'il est réellement possible que la personne assistée participe au processus d'assistance. La personne à protéger ne devrait pas seulement être consultée avant la prise d'une décision (art. 409 CCS), mais elle devrait également participer à la fixation du cadre d'intervention et des objectifs du mandat tutélaire. La prise en compte des souhaits du pupille, de ses propres capacités et sentiments ainsi que ses craintes et ses espoirs va faire partie intégrante de la mise en pratique de la gestion tutélaire. Surtout qu'elle découle du Droit de la personnalité (voir annexe A) et constitue une conduite importante pour favoriser le succès du travail d'assistance, donc de l'autonomie du pupille.

4.2.1 La notion d'autonomie : étymologie et conceptualisation

L'analyse sociologique et l'intervention sociale utilisent beaucoup la notion d'autonomie pour définir dans un sens restreint l'aptitude d'une personne à s'intégrer de manière individuelle dans la société par opposition à la situation d'assistance de la part de tiers et des pouvoirs publics : autonomie des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des personnes en situation précaire, etc. La notion d'autonomie ne peut être adéquatement saisie que si ses différents sens sont précisés à la fois dans leurs contextes historiques, dans leurs valeurs synonymiques et antithétiques, enfin dans les domaines et les activités auxquels ils s'appliquent.

« Etymologiquement¹⁶, le mot autonomie provient du grec "autonomos", *autos* « lui-même » et *nomos* « loi », ce terme signifie donc : celui qui ne reçoit sa loi d'aucun autre que lui-même, celui qui se donnera, qui sera, à lui-même sa loi. »

¹⁶BOURRICAUD, François. Autonomie. In : *Encyclopaedia Universalis*. Corpus 3. p. 520

« En philosophie morale¹⁷ et au sens littéral du terme, l'autonomie est la faculté d'agir par soi-même en se donnant sa propre loi, où la reconnaissance de l'altérité¹⁸ est la

condition nécessaire de son développement ». L'autonomie y est vue comme une liberté intérieure à choisir de son propre chef sans se laisser dominer de façon servile par une autorité extérieure. Un peuple, c'est un groupe d'humains qui se donne à lui-même sa loi. Cependant, l'autonomie n'est pas innée à l'homme. Elle est à construire dans l'éducation, car pour un enfant, la première forme d'autonomie morale consiste à devenir capable de se conduire en tenant compte des règles fixées par l'environnement social. Madame Brigitte Martinal-Bessero, personne ressource, m'explique que selon Jean Piaget, psychologue neuchâtelois du 20^{ème} siècle, il y a bien un passage de l'hétéronomie vers l'autonomie. L'enfant en bas âge commence par adopter les consignes émanant de l'extérieur, il se réfère à une autorité supérieure pour savoir ce qu'il doit ou ne doit pas faire pour aller vers l'intériorisation des règles vers l'âge de dix ans. Par exemple, pour l'enfant en bas âge, le mensonge est répréhensible lorsqu'il s'adresse à l'adulte ou lorsqu'il est découvert ou encore lorsqu'il s'écarte trop de la réalité. Pour un enfant de dix ans, le mensonge est répréhensible parce qu'il sape la confiance, fait du tort à quelqu'un, etc.

Dans un autre registre, la pensée stoïcienne¹⁹ est construite sur la fameuse distinction entre les choses qui sont « en notre pouvoir », et celles « qui n'en dépendent pas ». En effet, cette école croit en la perspective d'une dépendance rigoureuse de toutes les parties constituant notre univers. Cela rend d'autant plus difficile la détermination qui relève de l'humain. Il n'empêche que l'individu peut prendre adéquatement conscience de ces liaisons, qu'il peut en prévoir les développements, et surtout, qu'il peut choisir entre deux attitudes, l'une de passivité et d'ignorance, l'autre de consentement réfléchi. L'autonomie du sujet se situe au niveau du jugement, si l'on entend ainsi la capacité de prévoir et la capacité de choisir. Ayant ainsi conquis la libre disposition de soi et construit sa propre personnalité, « le for intérieur », grâce à cette double capacité, l'être humain ne prend ses consignes et ne rend de compte qu'à lui-même. Il est ainsi, au sens littéral, autonome.

De son côté, Kant²⁰ affirme qu'il y a opposition entre sujet autonome et hétéronome²¹. Cette théorie a été reprise d'ailleurs dans les milieux médicaux, principalement pour la question des désordres mentaux. Si est hétéronome celui qui est sous le régime de la loi qui lui est imposée par autre que lui-même, alors l'hétéronomie est la condition de l'esclave de quelques causes « naturelles » ; de ses besoins, de ses passions, de son amour, de l'alcool. Autrement dit, il est esclave de ce que nous appelons actuellement une addiction. Donc, celui qui n'est pas esclave mais libre est bien celui qui se donnera, à lui-même, sa loi.

Au sens courant²², être autonome signifie ne plus être dépendant, ce qui n'est pas encore être libre.

¹⁷ Ibid, p. 521

¹⁸ L'altérité en philosophie, c'est le caractère de ce qui est autre.

¹⁹ BOURRICAUD, François. Autonomie. In : *Encyclopaedia Universalis*. Corpus 3. p. 520-522

²⁰ BOYER, Alain. *Guide philosophique pour penser le travail éducatif et médico-social*. Ramonville Saint-Agne : Arès, 2001.

²¹ Hétéronome : qui reçoit de l'extérieur les lois régissant sa conduite, au lieu de la trouver en soi, source : « Petit Larousse illustré »

²² BOYER, Alain. *Guide philosophique pour penser le travail éducatif et médico-social*. Ramonville Saint-Agne : Arès, 2001.

Par exemple, quand on affirme qu'un enfant a acquis la maîtrise de ses sphincters sans plus dépendre pour cela des adultes, ou quand un jeune homme n'a plus besoin de sa mère pour laver son linge, il s'agit bien d'acquisition d'autonomie à différents degrés.

Certaines personnes peinent avec ces notions d'autonomie dès leur plus jeune âge à cause d'une manière maladroite de dire leur désir de relation avec l'adulte ou, à l'inverse, d'une manière maladroite pour les adultes d'être à l'écoute et de communiquer avec l'enfant. En effet, pour eux, ne plus être dépendants, montrer qu'on n'a plus besoin d'être aidé en quittant le registre du besoin, c'est risquer de n'être plus aimé. Ils confondent relation et dépendance en observant le mécanisme qui veut que les adultes aient besoin qu'on ait besoin d'eux. Le seul moyen d'apprendre à ces enfants à vivre leur relation sainement avec les adultes, donc de côtoyer des gens qui leurs transmettent savoir et savoir-faire et non pas des éducateurs pour leur permettre d'acquérir cette autonomie, serait de les éduquer dans la liberté.

Au niveau sociologique²³, on parle de notion de nature relationnelle, définie en fonction d'un système de règles partagées et d'interactions dans lesquelles l'individu est inséré. D'un point de vue éthique²⁴ cette notion suppose l'existence, chez tout humain, d'une capacité fondamentale de faire le choix du bien en regards des trois référents suivants : soi, l'autre singulier et les autres en général.

En droit²⁵, le concept de l'autonomie se réduit à celui d'autodétermination. Cela indique la capacité de faire ses propres choix, de conduire ses actions sans contraintes autres que celles imposées par la loi. La notion d'autonomie passe par celle de l'aptitude et donc de l'inaptitude. Dans notre champ professionnel, et spécialement dans celui de l'aide sous injonction où nous prenons des décisions fondamentales à la place du client, nous nous devons d'être attentifs à son degré de capacité dans les trois domaines suivants :

- capacité de comprendre les explications et les implications de l'acte
- capacité de délibérer sur les choix possibles en fonction des valeurs et des buts poursuivis
- capacité d'exprimer clairement ses choix

Effectivement, dans une définition plus pragmatique, l'autonomie²⁶ est la capacité d'une personne à décider, à mettre en œuvre ses décisions et à satisfaire ses besoins particuliers sans sujétion²⁷ à autrui. Cette capacité correspond à l'exercice ou à la réalisation d'un ensemble d'activités et de tâches au niveau physique et intellectuel. Il est donc impossible d'imaginer le développement de l'autonomie, de s'exercer à devenir autonome sans se référer à une activité particulière et à la travailler.

²³ POTT, Murielle, ANCHISI, Annick. *Dignité et autonomie*. Institut santé social de la HES-SO Valais, Unité Vieillesse, Thanatologie et Soins palliatifs FUCHS (E) et al – La notion d'autonomie : une formulation interdisciplinaire, cahiers médico-sociaux, 1997

²⁴ POTT, Murielle, ANCHISI, Annick. *Dignité et autonomie*. Institut santé social de la HES-SO Valais, Unité Vieillesse, Thanatologie et Soins palliatifs – DURAND (G.) – Introduction générale à la bioéthique, histoire, concepts et outils, Fides 1999

²⁵ POTT, Murielle, ANCHISI, Annick. *Dignité et autonomie*. Institut santé social de la HES-SO Valais, Unité Vieillesse, Thanatologie et Soins palliatifs

²⁶ ROCQUE, Sylvie [et al.] *De l'autonomie à la réduction des dépendances*. Montréal : Editions Nouvelles AMS, 1999. 100 p.

²⁷ Sujétion : dépendance, état de celui qui est soumis à un pouvoir, à une domination, source : « Petit Larousse illustré »

Comme précité, l'autonomie c'est aussi la capacité de décider et de mettre en œuvre ses décisions. Ce sont donc deux capacités humaines qui sont touchées.

Si l'on prend l'exemple des personnes âgées, à qui il est courant d'établir un diagnostic de perte d'autonomie, il serait possible de penser que leurs capacités intellectuelles diminuent en parallèle avec leurs capacités physiques. Ce constat est loin d'être une règle universelle si l'on écoute les nombreux témoignages de nos aînés. Ces derniers affirment souvent que le nombre des années leur a permis de renforcer leurs valeurs, leurs objectifs ainsi que leurs styles de vie. A partir de cela, il apparaît visiblement que le développement et le déclin de l'autonomie dans le domaine des capacités susmentionnées ne suivent pas nécessairement la même évolution.

Un autre élément définissant l'autonomie se trouve dans la sujétion à autrui.

Spontanément, l'autonomie est associée au fait de réaliser seul une action, mais limiter l'autonomie à cette seule mise en œuvre exclurait une grande partie des êtres humains. Quand nous prenons nos décisions et agissons, nous jugeons opportun de les réaliser en comptant sur autrui, ce qui revient à dire que l'autonomie n'est pas antinomique de la relation d'aide, de l'entraide ou encore de la consultation.

La sujétion est relative à une personne et non à un objet. La personne non voyante qui s'en remet à l'informatique pour avoir accès à un livre ne voit pas son autonomie diminuée, au contraire, ce support la soustrait de l'obligation d'être assistée d'une autre personne.

Si l'on prend l'exemple d'un paraplégique qui se déplace dans un bâtiment équipé uniquement d'escaliers, il devra automatiquement compter sur autrui alors que si l'aménagement architectural était adapté, il serait autonome. Il est alors légitime d'affirmer que si la sujétion peut découler de caractéristiques de la personne, elle peut également être provoquée par des conditions environnementales défavorables.

Ce sujet, François Bourricaud le résume ainsi : « Indépendance de toute régulation et de toute contrainte venant de l'extérieur, suffisance de besoins satisfaisants sans que la cité ou l'individu ait à se constituer dans la dépendance de qui que ce soit, achèvement et perfection, tels sont les sens principaux attachés à la notion d'autonomie par la réflexion classique ».²⁸

Toujours dans le même sens²⁹, en 1990, P. Fougeyrollas, anthropologue québécois et lui-même en chaise roulante, décrit devant un comité d'experts de l'OMS sa vision du handicap comme suit : « Le handicap est défini comme « une perturbation dans la réalisation des habitudes de vie d'une personne, selon son âge, son sexe et son identité socioculturelle, résultant d'une part de ses déficiences et incapacités et d'autres part, d'obstacles causés par des facteurs environnementaux ».

Dans cette perspective, il devient impossible de faire référence à un « statut » de personne handicapée.

²⁸ BOURRICAUD, François. Autonomie. In : *Encyclopaedia Universalis*. Corpus 3. Paris : Encyclopaedia Universalis, 1989, p. 520

²⁹ CÔTE, Jacques. *Réflexions sur l'évolution historique de la notion d'handicap*. Montréal : Centre de recherche Université Laval-Robert-Giffard. p. 236

Il est préférable de parler de « situations de handicap » spécifiques à l'interaction entre les caractéristiques fonctionnelles, comportementales ou esthétiques de la personne et les facteurs sociaux, c'est-à-dire l'accès aux services et programmes, les règles sociales, les valeurs et attitudes et les facteurs écologiques comme le climat, la géographie, l'architecture, l'organisme ou encore le développement technologique.

Les caractéristiques environnementales sont toutes susceptibles de varier afin de produire une diminution de situations de handicaps, autant pour une personne que pour une collectivité ».

Finalement, en étant très synthétique, l'autonomie peut se résumer comme suit : capacité de choisir et d'agir qui s'exerce sur des choses et qui n'est pas un contenu en soi. L'autonomie n'exclut pas les relations d'aide, mais plutôt les relations de sujétion, de soumission ou de contrainte à autrui. L'autonomie recouvre deux grandes sphères de capacités humaines, soit celle de l'exécution de tâches et celle de la décision. Surtout, l'autonomie, c'est une responsabilité ou un devoir.

4.3 La relation d'aide

4.3.1 Introduction

Les personnes sous tutelle amènent des problématiques à la fois très diverses et souvent de détresse. Outre la gestion administrative, l'assistance personnelle peut s'avérer être une prise en charge très complexe qui doit être mise en place afin de protéger la personne ou encore son entourage et la société.

Le mandat tutélaire d'assistance personnelle doit contribuer au développement et à la protection des capacités individuelles de la personne à protéger tout en ayant comme objectif son indépendance personnelle et financière. Cet encadrement ne doit pas être considéré comme un instrument de discipline mais doit reposer sur la collaboration de la personne à protéger en vue de son émancipation. La protection, le développement personnel et l'épanouissement des personnes nécessitant attention et aide se trouvent au premier plan des objectifs à atteindre en matière d'assistance à la personne.

Au niveau de la Doctrine et en s'inspirant par analogie des articles du Code Civil relatifs à l'autorité parentale (art. 301 CCS), Kurt Affolter³⁰ est d'avis que le tuteur doit laisser à son pupille la liberté d'organiser sa vie selon son degré de maturité et de tenir compte au mieux de son avis pour les affaires importantes. Il met aussi en évidence l'obligation d'une assistance individualisée, ainsi qu'une mise en valeur de la personne à protéger. Cette assistance personnelle individualisée sert au développement des capacités individuelles du pupille, tout en veillant à maintenir son indépendance personnelle et financière. Elle implique notamment la notion de choix de la solution la moins dommageable lorsque, pour surmonter un problème, on se retrouve face à plusieurs alternatives.

³⁰ AFFOLTER, Kurt. Aspects juridiques et questions quotidiennes découlant de l'assistance personnelle en droit de tutelle. *Revue du droit de tutelle*, juin 1998, p.18

La réalisation de ces objectifs demande des compétences nombreuses et pointues de la part de l'intervenant. Il nous semble ainsi important voir indispensable que le tuteur ait des bases solides de la relation d'aide afin que son soutien soit méthodique et assurément personnalisé.

4.3.2 Définition et approche « rogérienne » de la relation d'aide

La réalisation des objectifs ci-dessus ne peut se faire sans un contexte privilégié et structuré. Il n'est donc pas superflu de revenir sur les origines et les bases conceptuelles de la relation d'aide.

La relation d'aide consiste donc en un accompagnement psychologique pour les personnes en situation de détresse morale. La relation d'aide découle directement des travaux du psychologue humaniste américain Carl Rogers (1902-1987). Sa méthode appelée « approche centrée sur la personne (ACP) » est une philosophie.

Celle-ci s'articule autour de la foi en l'autre et son potentiel, la confiance dans ce qu'il développera et dont nous ignorons tout mais à quoi nous nous fions, pour que ses ressources se développent conformément à lui et non à nous. Ce thérapeute se sentait éloigné des écoles psychologiques classiques et s'orientait plus vers le travail social.

En suivant les méthodes rogériennes, l'intervenant se doit d'être attentivement à l'écoute de son client. A travers cette posture, il participe déjà au développement de son autonomie car il met en valeur son ressenti, ce qui ne serait pas le cas lors d'une relation basée sur le conseil et où l'intervenant monopoliserait la parole. Cette approche permet de mettre en exergue et de stimuler l'autonomie qu'il lui reste, c'est-à-dire la faculté de penser. Par exemple, même si notre client a perdu toute indépendance financière, il n'est pas subtil de le définir par son problème. Ce dernier existe autrement.

Il serait plus approprié de s'interroger au sujet des exigences que nous pourrions prétendre de lui, avec ses propres compétences du moment. Cela se traduirait par : qu'est ce que je peux faire « moi » pour mettre ou remettre en route ses compétences, pour l'investir dans les démarches de réappropriation de son indépendance ?

En prenant la réinsertion sociale des personnes sous tutelle comme objectif général, voire même comme le projet institutionnel d'un service de tutelle, cela amène un besoin fondamental d'agir sur les ressources personnelles en renforçant sa confiance et son estime de soi, en lui faisant prendre conscience de ses capacités.

Pour ce faire, la relation d'aide selon Carl Rogers se profile comme incontournable et des plus adéquate car celle-ci favorise trois attitudes non directives décrites ci-après et met l'accent sur la qualité et l'authenticité de la relation entre le thérapeute et le patient ainsi que l'écoute active. Bien plus que des concepts à appliquer, les trois dimensions rogériennes sont de précieux savoir-être et savoir-faire pour le travailleur social.

Tout d'abord³¹, le thérapeute ou le travailleur social se doit d'être un exemple **d'authenticité** pour son patient/client, à la fois pour éviter tout langage paradoxal et pour signifier au patient/client qu'il est, lui aussi, un être humain. Il doit donc y avoir correspondance exacte entre l'expérience et la prise de conscience, selon les termes de Rogers, congruence entre le Moi-Idéal et le Moi-Vécu du thérapeute, le premier se référant aux conceptions idéales de soi, et le Moi-Vécu au vécu.

Comme deuxième dimension, l'empathie s'exprime par des messages verbaux et non-verbaux. Les messages verbaux consistent en la répétition ou la reformulation des éléments clés d'une problématique exprimée par un client. C'est-à-dire davantage que le seul langage phatique. Le thérapeute est capable de comprendre une situation non pas depuis son cadre de référence, mais depuis celui de son client.

Enfin, **la chaleur** (ou considération positive, non-jugement) consiste en l'accueil inconditionnel du patient/client. La personne est acceptée telle qu'elle est, dans l'ici et maintenant, avec le cadre de référence qui lui est propre. Une attitude humaine, chaleureuse et encourageante sont les points-clés de cette dimension.

Concrètement, lors d'entretiens³², il apparaît fondamental que pour être efficace, le mandataire tuteur ne devra pas être **seulement un simple auditeur** mais quelqu'un qui devra explorer les bruits de l'organisme psychique de son pupille.

En effet, l'aidé a souvent besoin qu'on le laisse parler, mais il s'attend à plus de la part de son aidant. Le tuteur ne devra pas seulement se positionner uniquement comme celui qui écoute et qui cherche à comprendre, il doit être aussi quelqu'un qui intervient.

4.3.3 Apports de la relation d'aide dans le cadre de l'assistance personnelle :

La détresse et le désarroi extrêmes de certains pupilles amènent des situations de crise aiguë survenant souvent de manière imprévue et où la gestion de cette dernière s'avère délicate et inconfortable pour le tuteur, spécialement en début de pratique professionnelle. La prise en charge de celles-ci demande des compétences supérieures au soutien passager et usuel que tout travailleur social doit assurer, quelle que soit sa formation de base en la matière.

Le tuteur se devrait donc d'être en mesure d'user des habiletés de la relation d'aide afin de faciliter rapidement chez son pupille l'expression, la compréhension et la prise en charge de son vécu problématique.

³¹ CALIN, Daniel. *Psychologie de l'éducation et de l'enseignement spécialisé* [en ligne]. 1999-2010. Adresse URL : www.daniel.calin.free.fr, l'auteur cite : ROGERS, Carl. *La relation d'aide et la psychothérapie*. Sciences humaines appliquées. Paris : ESF, 1969

³² HETU, Jean-Luc. *La relation d'aide : éléments de base et guide de perfectionnement*. Montréal : Gaëtan Morin éditeur, 1994

Selon le Petit Robert, l'intervention est définie comme le fait de « prendre part à une affaire en cours dans le but d'influer sur son déroulement ». Pour le psychologue Carkhuff (1983)³³, une intervention est à la fois une réponse et une initiative.

Elle est une réponse à une situation concrète vécue par une personne confrontée à des besoins, et elle est une initiative visant à contribuer à répondre à ces besoins.

Le tuteur se devra, tout en respectant les libertés de son pupille de chercher à avoir un impact sur celui-ci. C'est une des attentes de l'aidé car il veut généralement une intervention efficace pour l'aider à avancer dans le cheminement de la résolution de son problème.

Il est à noter que ce schéma n'est pas forcément universel car dans la configuration tutélaire, le pupille est rarement volontaire. On parle d'ailleurs d'aide contrainte. Néanmoins, la plupart du temps, le pupille affirmant ne rien attendre de cette relation, ne pas en avoir besoin, réalise et prend conscience petit à petit des avantages que peut apporter cette collaboration qu'on lui impose et finit par jouer le jeu.

L'intervenant prêterait de l'attention aux besoins de son bénéficiaire, ce qui signifie en relation d'aide, au besoin de se dire, de s'exprimer, de prendre contact avec les sentiments qui l'habitent et de laisser sortir la vapeur pour déboucher ensuite sur le besoin de comprendre ce qui lui arrive et sur le pourquoi de ses réactions. Enfin, il aura besoin de se prendre en charge ; de mobiliser ses ressources pour modifier son comportement problématique.

Face à de telles exigences psychologiques, il s'avère essentiel tant pour la qualité de l'intervention que pour la préservation d'une saine qualité de vie au travail, que le tuteur bénéficie d'une connaissance appropriée et approfondie de la relation d'aide. Pour ce faire, il est aussi intéressant que nécessaire de se pencher de plus près sur l'essence de la relation d'aide. Il faut commencer par reconnaître que ces questions d'autonomie et d'indépendance sont toujours à relativiser.³⁴ Personne n'est pleinement autonome, ni totalement indépendant. L'autarcie du sujet humain est un mythe, et fait un bien triste idéal. Il existe une dépendance normale, ordinaire, commune et inéluctable, de tout sujet humain par rapport à son environnement économique, social, culturel et relationnel.

Il semblerait que notre société est divisée entre ce qui oppose la critique bien ancrée de l'assistanat pour les autres et les perpétuelles demandes adressées à l'Etat lorsque survient la moindre difficulté pour soi. Cela rend difficile toute réflexion sereine sur les problématiques de la dépendance et de l'autonomie. Il existe, partout, une dépendance fondamentale des individus à l'égard de l'Etat qui s'enracine dans des phénomènes humains universels, qui vont de la division sociale du travail³⁵ à l'attachement primaire³⁶.

Il faut distinguer de cette dépendance normale faisant partie de notre univers psychosocial les dépendances spécifiques. Certaines personnes ont besoin en plus du cadre social conventionnel d'aides spécifiques et personnalisées de façon occasionnelle ou permanente. Les dépendances spécifiques demandent une dimension interpersonnelle bien plus forte et administrée de manière institutionnelle.

³³ Jean-Luc Hetu cite Carkhuff dans CARKHUFF, Robert. *Sources of Human Productivity*. Amherst, Massachussets, 1983

³⁴ Site au sujet de la psychologie, de l'éducation et de l'enseignement spécialisé [en ligne]. www.daniel.calin.free.fr

³⁵ pour information voir : DURKHEIM, Emile. *De la division du travail social*. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris : Les presses universitaires de France, 8^{ème} édition, 1967. 416 p.

³⁶ BOWLBY, John. *Attachement et perte vol. 1 et 2*. Paris : Puf, 1978. p. 122

Et cela, au point que le client est impliqué profondément dans cette aide demandée ou imposée ainsi que le travailleur social ou l'aidant se retrouve nécessairement plus engagé que s'il administrait la norme sociétale ordinaire.

La relation d'aide doit tenir compte de trois paramètres. Premièrement, il y apparaît une défaillance de la personne qui restreint son autonomie, en limitant sa capacité à répondre aux exigences ordinaires du cadre social commun. Puis, cette défaillance intime induit un besoin d'aide de la part des institutions sociales plus important que celui auxquels répondent les « aides ordinaires » des institutions à nos « dépendances normales ». Enfin, ce besoin particulier, articulé aux fragilités spécifiques de la personne, enclenche une personnalisation de la relation de dépendance à ces aides spécifiques.

« Aider quelqu'un, c'est s'engager avec lui dans une séquence d'interactions verbales et non verbales, dans le but de lui faciliter l'expression, la compréhension et la prise en charge de son vécu. »³⁷

4.3.4 Faire émerger la dépendance ou encore le besoin d'aide :

La nature même de la relation d'aide étant ainsi définie, il n'est à l'évidence pas question d'éviter la dépendance : **il n'y a pas de relation d'aide sans dépendance, sans besoin de cette aide spécifique.** La dépendance est d'abord un critère de la nécessité de l'aide, avant d'en être éventuellement la limite.

Une relation d'aide, loin de devoir d'abord se préoccuper d'éviter la dépendance, doit au contraire commencer le plus souvent par un travail pour « faire émerger » la dépendance, « travailler la demande » comme on dit, pour pouvoir ensuite articuler convenablement une aide à cette demande.

Par la suite, la dépendance n'est pas une entrave à la relation d'aide, mais au contraire la trame de fond constante de la relation d'aide, et même son « outil de travail » essentiel. Il n'y a donc pas réellement opposition entre dépendance et séparation, ni entre aide et autonomie. C'est toujours la dépendance passée qui permet la séparation à venir, l'aide reçue qui prépare la capacité d'autonomie.

La vraie question n'est donc pas de savoir comment éviter la dépendance. Elle est de savoir à quelles conditions la dépendance est bonne, c'est-à-dire productrice au bout du compte d'autonomisation. Ce qui est une autre façon de poser la question des conditions d'une relation d'aide efficace. Cela s'avère être une question difficile et centrale dans les aides spécialisées.

« C'est le client lui-même qui sait ce dont il souffre, dans quelle direction il faut chercher, ce que sont les problèmes cruciaux et les expériences qui ont été profondément refoulées. »³⁸

³⁷ ROGERS, Carl. *Le développement de la personne*. Paris : Dunod, 1968. p. 11

³⁸ Ibid, p. 13

4.3.5 L'aide contrainte et ses spécificités

L'aide contrainte ou l'aide sous injonction administrative ou judiciaire est une situation où l'aide est imposée à l'aidé par une autorité judiciaire ou administrative.

Cette forme d'aide est ainsi une spécificité bien présente au domaine tuteurale.

Cela peut amener des jeux relationnels très complexes : l'autorité ne peut se satisfaire d'un changement temporaire et ponctuel de la personne contrainte. Elle espère un changement profond et durable dans le comportement. Ce changement serait l'unique garant que la contrainte aux normes imposées au client n'est plus nécessaire.

Pour mieux comprendre les phénomènes relationnels propres à cette forme d'assistance, Guy Hardy et son équipe ont développé une approche inspirée de la théorie du double lien élaborée par Gregory Bateson, un éminent psychologue et anthropologue. Ce dernier est le fondateur en 1950 de l'école « Palo Alto » en Californie. Cette école a développé un courant de pensée à l'origine de la thérapie familiale et de la thérapie brève. Les recherches effectuées au sein de cette école font toujours référence dans les domaines de la psychologie, de la psychosociologie, des sciences de l'information et de la communication.

L'approche systémique remet en cause l'ensemble de la façon d'aborder la relation avec le client et de mener des entretiens d'aide. Cette remise en question de la pratique professionnelle est extrêmement saine, car elle permet aux travailleurs sociaux d'ouvrir de nouvelles portes, d'amener davantage de créativité et d'alternatives dans leurs interventions, mais surtout des pistes pour sortir du jeu stérile résultant de telles situations.

Dans l'ouvrage « S'il te plaît, ne m'aide pas ! »³⁹, Guy Hardy met en évidence certains paradoxes des relations humaines, notamment les injonctions paradoxales auxquelles le travailleur social, le tuteur en particulier, doit faire face.

Voici un exemple d'injonction paradoxale⁴⁰ :

« Si A émet l'injonction suivante à l'égard de B : « Sois spontané ! », B se retrouve pris au piège, car quelle que soit sa réponse, elle ne satisfera pas A. En effet : soit B décide de ne pas l'être, et A sera déçu, soit il est spontané et décide de prononcer les mots voulus par A. Dans ce dernier cas, tout en faisant ce qu'il faut, B se verra malgré tout reprocher son manque de spontanéité, puisque pour atteindre cet état, il aura fallu que A le lui suggère. La demande de A est donc impossible à satisfaire pleinement, elle est paradoxale.

Lors de telles injonctions paradoxales, pour l'acteur à qui s'adresse l'injonction, les seules issues pour sortir du piège sont soit de fuir ou de rompre la relation, soit de « métacommuniquer ».

³⁹ HARDY, Guy. *S'il te plaît ne m'aide pas ! L'aide sous injonction administrative ou judiciaire*. Paris : érès, 2001. 120 p.

⁴⁰ Ibid, p. 78

Dans l'exemple précité, A et B ne devraient plus se focaliser sur la spontanéité de B, mais sur les difficultés pour B d'exprimer ses besoins de façon naturelle. Ainsi B pourrait

partager son sentiment de se sentir piégé, et A son impression de ne pas avoir de discussion franche avec B. »

Dans le cas de l'aide contrainte, le client reçoit une injonction de la part d'un décideur (juge, chambre pupillaire, etc.) qui pourrait se synthétiser en cette phrase : « Je veux que tu te fasses aider ». Le fond de ce message est surtout « je veux que tu veuilles te faire aider », pour que son comportement change. Le client ne pourra jamais répondre de manière satisfaisante à cette injonction. Comment démontrer qu'il « veut vraiment ce que le décideur veut qu'il veuille », sans être constamment soupçonné de ne le vouloir que pour satisfaire le demandeur ?

Les trois protagonistes sont pris au piège d'un jeu où le client restera suspect de participer à un processus auquel il ne fait que se conformer par égard pour l'autorité, et en n'en profitant pas, puisque pour bénéficier des résultats, il aurait fallu qu'il le veuille par lui-même...

Pour qu'une injonction paradoxale crée une situation de double lien, deux autres éléments doivent s'ajouter. Issus de la théorie de Bateson, Guy Hardy les adapte de la façon suivante :

- L'enjeu est crucial, voire vital pour l'un ou l'autre des partenaires. Pour des raisons affectives, ou tenant du contexte, la personne ne peut mettre un terme à la relation.
- Le récepteur (client, pupille) est mis dans l'impossibilité de sortir du cadre fixé par ce message dénué de sens, il possède une réalité pragmatique : on ne peut pas ne pas y réagir, mais on ne peut pas y réagir de manière adéquate (c'est-à-dire de manière non paradoxale).

Ainsi, si l'enjeu est essentiel, si la relation ne permet ni la rupture ni la méta-communication, l'interaction s'enlise dans le double lien. Piégé dans une situation inextricable, le client « ne peut pas ne pas » y répondre de manière adéquate.

Visant un changement que la personne ne peut produire que sur la base d'une décision volontaire, l'injonction peut se résumer comme suit : « Je veux que tu te changes mais tu ne te changeras que si tu le veux, donc je veux que tu veuilles te changer. » Comme l'aide qui pourrait amener ce changement nécessite tout autant d'être voulue, l'injonction pourrait être complétée de la sorte : « Je veux que tu veuilles te changer et pour cela, je veux que tu veuilles de l'aide ».

Le pupille peut répondre de différentes manières à ce type de contrainte. Il peut réagir par le repli ou par le refus de l'aide car à ses yeux, les fait qui lui sont reprochés ne sont pas déviants, ou infondés, ou encore parce qu'il estime que les causes de sa déviance ne s'expliquent pas psychologiquement ou médicalement. D'autre part, Il peut aussi manifester son adhésion. Le pupille accepte l'aide, il reconnaît avoir conscience de son problème et demande de l'aide. L'intervention de l'autorité est alors un tremplin ou/et un coup de semonce. Il peut encore répondre à l'injonction par une forme d'adhésion stratégique. Le pupille feint de vouloir cette aide, il joue le jeu. Il adhère de manière stratégique, et se montre complice de l'aidant en construisant une problématique qu'il agrée, avec le souci de conforter l'aidant dans son sentiment de prodiguer l'aide

nécessaire. Le client s'assure de voir l'aidant venir à bout des « symptômes », et ainsi retrouver sa liberté.

Là où naît le paradoxe, c'est qu'il est impossible de distinguer le positionnement du client, s'il choisit la 2ème ou la 3ème alternative. L'aidant le considérera toujours comme « suspect ». Il est également impossible pour le client de prouver sa bonne foi, son implication réelle et son désir d'aide. L'aidant comme l'aidé se retrouvent piégés dans ce jeu relationnel.

Pour sortir de ce piège, Guy Hardy et son équipe ont développé une trame d'intervention qui consiste à ruser du paradoxe de la situation de double lien, car il ne servirait à rien de la nier. Ils vont s'atteler à créer un autre type de relation, qui ouvre un espace de changement.

Pour créer ce changement, ils vont fonder leur intervention sur quelques éléments pivots. Le premier est de sortir du lien causal linéaire. Il s'agit d'éviter un mode de causalité, où tel comportement implique telle thérapie. Au lieu de fractionner le comportement en éléments pour les appréhender en terme de cause et d'effet, il faut s'intéresser d'avantage aux relations, aux interactions. Il importe moins de trouver une explication à un comportement, que de comprendre dans quelles interactions ces comportements apparaissaient. La situation devient une combinaison circulaire de causes et d'effets. Deuxièmement, il faut se concentrer sur l' « ici et le maintenant ».

L'intervention doit se centrer sur l'ici et le maintenant de la relation pour tenter de découvrir et de comprendre la structure actuelle de l'interaction (voir l'équifinalité⁴¹). Comme troisième élément, nous trouvons le symptôme comme facteur d'équilibre. Effectivement, le symptôme devient une tentative de préserver l'équilibre du système. Puis, il faut également être attentif au changement et seuil d'instabilité au sein du système d'intervention. Le changement dans la relation est donc un processus qui tente d'activer des déséquilibres.

Pour Ilya Prigogine, Prix Nobel de chimie en 1977 et auteur de travaux de psychologie en science du comportement, il existe un seuil d'instabilité suite auquel les interactions ne vont plus tendre à ramener l'équilibre, mais s'amplifier, et permettre l'émergence d'un autre état de fonctionnement.

L'intervenant est donc vu comme un acteur de la relation, qui va tenter d'amener de nouvelles règles dans le jeu des interactions. Il va s'utiliser pour créer de nouveaux seuils d'instabilité, au sein desquels un changement est escomptable.

⁴¹ Équifinalité : Selon Paul Watzlawick (1921-2007), théoricien dans la théorie de la communication, membre fondateur de l'Ecole de Palo Alto. « Les caractéristiques structurelles d'un système ouvert sont telles qu'elles peuvent fonctionner jusqu'au cas limite d'une indépendance totale à l'égard des conditions initiales : le système est ainsi à lui-même sa meilleure explication. La méthodologie adéquate est alors d'étudier sa structure actuelle. »

La trame d'intervention s'articule sur les trois axes décrits ci-après.

Pour commencer, il y a celui de l'objectif, la tâche. Le juge, l'intervenant et le client formulent un objectif à accomplir pour lever la mesure. Il doit être formulé sous forme d'action vérifiable, de projet observable. Le résultat de l'objectif provoque la fin de la mesure.

Ensuite, il est fondamental de clarifier les enjeux, spécifier les attentes de l'envoyeur. Il y est question de créer un seuil d'instabilité en confrontant le client à d'autres points de vue, afin qu'il comprenne les enjeux de tous les acteurs. Il est nécessaire que l'aidé comprenne ce que veut de lui le décideur.

Le troisième axe de cette trame d'intervention s'articule autour de l'élaboration d'un projet de travail et de collaboration. Avec le client, il faut élaborer un projet de travail pour atteindre l'objectif demandé tout en utilisant ses compétences et en le laissant formuler une solution qui lui paraît réalisable et convenable pour l'envoyeur. A ce moment-là, le travail de collaboration pour atteindre l'objectif peut commencer.

4.3.6 Poser le contour du cadre d'intervention

Toujours par souci de confort personnel, de qualité de vie professionnelle et bien évidemment d'efficacité, il est essentiel de construire, dès l'entrée en relation, un mécanisme permettant de clarifier le fond et la forme de l'intervention. A l'évocation de la relation d'aide, ma personne ressource spécialisée en approche systémique⁴² a insisté sur l'aspect fondamental de la pose d'un cadre en intervention psychosociale et particulièrement lors d'aide sous contrainte.

De fait, la spécificité de la relation pupille-tuteur nécessite une prise en charge bien définie par un cadre de travail. C'est une étape capitale dans une méthodologie systémique concernant les interventions sociales et éducatives, mais surtout les ordonnances administratives et judiciaires. En effet, ces interventions se situent souvent dans une histoire d'aide complexe et dans une histoire familiale plus ou moins dysfonctionnelle.

Le cadre d'intervention⁴³, c'est en fait cet espace délimité, par ce qui provient de l'extérieur (pressions, directives, demandes des institutions, ordonnances...), qui légitime une intervention ; et ce qui émerge de l'intérieur du contexte relationnel qui s'établira.

Cette question de « cadre d'intervention » est l'une des préoccupations les plus urgentes sur le plan méthodologique dans le domaine du travail social.

⁴² L'approche systémique se distingue des autres approches psychologiques par sa façon de comprendre les relations humaines. En effet, la personne n'est pas le seul élément analysé dans la démarche. L'intervenant accorde aussi une importance aux différents systèmes dont elle fait partie (familial, professionnel, social, etc.). Cette personne est influencée à la fois par ses intentions, celles des autres, et celles des possibilités du milieu et/ou du système.

⁴³ LEBBE-BERRIER, Paule. Cadre d'intervention, quelle définition ? . *Thérapie familiale, Revue internationale d'associations francophones*, N°2, 1992

Cependant, il apparaît que beaucoup de professionnels se trouvent confrontés à de nombreuses embûches personnelles, professionnelles, institutionnelles, imaginaires dans l'opérationnalisation de cette étape de la relation d'aide. La complexité qui est affrontée est au-delà des questions du « cadre » de thérapie. Cette forte complexité du social existe du fait de multiples variables s'engouffrant dans les velléités⁴⁴ et/ou les tentatives des professionnels pour poser ce « cadre ». Le flou finit souvent par l'emporter alors que l'intention de cadrer l'intervention est envisagée.

Poser un cadre de travail est quelque chose de tout autre que ces éléments qui finissent par prendre la place et nommés dans le jargon professionnel : « projet d'action, plan d'aide »... Ces projets ou plans ne tiendront la route que dans la mesure où un cadre de travail a été posé dès le départ. Celui-ci favorise d'ailleurs, à l'intérieur du système d'intervention, les réajustements et adaptations nécessaires.

Comme pour tout travail thérapeutique, mais différemment, les « systémiciens » pensent que dans le domaine du social et de la relation d'aide en général, la mise en place de ce cadre est une nécessité première. Bien sûr, il est très différent du cadre thérapeutique et difficile à poser du fait de tous ces impacts, mais c'est la seule force apte à permettre d'éviter le flou qui reste le grand fléau social.

Poser un cadre de travail, c'est poser la limite, le contenant. C'est évidemment enfermant, mais aussi libérateur. En effet, le cadre de travail est le garant de l'illusion de la toute puissance de la non-limite.

La question du cadre de travail reste complexe dans le social, et plus spécifiquement dans le domaine judiciaire. Travailler avec l'approche systémique permet plus sûrement de prendre le risque d'entrer dans les turbulences émotives de la création d'une relation à l'intérieur d'un cadre tel un peintre avec son tableau. La demande qu'est le mandat judiciaire ou administratif et que reçoit l'intervenant psychosocial, ne doit pas servir de cadre d'intervention, mais elle permet l'ébauche, elle ouvre à l'intervention d'un certain type d'encadrement venant de l'extérieur.

Aux professionnels de l'action sociale de « créer » un intérieur à cet encadrement, tout en tenant compte, dès le début, de cet extérieur, de ces directives. Le souci du respect du client, le désir d'être accepté ainsi que la peur de blesser mettent généralement les travailleurs sociaux dans une situation de malaise au moment du démarrage de l'étape primaire qu'est la « pose du contour du cadre ». Trop de pudeur pour se protéger ou protéger l'aidé les met dans une situation de non-dit.

La question est donc d'oser et pouvoir mettre cartes sur table en mettant de côté les craintes liées à la violence symbolique. Lors de la première rencontre, cela pourrait par exemple se concrétiser en la relecture de l'ordonnance d'un juge avec ses attentes et ses objectifs.

Oser la directivité dans la construction du cadre implique, d'une part, un grand sens de la communication informante, devenue possible grâce au contexte relationnel.

⁴⁴ Velléités : Intention de faire quelque chose qui n'est finalement pas mis en pratique, définition tirée du « Petit Larousse illustré »

D'autre part, cette directivité implique une profonde remise en cause de mythes et de règles professionnelles alourdissant les capacités de l'aidant à dégager les jeux familiaux, ceux du groupe, ceux des institutions et de ses propres jeux...

Mettre des limites, pour un intervenant social, c'est donc aussi se dégager de la culpabilité, liée à un refus ; c'est revoir nos définitions du respect de l'autre, de l'aide, de la relation. Poser cet acte professionnel qu'est la mise en place d'un cadre d'intervention, dès le début de la rencontre, implique donc de dégager des règles encombrant notre surmoi professionnel. Oser être osé pour baliser, encadrer, puis créer avec le client, peindre avec lui à l'intérieur du cadre qui est le sien, comme celui de l'aidant, est la première étape méthodologique.

Poser le cadre d'intervention n'est qu'un point, dans un processus d'aide, dans un mandat. Mais c'est un repère auquel l'intervenant peut revenir pour l'élargir, le rétrécir, le déplacer par exemple en redéfinissant, en clarifiant ou en répétant selon les besoins, les objectifs, les demandes, les attentes.

Cela implique :

- la créativité, la non-directivité, la souplesse dans un cadre directif
- le souci de recherche et de vérification des hypothèses
- le non-jugement des tiers, des collègues
- **le courage de poser nous-mêmes la première touche dans le cadre**

5. LES HYPOTHESES DE RECHERCHE

Après avoir bien précisé le contour de notre thématique de recherche à travers des entretiens avec nos deux personnes ressources et approfondi nos connaissances y relatives par le biais des concepts théoriques, nous avons pu déterminer trois hypothèses principales auxquelles la recherche tentera de répondre. Ces dernières sont en lien avec notre questionnement de départ qui cherche à savoir dans quelle mesure l'application du cadre légal par les tuteurs professionnels favorise l'autonomie des pupilles ?

Hypothèse 1

- L'importante charge administrative des tuteurs ne permet pas une assistance personnelle visant l'autonomisation.

Nous sommes arrivés à cette supposition car il nous semble que la gestion complète d'un nombre important de dossiers comportant généralement des budgets très limités, voire souvent avec des arriérés en début de mandat, leur demande déjà beaucoup de temps.

La sous-hypothèse :

- 1.1 Les tuteurs consacrent plus de temps à la partie administrative de leur mandat plutôt qu'à l'assistance personnelle.

Hypothèse 2

- La mesure tutélaire engendre un phénomène d'assistanat.

Vu qu'il y a concrètement un transfert de nombreuses responsabilités du pupille au tuteur, que le pupille ne peut plus se représenter juridiquement, qu'il n'a plus un accès direct à ses biens et revenus et que certaines personnes trouvent un certain confort dans le fait d'être protégées et qu'une tierce personne travaille pour elles, nous pouvons facilement imaginer que la dépendance initiale du pupille envers son tuteur puisse avec le temps se muter sous une forme d'assistanat.

La sous-hypothèse :

- 2.1 Il n'est pas aisé de rendre les pupilles autonomes vu la nature même de l'aide contrainte.

Hypothèse 3

- Il est nécessaire de posséder au minimum des connaissances de base dans la relation d'aide afin d'assurer une assistance personnelle de qualité.

La plupart des personnes au bénéfice d'une mesure de tutelle ont soit un handicap psychique ou encore un pénible parcours de vie ayant laissé des séquelles. Afin de

pouvoir entrer en relation avec eux dans les meilleures conditions puis de leur proposer une assistance personnelle réellement individualisée, tout en sachant que le contexte de l'aide contrainte peut parfois augmenter les difficultés relationnelles, il nous paraît nécessaire que les tuteurs possèdent des notions de la relation d'aide.

Les sous-hypothèses :

- 3.1 Les tuteurs professionnels proposent un profil d'aidant, car cela fait partie de leur mission.
- 3.2 De nombreux pupilles présentent des contextes de vie très chargés ainsi que des troubles psychiques face auxquels les tuteurs doivent être préparés.

6. DEMARCHE DE LA RECHERCHE

Jusqu'à cette partie de ce travail de mémoire, il a été question de présenter l'objet de cette recherche d'un point de vue théorique en développant les concepts qui permettent de mieux le cerner et de comprendre ce dont il s'agit.

Après avoir répondu à nos premiers objectifs théoriques, nous avons posé nos différents questionnement et les hypothèses que nous désirons vérifier par notre recherche de terrain.

Suite à cela, nous allons décrire de quelle manière notre recherche sur le terrain s'est effectuée.

6.1 Terrain de recherche

Nous avons accompli notre recherche au sein de quatre services de tutelles valaisans :

- Un service officiel d'un village
- Un bureau privé d'une commune importante
- Deux services officiels de villes importantes du canton

Celle-ci s'est portée sur six tuteurs dont trois femmes que nous avons rencontré durant l'hiver 2008 et le printemps 2009. Le fait d'avoir la présence de tuteurs des deux genres dans notre échantillon de recherche ainsi que trois niveaux d'importance en ce qui concerne la taille des agglomérations choisies renforce l'indice de représentativité, ou plutôt facilite l'accès vers la quête de la représentativité complète vis-à-vis des problématiques rencontrées et de leurs approches. De plus, il y a indubitablement une majorité de professionnels confirmés qui ont été approchés, mais nous trouvons aussi intéressant de questionner des tuteurs encore en début de carrière « tutélaire », toujours dans un souci d'une représentativité optimale. Comme précité, nous voulions avoir des réponses les plus représentatives possibles, tout en sachant qu'avec un échantillon de taille restreinte, nous ne pouvons pas tirer des conclusions universelles. Notre objectif principal était d'avoir des regards différents sur la mise en pratique du mandat tutélaire, mais pas de mettre en exergue ou de comparer les données provenant de tel genre de professionnels ou de telle grandeur d'agglomération.

Comme précité, lors de nos recherches, nous avons rendu les tuteurs attentifs aux limites de notre investigation, c'est à dire, à des personnes uniquement sous les mesures tutélaires des articles du CCS suivants : art. 369, art. 370, art. 371 et art. 372.

Nos hypothèses ont orienté nos entretiens toujours dans le but d'en savoir plus sur les pratiques de la relation d'aide, au sujet des différentes techniques et formes de prise en charge, des diverses difficultés rencontrées, de leur vision de l'autonomie, des possibilités d'amélioration, des possibles lacunes juridiques, de l'évolution et des nouvelles tendances de la gestion tutélaires, etc.

6.2 Technique de récolte des données

Avant de passer à la partie d'analyse, il nous faut encore expliquer la méthode utilisée pour effectuer notre enquête et ainsi récolter les informations auxquelles s'attachent la partie analytique.

Le résultat de l'analyse de nos données de recherche doit permettre, à partir d'un nombre restreint d'interviews, de comprendre globalement en quoi consiste la gestion de l'assistance personnelle que dispensent les tuteurs et ses liens avec les concepts de l'autonomie et de la relation d'aide.

Pour ce faire, nous avons procédé par six entretiens semi-directifs d'environ 1h30 par tuteur. Ces entretiens furent enregistrés pour plus de fluidité durant les échanges, pour plus de commodité lors de la retranscription et par soucis de limiter au maximum nos interprétations ou d'éventuelles défaillances mémorielles. Avant de débiter les interviews, nous avons fait parvenir aux tuteurs un document de consentement éclairé dans le but d'expliquer le contexte dans lequel notre démarche s'inscrit, la garantie de la confidentialité, le respect de l'anonymat et la permission de la publication des données recueillies. Il est à noter que nous avons procédé par une un phase de test de notre guide d'entretien en interrogeant Monsieur Paul Mottiez, une de nos deux personnes ressources. Cet exercice nous permit de le réajuster en précisant quelques questions et en supprimant d'autres qui s'avéraient inutiles.

Auparavant, nous avons préparé une grille de dépouillement pour l'analyse. Les indicateurs de cette grille étaient regroupés premièrement par concept théorique puis reliés à nos hypothèses de manière à ce que ces dernières soient toutes couvertes. Cela a servi de base aux questions de notre guide d'entretien. Nous étions aussi attentifs au fait que ces questions soient précises afin de traiter en profondeur notre thématique en accédant à l'"intimité", au monde intérieur du sujet traité, notamment à travers l'utilisation de questions de relance. Nous avons préféré opter pour la méthode des interviews de type semi-directifs que celle des questionnaires afin de laisser libre expression à la personne interrogée. Les entretiens semi-directifs permettent de récolter une masse d'informations à priori plus élevée que les questionnaires écrits.

7. ANALYSE DES DONNEES

Nous avons choisi d'organiser notre analyse en fonction de nos trois hypothèses principales, à savoir :

- *L'importante charge administrative des tuteurs ne permet pas une assistance personnelle visant l'autonomisation.*
- *La mesure tutélaire engendre un phénomène d'assistanat.*
- *Il est nécessaire de posséder au minimum des connaissances de base dans la relation d'aide afin d'assurer une assistance personnelle de qualité.*

Pour ce faire, nous allons nous intéresser aux indicateurs de chacune des sous-hypothèses correspondantes en analysant les données recueillies lors de nos différents entretiens auprès des professionnels. Cette méthode nous permettra de déterminer s'il existe par exemple une unité professionnelle ou si les pratiques et les points de vues sont diversifiés voir opposés ou bien encore s'il y a plutôt une gradation possible. Nous allons également argumenter notre analyse au moyen de liens théoriques et de citations d'entretiens. Une fois cette partie réalisée, nous serons en mesure de nous positionner par rapport à nos trois hypothèses de départ.

7.1

1^{ère} hypothèse : L'importante charge administrative des tuteurs ne permet pas une assistance personnelle visant l'autonomisation.

7.1.1

- **Sous-hypothèse :** *Les tuteurs consacrent plus de temps à la partie administrative de leur mandat plutôt qu'à l'assistance personnelle.*

Nombre de dossiers en rapport au taux d'activité

Il ressort que dans la majorité des services questionnés, le nombre de dossiers pour un taux d'activité de 100% avoisine les cinquante. Un professionnel annonce un nombre de huitante dossiers, mais en précisant qu'il a la chance de n'avoir à s'occuper que très peu de l'aspect administratif. Trois tuteurs nous font part aussi d'une cotation en vigueur dans leur service respectif. La cotation moyenne d'un dossier est de 1. C'est pour cela qu'on parle d'une moyenne de cinquante dossiers par tuteur. Pour donner un exemple précis, un service de tutelle utilise une tablette qui détermine, qui précise la difficulté des dossiers, entre 0,3 et 1,7 en général. Une recherche en paternité représenterait un résultat de 0,3 car cela prendra peu de temps et 1,7 serait la cotation d'un dossier standard à son ouverture car il demandera plus de temps comparativement à un autre. Durant deux à trois mois environ, ce dossier restera au taux de 1,7, puis si la situation a été bien mise en route et qu'elle ne représente pas de difficultés particulières, sa cotation

sera de 1. Il est à noter que la tablette est remise à jour environ tous les trimestres, ce qui permet également d'être précis quant aux disponibilités des tuteurs pour de nouveaux dossiers.

Nous apprenons aussi qu'au sein de ce même service, un tuteur nommé par la chambre pupillaire pour une nouvelle personne peut demander à un collègue de prendre la situation pour le décharger lors de la répartition à l'interne. Deux tuteurs nous font la même remarque au sujet de la répartition de leur temps de travail, ce qui nous permet de mieux saisir la nécessité d'instaurer un tel système de classification, et l'un d'eux s'exprime en disant que : *« 20% des situations nous prennent le 80% de notre temps et de notre énergie. Mais, je pense que c'est assez réel. Les situations les plus prenantes concernent des personnes qui sont en crise, souvent pour lesquelles une hospitalisation devient indispensable, soit à cause de problèmes d'alcool, de troubles psychiques, de toxicomanie ou des fois un cumul de ses problèmes. »*

Tous les tuteurs estiment être plutôt bien servis au niveau de leur charge de travail même si certains disent *« qu'un petit peu moins ne ferait pas de mal »*. Il est aussi surprenant de constater que plusieurs d'entre eux affirment avoir de la chance d'être moins surchargé dans leur service que la moyenne des autres tuteurs.

Priorités et impératifs juridico-administratifs – temps consacré aux différentes missions

Sous ce point, nous avons fusionné deux indicateurs car il est finalement apparu qu'ils regroupaient des informations de même ordre. Tous les tuteurs sauf un affirment qu'il y a une légère prépondérance pour l'aspect administratif de leur fonction dans la répartition de leur temps de travail. Cependant, il semble y avoir globalement un bon équilibre entre la partie administrative et celle de l'accompagnement personnel. Les activités qui suivent en temps les démarches administratives sont les entretiens individuels puis les visites ou réseau dans les hôpitaux, homes, institutions, etc. Un professionnel a quand même l'impression de devoir plus miser sur les affaires administratives notamment de par l'attente de rendement formulée par ses supérieurs.

Mise à disposition de personnel administratif

Tous les services où sont employés les tuteurs questionnés se composent d'un secteur secrétariat. Le taux de cette aide administrative oscille entre 40% et 80% par poste de tuteur à 100%, mais pour la plupart, il s'agit d'un taux de 50% pour un poste à 100%.

Dans certains services, des stagiaires « maturité commerciale » renforcent encore cette structure. Un représentant légal questionné a l'air plutôt satisfait de l'apport du personnel administratif : *« J'ai l'impression que les secrétaires font pas mal chez nous. Au début, je faisais plus d'administratif, mais maintenant, j'ai l'impression que c'est beaucoup plus elles qui le font. Et vu que je connais mieux les choses maintenant, cela va beaucoup plus vite. Je peux facilement déléguer »*. Un second professionnel confirme que l'aide du secrétariat est suffisante et appréciable : *« Oui, je trouve que ça fonctionne bien, on peut bien compter sur eux. On collabore dans de bonnes conditions »*.

Représentation de la mission d'assistance personnelle

Ces professionnels ont une vision plutôt commune de la partie d'assistance personnelle de leur mandat. Selon leurs dires, il s'agit *«Alors l'assistance personnelle que je donne à mes pupilles qui sont sous tutelle, si je reprends un peu le cadre légal, ça représente beaucoup. Je dois me soucier, je dois veiller à ce que la vie quotidienne de la personne soit correcte. Cela englobe les besoins de base, le lieu de vie, les soins médicaux et l'accompagnement et les conseils pour la vie quotidienne. En fait, je dois être une personne ressource. On a pas l'obligation d'intervenir pour tout mais dès qu'on sent qu'il y a un problème, on doit intervenir»*.

« Il s'agit de répondre aux besoins fondamentaux : un toit, de la nourriture, l'accès aux soins médicaux, etc. Il faut aussi organiser les réseaux puis collaborer avec les partenaires et aussi favoriser les contacts sociaux pour lutter contre l'isolement. Il faut adapter cette aide aux moyens du pupille et à sa problématique. »

« Alors l'assistance personnelle est pour les personnes sous tutelle, elle vise de manière caricaturale à palier, à assumer le rôle que jouerait un père de famille à l'égard de ses enfants. C'est une démarche qui est un peu paternaliste, mais cela veut dire qu'en fonction du degré d'autonomie de chaque personne, l'investissement du tuteur sera plus ou moins grand. »

« Pour moi, c'est le souci du bien être de la personne, c'est veiller à ce que sa sécurité soit garantie. C'est l'accompagnement, pour les mesures de réinsertion, pour des démarches AI (assurance-invalidité) mais pas seulement au niveau administratif, c'est à dire d'accompagner les personnes dans leur nouveau projet de vie, les conseiller. »

« C'est des rencontres personnelles avec les pupilles et leurs problèmes, d'ordre sentimental, financier, relationnel, sociaux, etc. De les aider dans les démarches envers les différentes administrations : ORP (office régional de placement), AI , aide sociale. En résumé, c'est un accompagnement. »

« C'est accompagner les pupilles dans tout ce qui concerne leur vie privée : d'aller au médecin, d'aller à un réseau, recherche d'appartements, cela peut être de les accompagner au travail, à l'ORP, faire des démarches pour l'aide sociale, de l'écouter quand il a un problème même si on peut pas forcément le résoudre, mais le conseiller d'aller avoir d'autres personnes, en résumé, surtout de l'écoute et de l'orientation. »

Un tuteur précise : *On est pas tout seul à s'occuper de l'assistance personnelle, si le tuteur en est responsable d'un point de vue légal, elle en est quand même principalement assumée par la personne elle-même, son entourage, sa famille, et puis les autres services qui interviennent, les aides-familiales, les infirmières du CMS (centre médico-social). »*

Un autre tuteur nous fait part qu'il doit s'inquiéter également quand la personne est hospitalisée, en profitant par exemple à ce moment pour aller voir dans quel état se trouve la maison, de saisir l'occasion de la faire nettoyer, de s'occuper de la survie des animaux domestiques. Il y a de nombreuses choses pratiques pour lesquelles il se dit devoir être attentif afin d'éviter des catastrophes.

Nous apprenons aussi que chaque deux ans, toutes les années pour un seul tuteur, lors de la reddition des comptes du pupille ou autrement dit du rapport d'administration à fournir à la chambre pupillaire, les tuteurs doivent aussi y intégrer un compte rendu de la situation sociale du pupille. Mais les commentaires sur l'assistance personnelle dispensée sont généralement moins développés que les aspects administratifs. Cela représente une dizaine de lignes voire une page A4 au maximum. Par contre, en cas de problèmes majeurs, ils peuvent s'adresser en tous temps à la Chambre pupillaire et il peut arriver que la dite chambre formule elle-même des demandes d'informations à l'attention des tuteurs en dehors de ces redditions de compte. Il peut y avoir notamment des échanges entre les deux partenaires pour faire le point sur une situation lorsque le tuteur demande une autorisation pour effectuer un acte spécial pour son pupille, comme par exemple pour faire un contrat de mariage et partager une succession ou encore pour contracter une assurance sur la vie du pupille.

7.1.2 Synthèse et analyse de la sous-hypothèse

Nous avons pu noter que le nombre de dossiers pour un taux d'activité de 100% correspond en moyenne à cinquante. Nous apprenons en sus qu'un service utilise un système de cotation permettant d'évaluer les dossiers car le nombre de dossiers en lui-même n'est pas forcément, voire pas du tout, un indicateur précis de la charge de travail. En effet, deux tuteurs affirment que 20% des situations occupe 80% de leur temps. Généralement, les tuteurs ne se plaignent pas d'une surcharge de travail, même si un petit moins ne ferait pas de mal. La majorité des tuteurs affirme qu'il y a une légère prépondérance pour les tâches administratives mais que l'équilibre entre la partie administrative et celle de l'accompagnement personnel est bon. En effet, tous les services de tutelle approchés bénéficient d'une aide administrative à hauteur en moyenne de 50% de secrétariat par poste de tuteur à 100%. Il ressort que cette collaboration tuteurs-secrétariat se déroule dans de bonnes conditions.

Il apparaît bien dans les réponses données que ces professionnels ont non seulement la responsabilité de garantir les besoins vitaux, mais aussi le souci d'accompagner leurs protégés dans leur vie à travers diverses aides telles que l'écoute, le « coaching », l'orientation, etc. Lutter contre l'isolement en favorisant les contacts sociaux fait notamment partie de leurs priorités. Suite à leurs explications, nous pouvons constater que leur approche de l'assistance personnelle est bien la même que celle décrite dans l'article 406, al. 1 du Code Civil Suisse qui stipule que le tuteur doit protéger l'interdit et l'assister dans toutes ses affaires personnelles, de même qu'au niveau de la Doctrine étayée par le professeur Martin Stettler. Cette dernière est ainsi respectée dans le sens où elle veut qu'il soit inclu dans l'assistance personnelle la sauvegarde de l'ensemble des intérêts se rapportant à la personnalité et qu'elle doit se concentrer sur les besoins propres aux personnes concernées tout en prenant en considération leur liberté individuelle et leur autonomie dans l'organisation de leur quotidien ainsi que leur dignité humaine. Comme nous pouvons le constater au sein des citations des professionnels mais également au niveau du cadre légal, la relation d'aide fait partie de l'assistance personnelle, mais il y a aussi de nombreux autres actes concrets.

7.1.3 Vérification de la sous-hypothèse

Effectivement, nous constatons que la majorité des tuteurs consacrent légèrement plus de temps à la partie administrative de leur mandat. Cependant, la répartition reste bien équilibrée grâce notamment à l'appui administratif du secrétariat. Ils ont donc suffisamment de temps à disposition pour mener à bien leur mission d'assistance personnelle dans le respect du cadre légal en vigueur. Les tuteurs questionnés estiment avoir une charge de travail raisonnable. Finalement, nous ne pouvons prétendre, au vu des résultats perçus, que l'assistance personnelle est péjorée par une trop importante charge administrative.

7.1.4

Vérification de la 1^{ère} hypothèse

➤ *Cette hypothèse n'est pas vérifiée.*

Comme nous avons pu constater lors de la précédente sous-hypothèse, la charge administrative est importante et les dossiers techniquement complexes. Nonobstant, avec notamment l'aide de personnel administratif et de personnes et services spécialisés externes, les tuteurs affirment réussir à consacrer suffisamment de temps à leur mission d'assistance personnelle pour qu'elle puisse être réellement bénéfique à leurs pupilles. Ayant pris connaissance de cela, nous nous réjouissons de constater que cette hypothèse n'est pas vérifiée.

7.2

➤ **2^{ème} hypothèse** : La mesure tutélaire engendre un phénomène d'assistanat.

7.2.1

- **Sous-hypothèse** : *Il n'est pas aisé de rendre les pupilles autonomes vu la nature même de l'aide contrainte.*

Fréquence des mainlevées

Personne n'a pu nous donner de chiffres précis concernant les fréquences des mainlevées. Il n'y a donc pas de statistiques disponibles liées au retour à l'indépendance des pupilles. Toutefois, nous avons pu constater qu'il s'agit d'un long processus échelonné d'étapes et d'épreuves que devra traverser le pupille. Celles-ci sont décrites particulièrement au sein des deux points suivants.

Développement des compétences du pupille

L'évaluation initiale des compétences du pupille ou en d'autres termes de son niveau d'autonomie n'est formalisée par aucun tuteur en début de mandat, par contre, l'un d'eux trouve qu'utiliser une grille d'évaluation serait une bonne idée. Elle se fait par d'autres biais et sur le long terme. Il est évident tout de même qu'à la réception d'un nouveau dossier, les tuteurs vont se renseigner sur ce que le pupille faisait déjà par lui-même.

Le manque de temps à disposition pour se consacrer exclusivement à cette analyse est aussi une des raisons invoquées, mais pas la principale. Nous pouvons le constater à travers ces déclarations : *« Alors, je dirais que cela se fait sur le « tas », si on peut le dire comme ça, pas de manière orthodoxe. En réalité, j'évalue l'autonomie gentiment, au fur et à mesure de la relation. Cela se fait sur la longueur, aussi par nécessité, cela dépend du projet. Mais, nous n'avons pas de grilles d'évaluation institutionnelles, on pourrait les faire nous-même. Mais cela ne sert à rien non plus de trop rigidifier les choses et de toute façon, je crois que je n'ai pas assez de temps pour le faire. »*

Un autre tuteur s'exprime dans le même sens, tout en évoquant cette fois qu'il ne dispose pas du temps nécessaire à la planification d'entretiens réservés à l'évaluation formelle des compétences : *« Mon évaluation se fait plutôt de manière empirique, au travers de la gestion du dossier on se fait une idée. A travers son analyse, on arrive petit à petit à être bien renseigné. Mais pas le temps d'avoir des entretiens que pour cela. A travers l'assistance personnelle, on peut observer le niveau d'autonomie à travers les demandes du pupille, notamment celles financières. Je peux juger de son degré d'autonomie en côtoyant la personne, en l'observant dans nos rapports, par exemple avec la fréquence des demandes par rapport à un sujet. »*

Un troisième tuteur se manifeste à ce sujet toujours dans le même sens mais de manière plus exhaustive : *« Cela se fait sur le tas, si on peut dire cela comme ça. Il faut savoir que quand on est désigné, dans la plupart des cas on ne connaît pas du tout la personne. On la connaît à travers la décision de mesure qu'a prise la chambre pupillaire. Parfois, cette décision est accompagnée d'un rapport du service social ou d'éméra ou d'autres organes consultés, mais on doit d'abord se fier à l'appréciation qui a été faite par l'autorité tutélaire pour fonder une décision de tutelle ou de conseil légal.*

Donc on a quand même un certain a priori au moment de rencontrer la personne, on sait à quel point elle est très dépendante, moyennement dépendante, plutôt autonome, participative, réfractaire, etc.

Je dirais aussi que c'est pendant les premières discussions, lors de l'ouverture du dossier et qu'on essaye de réunir les informations qu'on arrive à se rendre compte si la personne est au courant de ses affaires, si on pose une question sur l'assurance maladie et elle ne sait pas de quoi on parle, c'est vrai que ce n'est pas la même chose que si elle me dit qu'elle est subventionnée à 80%, par de petites choses pratiques on peut vite déduire de son niveau.

Donc j'ai le sentiment que cela se fait de manière systématique et méthodique mais dans la durée et cela permet aussi de pouvoir adapter par la suite le mode de collaboration avec notre service, notamment au niveau de la fréquence des versements de l'argent et de la manière, si c'est au guichet ou à la banque ».

Lors des entretiens, les critères invoqués définissant l'autonomie sont basés sur deux dimensions principales, les dimensions sociales et administratives. Pour eux, il y a d'un côté le niveau d'autonomie sociale, qui sous-entend l'intégration sociale, un réseau social suffisant, l'abstinence au niveau toxicologique, une bonne stabilité psychique, un bon suivi médico-thérapeutique, etc., et de l'autre, d'avoir les capacités requises pour la gestion des aspects financiers et administratifs, surtout pour ce qui est de la gestion de ses revenus.

Un tuteur nous explique comment il perçoit l'autonomie que devrait posséder un pupille candidat à la mainlevée : *« Pour moi, une personne est autonome quand il y a des notions d'indépendance financière, physique, affective, sociale, etc. Je pense effectivement que c'est quand une personne peut faire face à la vie de manière solitaire, solitaire cela peut être en se référant à des personnes conseils, à des personnes ressources, mais où en fin de compte c'est elle qui prend les décisions qui la concernent. »*

Trois tuteurs nous ont résumé en quelques mots leur vision du concept général de l'autonomie :

« Je suis capable de choisir ce que j'ai envie de faire et de vivre et de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour y arriver. »

« Prendre conscience des difficultés rencontrées et mettre en place les outils pour les surmonter. »

« Le pouvoir sur sa vie, l'aptitude à décider pour soi. »

De l'avis de tous les tuteurs, le parcours vers l'indépendance d'une personne mise sous tutelle passera toujours, à quelques exceptions près, par l'étape intermédiaire de la mesure de conseil légal. Afin de pouvoir appuyer une demande de mainlevée ou d'atténuation de la mesure, les tuteurs devront constater des progrès significatifs et une volonté propre au pupille de s'émanciper.

Ce commentaire résume bien ces dires : *« Alors c'est bien d'utiliser le terme d'appuyer une mainlevée. Donc moi je fais jamais une demande de mainlevée sans l'accord du pupille, sans la demande même du pupille. Je pense que ça doit venir de lui, donc il faut qu'il y ait un désir de récupérer l'autonomie, je pense que ça c'est le déclic qui va permettre de faire avancer les choses assez rapidement. Parce qu'à partir du moment où la personne est capable de faire cette demande en disant : il me semble que je suis capable de me débrouiller pour reprendre la gestion, et quand cela est possible alors j'essaie de la lui transférer progressivement et puis on se donne des objectifs, trois ou six mois et si cela passe bien dans cette période d'essai à l'interne, on peut aller devant la chambre pupillaire avec une demande de mainlevée qui est un peu étayée puisqu'elle s'appuie sur des observations concrètes, donc il y a une phase de test avec des objectifs.*

Et puis il peut y avoir des périodes intermédiaires, c'est à dire que pour une personne au bénéfice d'une mesure de tutelle on va demander d'abord l'atténuation de la mesure, donc un conseil légal et si les choses se passe bien là, on va demander la mainlevée. C'est rare de passer de la tutelle à la mainlevée. »

Concrètement, le pupille se devra de faire la majorité des démarches par lui-même, de prendre les renseignements nécessaires au bon endroit, de savoir demander de l'aide au bon moment, de gérer son entretien sans demander des avances, d'être à jour avec ses factures. D'autre part, il faut aussi que les aspects sociaux déficients mis en exergue lorsque la mesure fut prononcée ne posent plus de problèmes. La durée de la phase test varie entre trois mois et une année selon le mandataire tutélaire. Par contre, les exigences demandées sont les mêmes pour tous, à savoir un bon niveau d'autonomie dans les deux dimensions, sociales et administratives. Un tuteur précise qu'il faut bien un retour à l'autonomie sociale mais que le côté financier n'est pas autant essentiel, car selon lui, le fait d'avoir des dettes ne justifie pas forcément d'être mis sous tutelle.

Un autre professionnel trouve que cette phase de test peut s'avérer sensible : *« Le problème, c'est que pendant une année cela peut jouer mais dès qu'il y a une crise majeure, un soucis particulier, il peut y avoir un gros retour en arrière ».*

Outils et méthodes spécifiques de travail pour le développement des compétences du pupille.

A travers cet indicateur, nous allons découvrir plus précisément la collaboration mise en place par les tuteurs pour accompagner, stimuler et évaluer les progrès du pupille dans son processus d'autonomisation.

Tout d'abord, nous apprenons ainsi que tous les tuteurs questionnés sont bien conscients qu'ils ont un rôle éducatif à fournir dans le processus d'émancipation de leur pupille. Pour ce faire, ils auraient plutôt tendance à attendre des signes concrets quant à la volonté du pupille avant de vraiment intégrer ce dernier dans la gestion de ses affaires courantes. Deux tuteurs précisent aussi qu'ils leur arrivent de suggérer au pupille une reprise partielle de la gestion s'ils estiment que celui-ci est prêt, que c'est le bon moment.

L'un d'eux nous dit : *« Alors moi, quand je ressens pas une demande très concrète de la part du pupille, une motivation, une demande précise et répétée : j'aimerais bien avoir accès à mon compte pour faire ci, pour faire ça, je ne propose pas, car avec l'expérience, je vois que cela ne marche pas. Par contre, je suggère si je sens que les gens sont prêts et puis après, on fait un projet, est-ce qu'ils vont prendre la gestion des factures ou autres, après, on élargit et au final, je suis là uniquement pour contrôler ce qui est fait. »*

Un tuteur nous dit qu'il utilise les réunions de réseau où tous les référents évaluent, analysent la situation du pupille sous chaque angle, afin d'avoir une vision précise de ses capacités actuelles. Cela permet de pouvoir négocier au bon moment et de déléguer des tâches précises à la mesure de ses possibilités, sans le "sur-stimuler" ou le sous-estimer.

Plusieurs tuteurs affirment que dans un idéal théorique, il serait indispensable de devoir tout négocier avec le pupille, de faire l'inventaire des tâches, de les répartir en fonction des compétences du pupille. Heureusement, la réalité n'est pas si éloignée de la théorie. Lorsqu'un pupille s'adresse à son tuteur avec une demande d'élargissement de l'emprise sur la gestion, les deux partenaires vont prendre le temps d'en discuter, de négocier puis enfin de préparer un projet composé d'objectifs. Par la suite, il y aura des phases de test et les responsabilités évolueront en conséquence. Il s'agira ainsi de construire une confiance réciproque qui se développera en même temps que l'importance des tâches confiées au pupille.

Un tuteur insiste sur le fait qu'il a le temps nécessaire pour mettre sur pied un accompagnement adapté : *« Je suis proche des gens pour pouvoir mettre en place des programmes personnalisés leur permettant de reprendre en main leurs affaires dans de bonnes conditions. »* Une seule personne nous fait part qu'elle met sur pied une forme de contrat de collaboration : *« Ben disons que ce que je fais, c'est qu'avec le pupille, quand on décide que la personne va reprendre les choses en main, on en discute, je formalise par un courrier où on met les objectifs, et après tant de temps, je revois les gens. J'ai pas une grille d'évaluation, mais par exemple, je mets dans mon agenda que je dois revoir les gens, et quand on se revoit, je fais le contrôle des paiements à travers internet.*

Avec e-banking, je peux vérifier pis après, ponctuellement on se voit, pis on décide s'il y a quelque chose à changer. Je travaille beaucoup avec des échéanciers. »

Tous les tuteurs mettent en exergue le fait d'avance progressivement, par étape et d'y associer les différents partenaires du réseau. *« Il y a dans un premier temps l'étape de la mesure de conseil légal. Donner du pouvoir à la personne sur la gestion de sa vie, mais progressivement. Il y a des objectifs à réaliser, comme par exemple l'accès à son compte et sa bonne gestion. Sinon, il faut aussi associer les médecins, la LVT (Ligue valaisanne contre les toxicomanies), etc., en demandant aussi des rapports aux différents partenaires pour appuyer la demande d'allègement ou la mainlevée. »*

Un autre professionnel s'exprime sur le besoin d'avoir des indicateurs concrets d'une bonne prise en main et sur la nécessité de prendre le temps : *« Alors moi, mes critères c'est que j'ai pu déterminer que la personne, sur trois mois environ, que les paiements suivent, que la personne ouvre son courrier, qu'elle ne laisse pas aller les choses, et il y a aussi d'autres éléments, si la personne vient de commencer un travail, je vais attendre pour voir si elle tient dans son boulot, ce genre d'éléments qui solidifient leur situation. »*

Dans la mesure où le pupille n'assumerait pas correctement ses nouvelles responsabilités, un tuteur dit vouloir, sur un ton pragmatique, rapidement reprendre la gestion à son compte : *« Si eux ne prennent pas en charge, c'est tout nous qu'on fait. S'ils sont capables de payer leurs factures, je leur laisse faire et leur donne l'argent pour payer. Par contre, s'il y a quinze rappels à chaque fois, je reprends la gestion, c'est plus vite fait ».*

Nous avons aussi été rendu attentifs au fait que pour certaines personnes, il n'y aura jamais de mainlevée. En effet, de nombreuses personnes au bénéfice d'une mesure de tutelle souffrent de maladies incurables telles que psychopathologies chroniques ou d'un handicap mental marqué. On y retrouve aussi des personnes très âgées ou des gens fortement fragilisés par de trop longues années d'alcoolisme ou de toxicomanie. La mainlevée ne sera peut-être pas l'objectif ultime, mais le maintien des acquis et surtout le développement de l'autonomie seront toujours recherchés de manière ciblée.

Un professionnel nous parle de son expérience à ce sujet : *« Dans certains cas, pour certaines personnes, il n'y aura jamais de mainlevée, de retour complet à l'autonomie, même si on ne devrait jamais dire jamais. Mon credo est de dire qu'on ne jette jamais l'éponge avant la fin du combat, mais ça ne sert à rien de surinvestir, de sur stimuler, de faire des projets illusoires. Il faut s'adapter aux personnes, mais il y a des personnes qui ont de tels troubles, de telles difficultés, qu'il ne sera pas possible de les rendre totalement autonome. Mais ils peuvent avancer vers l'autonomie en sortant d'un foyer au bon moment et en étant bien encadré à domicile par exemple. Mais nous devons veiller dans notre travail de tuteur à leur protection, donc nous ne pouvons pas non plus tenter n'importe quoi. Il y a donc des gens pour qui on ne vise pas une autonomie totale, on les accompagne, on avance par étapes, si ça joue on va plus loin.*

Par contre pour d'autres personnes avec des capacités plus importantes, on va leur demander si on estime qu'ils peuvent plus de prendre des responsabilités supplémentaires. Si les problèmes pour lesquels il y a eu une mesure sont réglés durablement, on va pouvoir se diriger gentiment vers la mainlevée. Mais on sent ce genre de chose, quand la personne prend des initiatives personnelles qui vont dans le

bon sens et ne se contente plus seulement d'adresser des demandes à sa tutrice, par exemple, je me suis inscrit à ce cours pour me perfectionner, j'ai fait telle ou telle démarche. Quand la personne est vraiment dans une dynamique active, positive, là il faut vraiment les appuyer dans leur sens. »

Obstacles à l'indépendance

A la question de savoir quels sont les principaux obstacles concrets à l'indépendance, nous avons reçu de nombreuses et différentes raisons de la part des personnes interrogées. Parmi les plus récurrentes, nous retrouvons l'addiction à un produit toxicologique, l'insuffisance de ressources financières, différentes pathologies mais plus spécialement les troubles psychiques, la complexité des démarches administratives et un manque de connaissances générales et d'informations. Il est à noter qu'il est fréquent d'observer un cumul des problèmes précités.

Comme nous le fait remarquer un tuteur, il est conséquent que l'obstacle premier à l'autonomie du pupille, c'est le ou les critères sur lequel se fonde la décision de mesure de la chambre pupillaire. *« Ce sont là ou les raisons de la mesure qui font qu'il ne peut pas défendre ses intérêts. Cela peut être l'âge, la maladie, une dépendance à un produit, etc. »*

Un tuteur nous a aussi parlé d'un obstacle paraissant moins évident. Il cite la perte d'une personne ressource ; le conjoint, un proche parent, etc., donc la perte de repères, d'un élément stabilisateur ou encore d'aide matérielle. Un autre professionnel articule sa réponse à la question susmentionnée uniquement autour de la maladie psychique et du rapport du pupille malade avec cette dernière. :

« C'est souvent le fait d'être en porte à faux avec la réalité, quand le malade n'accepte pas sa maladie où ne la connaît pas vraiment, la conscience morbide n'est pas présente. La différence entre la réalité et la manière du pupille de se percevoir au niveau des compétences peut être énorme, il refuse de voir ses problèmes. Ca peut prendre beaucoup de temps avant qu'il prenne conscience. »

Evolution de la relation

Sous cet indicateur, nous voulions connaître le résumé de parcours de vie de personnes ayant obtenu la mainlevée de la mesure tutélaire. Nous avons retenu trois récits⁴⁵. Ceux-ci confirment bien que le retour à l'indépendance prend du temps, demande une motivation certaine et un esprit collaborant de la part du pupille et passe également par une bonne collaboration inter-institutionnelle.

« J'ai l'exemple d'une jeune fille placée sous tutelle à l'âge de 18 ans, que j'ai accompagné durant tout son apprentissage qui a ensuite décroché un job de vendeuse à Montreux, à qui après six mois de travail, la chambre pupillaire a levé la mesure puisqu'elle avait acquis de l'autonomie tant sociale que financière. La raison de la mise sous tutelle était l'incapacité qu'elle avait d'obtenir une place d'apprentissage et de se prendre en main. Il s'agissait d'une mesure volontaire.

⁴⁵Afin de préserver l'anonymat de ces trois personnes, nous avons modifié certaines données personnelles au sein des récits.

Elle était complètement empêtrée dans des problèmes financiers qui perturbaient son équilibre de vie et la qualité de son travail. Il a fallu trois ans et demi pour relever la situation. »

« Alors c'était une personne toxicomane qui avait fréquenté la tristement célèbre « Platzspitz ». Il était informaticien à la base. Marié avec des enfants, des problèmes de couples s'ensuivirent et cela finit par un divorce. Dépourvu, il tombait dans la dépendance à la drogue et connu une vraie descente en enfer. Puis, il entreprit des démarches pour s'en sortir.

A plusieurs reprises, il rejoint des établissements spécialisés pour se soigner. Une longue période composée de progrès et de rechutes suivit. Mais fournissant un gros travail, il reprenait pied petit à petit. Pour ma part, il s'agissait aussi d'un travail important à fournir, surtout sur le plan de l'assistance personnelle, du relationnel. Le travail en réseau y était aussi bien présent, avec les différents thérapeutes mais surtout avec l'office de la protection de l'enfance pour ce qui était de ses enfants.

Très persévérante et allant mieux, cette personne repris un job à temps partiel puis à plein temps et avec des responsabilités. Ayant fait ses preuves sur la durée, il voulait reprendre son rôle de père. Il put accueillir chez lui progressivement un puis ses deux enfants et le temps de visite augmentait également. Etant exemplaire avec ses enfants et gérant précisément son budget, la mesure de tutelle fut levée à sa demande. Son parcours au bénéfice d'une mesure de tutelle dura une dizaine d'années. »

« C'était un jeune qui avait une mesure tutélaire avant que j'arrive et cela depuis sa majorité et puis qui ne tenait pas une seule place de travail et puis les factures s'accumulaient et vu qu'on ne peut pas faire d'avance avec notre système de comptabilité, un compte pour chaque client, tout partait aux poursuites. Et petit à petit, il s'est cherché longtemps dans des jobs, je l'ai beaucoup coaché pour qu'il trouve quelque chose, qu'il sache ce qu'il veut faire, et maintenant il a trouvé du travail, on a pu payer les arriérés, surtout de loyer, on a évité l'expulsion, maintenant il a du job fixe depuis 1 année, il a une copine, donc des choses qui vont bien, et la demande a été faite vu qu'il n'avait plus lieu d'une mesure, il est stabilisé dans sa vie. Mais c'était un conseil légal. En général, on passe toujours d'une tutelle puis d'un conseil légal ou une curatelle de gestion à la mainlevée. Donc cette personne n'avait pas de tutelle. Elle a du faire environ 8 ans avec une mesure. Mais ici, je n'ai quasiment que des conseils légaux mais cela dépend des chambres pupillaires. J'ai quelques articles 369, mais les chances de mainlevée sont quasi nulles... »

Leur vision et gestion de l'aide contrainte

A travers cet indicateur, nous voulions savoir principalement si la collaboration dans le cadre de l'aide contrainte est plus difficile à gérer et comment l'appréhendent les professionnels approchés. Dans un premier temps, cinq tuteurs sur six nous répondent en disant qu'effectivement, cette relation est plus difficile que dans les autres contextes du travail social. La personne restante n'est pas catégorique dans sa réponse car n'ayant jamais travaillé ailleurs qu'au sein d'un service de tutelle, elle n'a pas vraiment d'éléments de comparaison. D'un autre côté, ils ont tous évoqué la difficulté causée par le paradoxe de l'aide sous injonction. Ils utilisent souvent le terme de contradiction pour définir dans un premier temps cette forme d'aide qui peut être vue comme un obstacle à l'autonomie par le pupille en début de mandat. La plupart nous font part aussi de la frustration, de la révolte, de l'énervement et plus rarement de l'agressivité qu'ils

rencontrent lorsque la mesure tombe et que le pupille est confronté pour la première fois à son mandataire tuteur.

Des tuteurs narrent leur expérience sur le sujet précité : *« Alors c'est vrai que c'est pas facile, parce qu'on est dans la situation où on a reçu un mandat, donc c'est ce que je dis aux gens au départ, on ne s'est pas choisi, et puis si on avait du se choisir, ben moi je ne vous aurai peut-être pas choisi non plus, ceci juste pour placer les choses dans leur contexte, dans un cadre. Et puis, voilà, le mandat est là pour essayer de redresser une situation, pour accompagner la personne si possible sur des chemins qu'elle accepte de suivre, et puis pour le reste, il y a des choses qui ne m'appartiennent pas, donc je la respecterai même si elle ne va pas dans le sens que je lui propose, bien qu'elle ne soit pas en mesure de proposer un choix qui soit cohérent parce que l'on peut s'imaginer des situations où les gens ont des objectifs, inatteignables, pas objectifs, illusoires. Donc c'est à nous de leur ouvrir les yeux à ce niveau. »*

« C'est vrai qu'il n'est pas rare de voir arriver en début de mandat des personnes un peu agressives, qui pleurent et se laissent aller. Il est donc vraiment nécessaire de bien poser le cadre d'intervention, d'être précis dans nos explications. Après bien sûr, on doit adapter notre mission à la personne en face, mais au minimum, avec une personne réticente, on doit satisfaire à notre devoir de protection de la personne. Oui, la relation d'aide contrainte est plus difficile. On a souvent pas le choix d'être un peu interventionniste au niveau de la tutelle. On entre de toute façon dans la vie des gens, ce qui est des fois pénible au niveau des conflits de valeurs. »

Il est intéressant de constater que dans un deuxième temps, la relation évolue le plus souvent dans le bon sens et une forme de collaboration positive s'installe. A la lecture de ces témoignages, nous apprenons que généralement, quand le pupille réalise, de manière empirique, les avantages que peut apporter la protection d'un tuteur, les contacts s'améliorent entre les deux parties et il va devenir possible de travailler de manière efficace et surtout dans un climat de confiance.

« Alors elle est plus difficile, elle est certainement différente, puis heureusement, j'ai l'envie de dire, que dans la plupart des situations, cette aide contrainte devient au bout d'un moment une collaboration. La personne après quelques mois se rend compte que tiens les idées préconçues, de réticence se sont un peu estompées, il peut vérifier concrètement les avantages d'avoir un tuteur, par exemple : Ah oui, si j'avais pas eu de tuteur, je n'aurais pas pu récupérer cette prestation, donc souvent cela va en s'améliorant. Mais il suffit qu'il y en ait une ou deux pour que cela te pourrisse la vie, alors c'est pas facile tous les jours. Ça peut être des gens qui sont beaux parleurs, qui arrivent à influencer des avocats pour faire des lettres, et puis on reçoit des lettres d'avocats menaçants, ce n'est pas ce que j'apprécie le plus. »

« A travers la discussion, des prestations financières qu'on peut leur octroyer envers les assurances sociales, en réussissant à annuler des factures, par des progrès/réussites vis à vis de l'office des poursuites, par des demandes financières abouties envers des fondations, tout cela permet de faire alliance avec eux car le concret est toujours plus convaincant. »

Toutefois, il est évident qu'à tout moment, quelle que soit l'étape de la relation, du mandat, il peut y avoir des problèmes de collaboration parfois dû à un manque de

volonté de la part du pupille. A ce moment là, la dimension d'aide contrainte reprend tout son sens et les tuteurs doivent faire leur travail d'une manière ou d'une autre, comme nous pouvons le constater dans les extraits ci-dessous.

« Il y a à la fois des mesures de négociation, on essaye à chaque fois de négocier avec la personne. Ici il faut reconnaître que l'incitation financière est malheureusement l'un des moteurs, parfois l'unique, de la motivation des personnes. Il est clair que parfois je dois utiliser des méthodes, des mesures qui sont déontologiquement peu agréables, mais un moyen pragmatique de réussir. »

« Je dirai qu'elle est plus difficile dans un premier temps, mais si l'autre ne collabore pas du tout, cela peut être un avantage, on peut prendre les décisions seuls et prendre les dispositions qui s'imposent. Par contre, s'ils sont collaborant, on peut négocier et trouver des accords. »

« Même si c'est un peu contradictoire, le fait de travailler sur mandat, c'est presque plus facile parce que la personne n'a pas tellement le choix, après, c'est à moi de trouver les clés pour pouvoir entrer en relation avec la personne, pour qu'elle me fasse confiance. Et je trouve que c'est plus intéressant qu'en service social où finalement, c'est un client qui vient et s'il ne veut pas collaborer, ben le dossier part dans un tiroir et j'ai le sentiment qu'on touche un domaine beaucoup plus vaste avec un mandat. Alors c'est vrai qu'on a peut-être plus de pouvoir, mais j'ai l'impression qu'on peut aller plus dans les choses parce qu'il y a la durée aussi tu vois, vu que c'est minimum deux ans, ça permet de faire quelque chose de bien. »

« Oui, c'est plus particulier de par le paradoxe. Pour aider quelqu'un, il faudrait une démarche volontaire, mais la contrainte peut amener parfois à des prises en charge thérapeutique que le pupille n'aurait pas eu la force de débiter par lui-même. »

Réalité du phénomène d'assistanat

A travers cet indicateur, nous voulions investiguer afin de savoir si la mesure de tutelle peut créer de la dépendance ou si elle est plutôt la dernière solution à l'autonomisation. Sur cette thématique, les six tuteurs amènent des avis nuancés. Néanmoins, de l'avis de tous, le risque de voir la collaboration pupille-tuteur s'orienter vers une forme d'assistanat est bien réel, surtout si aucune mesure suffisante n'est prise.

Parmi les principaux paramètres cités pouvant engendrer de l'assistanat, nous retrouvons : un manque de motivation, d'intérêts de la part du pupille, la déresponsabilisation du pupille quant à ses affaires courantes et dans la prise de décisions, le manque de temps disponible pour dispenser l'apprentissage de nombreux actes, le confort du pupille d'être déchargé et protégé, le manque de stimulation de la part du tuteur. A la lecture des témoignages qui suivent, nous pouvons vérifier que dispenser une telle aide sans conséquences négatives, sans « effets secondaires », n'est pas chose aisée et demande aux professionnels de bonnes compétences analytiques couplées à une prise de recul vis à vis de leur pratique.

« C'est vrai que le risque d'assistanat, c'est un risque qui menace la tutelle. Ce risque est cependant réduit car chaque deux ans la tutelle peut être remise en question. Mais c'est vrai que la tutelle peut facilement entraîner une certaine routine, de l'assistanat.

Le pupille se décharge, il touche son argent et si on insiste pas pour qu'il aille faire des activités comme à l'UDR (unité de réhabilitation des Institutions psychiatriques du Valais-romand) à St-Maurice, même une activité non rémunérée, on a ce risque là. Il est indispensable que le pupille participe à sa propre prise en charge. »

En reprenant l'extrait suivant, nous constatons à la fois à quel point l'ancrage de la mesure tutélaire peut être forte sur la vie du pupille, mais heureusement, cela est nuancé par l'adaptation faite par le tuteur en fonction de son autonomie :

« Alors l'assistance personnelle est pour les personnes sous tutelle, elle vise de manière caricatural à palier, à assumer le rôle que jouerait un père de famille à l'égard de ses enfants. C'est une démarche qui est un peu paternaliste, mais cela veut dire qu'en fonction du degré d'autonomie de chaque personne, l'investissement du tuteur sera plus ou moins grand. »

D'autres témoignages démontrent de quelle manière ils constatent ce phénomène de dépendance et réagissent en fonction :

« On essaye dans la mesure du possible d'utiliser la personne au maximum des ses compétences pour ne pas la faire régresser parce qu'elle est au bénéfice d'une mesure tutélaire, sinon la mesure tutélaire ferait effet contraire. »

« Il y a un manque de motivation, des gens sont contents qu'on fasse le boulot pour eux. Des gens se complaisent dans le cocon. Il faut les stimuler sinon ils peuvent perdre le peu de compétences qu'il leur reste. La mesure en elle-même pourrait être créatrice de dépendance car elle peut aussi chroniciser la dépendance. »

« Notre mission est de favoriser leur autonomisation, mais en fait, on les rend encore plus dépendant en leur enlevant leurs responsabilités et en faisant tout. Mais même si la personne le demande, je leur rends difficilement leur gestion. Le problème de temps empêche qu'on puisse leur apprendre tâche par tâche, même si il est vrai qu'à long terme, tout le monde serait gagnant. Mais c'est un passage obligé, où ils peuvent s'occuper de leurs problèmes sans la pression administrative. Avec le temps, certains vont s'en sortir, mais la majorité, je pense, va rester dépendante du tuteur. »

« Alors il y a des personnes qui s'en moquent totalement, il y a des personnes qui sont très contentes qu'on s'occupe de leurs affaires administratives, à la limite quand on leur en parle on les gonfle. Sinon, j'essaie de les faire participer, des les faire travailler autour de leur budget par exemple, c'est une chose concrète qui les regarde directement, donc ça peut être une bonne entrée en matière. En remplissant des documents importants comme par exemple en lien avec l'AI, si cela concerne leur rente, c'est rare qu'il s'en foute, donc ça peut être des bons supports pour commencer une collaboration ou pour entrer en relation avec leur vie personnelle. »

Un tuteur s'est exprimé avec ces mots : *« Alors on a tendance à dire que l'objectif du travailleur social vise à créer de l'autonomie, et puis un de ses résultats c'est créer de la dépendance. »* Suite à cela, il nous explique qu'effectivement cette dépendance peut être observée à ce niveau. Puis, il poursuit en nous disant que les tuteurs doivent être

attentifs à cela, à ne pas laisser entrer les gens dans une forme de dépendance parce que cela les arrange, leur facilite la vie, du fait d'avoir quelqu'un « à son service ». Pour lui, c'est au tuteur de repérer et de valoriser les aptitudes du pupille ainsi que de les mobiliser à chaque fois que cela est possible. Toutefois, celui-ci dissocie quand même la mesure de tutelle de la notion d'assistanat dans le sens où il voit l'aide sociale à travers l'assistanat. Aussi, il pense que pour certains pupilles, la mesure de tutelle est probablement l'une des dernières solutions pour envisager une reprise en main de leur propre existence permettant d'envisager une autonomie globale. Toujours selon lui, les gens bénéficiant d'une mesure de tutelle ont souvent un long cheminement derrière eux où se sont succédées aides par la famille, les proches, les différents services sociaux et institutions spécialisées. Quand toutes ces formes d'aides ont atteint les limites de leurs prestations, alors il reste la mesure de tutelle. Il conclut en affirmant que cette mesure légale est probablement la dernière « bouée de secours ».

7.2.2 Synthèse et analyse de la sous-hypothèse

Nous apprenons que le bilan initial des compétences du pupille n'est formalisé par aucun professionnel. Cette évaluation se fait par d'autres moyens et sur le long terme. Elle se déroule en même temps que la collaboration. Les tuteurs vont prendre connaissance du niveau d'autonomie de leurs protégés à travers leurs échanges et ils vont les responsabiliser en fonction de leurs réponses aux diverses interactions. Il est à noter quand même qu'ils peuvent se baser au début sur les rapports de la Chambre pupillaire ou parfois sur ceux des divers services sociaux ayant saisi l'autorité tutélaire.

Au début de notre recherche, nous pensions nous pencher plus précisément sur le niveau d'autonomie dans les actes de la vie quotidienne, comme par exemple, de la capacité à s'occuper des soins corporels, à la faculté de se présenter correctement envers un employeur. Nous voulions aussi essayer de pouvoir quantifier les différents degrés d'autonomie. Cela n'a pas vraiment été le cas sur le terrain de recherche. Nous avons pu néanmoins obtenir des informations valables pour notre travail de la part des tuteurs.

En effet, ces derniers définissent l'autonomie par deux axes, le social et l'administratif. L'indépendance juridique, c'est à dire la mainlevée, passera toujours par l'étape intermédiaire de la mesure de conseil légal. Mais cette volonté d'avancer dans ce sens doit provenir du pupille lui-même. Il doit démontrer des progrès constants. Ceux-ci seront donc à la fois d'ordre social et administratif. Il devra faire preuve par exemple d'une bonne stabilité psychique ou/et être abstinent du produit problématique et de l'autre vouloir reprendre et assurer progressivement la gestion de ses revenus et les différents paiements et autres démarches. Surtout, il devra se montrer rigoureux et pas seulement à court terme. Cette configuration de l'autonomisation est proche de celle pensée en philosophie morale. Nous retrouvons dans les exigences énoncées que pour qu'il y ait de l'autonomie, il faut que le pupille acquiert la faculté d'agir par soi-même, de choisir de son propre chef, sans subordination. Néanmoins, ces capacités ne sont pas innées, elles sont à construire ou à reconstruire, en commençant par la première forme d'autonomie morale, celle qui consiste à devenir capable de se conduire en tenant compte des règles fixées par l'environnement social.

D'un autre côté, les réunions de réseau sont aussi sollicitées pour avoir une vision plus précise des capacités du pupille. Ces moments sont utilisés parfois pour prendre des

décisions en commun, telles que la reprise par le pupille d'une tâche le concernant. Il n'empêche que même s'il n'y a pas de dispositif très formel par rapport à l'inventaire des tâches et à leur répartition en fonction du niveau d'autonomie du pupille, les tuteurs sont attentifs à leur développement et font preuve d'une bonne faculté d'adaptation.

Lorsque le pupille a une demande d'élargissement de sa sphère d'action, il y aura une phase de négociations en vue d'élaborer un projet composé d'objectifs puis une phase de test. Les tuteurs affirment avoir et prendre le temps nécessaire à cela. Par contre, si cette dernière phase n'était pas concluante, les professionnels peuvent rapidement reprendre en main la gestion complète. Des tuteurs nous font remarquer que pour certaines personnes, il n'y aura probablement jamais de mainlevée, si elles sont souffrantes de maladies incurables ou d'un handicap mental marqué. Mais cela ne signifie pas que l'autonomie ne sera pas travaillée, mais la mainlevée ne sera pas l'objectif fondamental. Finalement, pour reprendre un tuteur, si les problèmes pour lesquels il y a eu une mesure légale sont réglés durablement, on va pouvoir se diriger gentiment vers la mainlevée. Le pupille devra ainsi prendre des initiatives personnelles, montrer ce qu'il a entrepris, convaincre qu'il est dans une dynamique constructive, active, et à ce moment-là, il recevra pleinement l'appui de son représentant légal. Vis à vis de ces explications au sujet de l'évolution vers la mainlevée, il serait intéressant de savoir si les pupilles en sont bien informés et de quelle manière.

Même si, comme nous pouvons le constater, tout n'est pas forcément formalisé dans le cursus tutélaire qu'empruntera le pupille, nous retrouvons de nombreuses pratiques proches de celles que conseillent Guy Hardy dans l'ouvrage « S'il te plait, ne m'aide pas ! ». Pour lui, le tuteur se doit d'agir comme un acteur de la relation, qui va tenter d'amener de nouvelles règles dans le jeu des interactions. Il peut commencer par proposer au pupille de définir des objectifs, des tâches à accomplir en vue d'une mainlevée. Ils doivent être formulés sous forme d'actions vérifiables, de projets observables. La réussite du ou des objectifs provoque la levée de la mesure. Il est donc essentiel de toujours clarifier les enjeux, de bien spécifier les attentes de la chambre pupillaire à travers le mandataire tutélaire. Aussi, il est nécessaire que la trame d'intervention s'articule autour de l'élaboration d'un projet de travail et de collaboration. Avec le pupille, il faudrait élaborer un projet de travail pour atteindre l'objectif demandé en utilisant ses propres compétences et en le laissant formuler une solution qui lui paraît réalisable et convenable pour son représentant légal. A ce moment-là, le travail de collaboration pour atteindre l'objectif peut commencer. Cela facilite aussi l'appropriation et l'investissement du pupille dans sa propre prise en charge, permet une aide plus personnalisée et peut diminuer la sensation du pupille d'être privé de liberté et de vivre sous la contrainte d'un contrôle étatique.

Les principaux obstacles à l'autonomie selon les tuteurs questionnés sont l'addiction à un produit, l'insuffisance de ressources financières, les troubles psychiques, la complexité des démarches administratives et un manque de connaissances générales. La perte d'une personne ressource, comme par exemple le conjoint peut devenir un obstacle non négligeable. Pour la grande majorité des tuteurs, la relation dans le cadre de l'aide contrainte est plus difficile. Ils relèvent la contradiction de cette forme d'aide qui peut être un frein à l'autonomie du pupille principalement en début de mandat, de par la révolte qu'il peut éprouver lorsque la mesure vient d'être prononcée. La relation évolue dans un deuxième temps, généralement de manière positive, surtout quand le pupille réalise les avantages que peut apporter le travail de son tuteur, notamment d'un point de vue

financier. Des difficultés de collaboration peuvent toutefois survenir à tout moment, parfois par un manque de volonté du pupille. Vu que le tuteur doit continuer à remplir sa mission, dont fait partie entre autre la responsabilisation de son pupille, l'aide contrainte peut reprendre tout son sens.

De l'avis de tous les tuteurs, le risque que la collaboration pupille-tuteur puisse s'orienter vers de l'assistanat est bien réel, si rien n'est entrepris à son encontre. Un manque de motivation du pupille, sa déresponsabilisation face à ses affaires courantes et dans la prise de décisions et le confort d'être déchargé et protégé sont des paramètres pouvant engendrer de l'assistanat. Un tuteur mentionne encore l'insuffisance de temps pour expliquer les diverses démarches malgré les dires unanimes des professionnels quant à leurs bonnes dispositions pour les aspects pédagogiques de leur fonction.

Cependant, les tuteurs sont conscients de ce phénomène et font le nécessaire pour stimuler et investir le pupille dans cette prise en charge. Dans cette optique, ils utilisent au maximum les compétences du pupille. Ils sont aussi conscients que, naturellement et malgré eux, en prenant des ou les responsabilités du pupille, une forme de dépendance s'installe. Lors des entretiens, il aurait été intéressant de soumettre les propos suivants de Carl Rogers aux différents tuteurs. Selon lui : « Il n'y a pas de relation d'aide sans dépendance, sans besoin de cette aide spécifique. La dépendance est d'abord un critère de la nécessité de l'aide, avant d'en être éventuellement la limite. » Il semblerait effectivement que les tuteurs travaillent dans sa direction mais plus ou moins de manière inconsciente. Avant de se préoccuper d'éviter la dépendance, les tuteurs devraient au contraire commencer en essayant de « travailler la demande », pour pouvoir ensuite articuler convenablement une aide à cette demande.

Par la suite, la dépendance ne serait pas une entrave à la relation d'aide, mais au contraire en serait la trame de fond constante, son « outil de travail ». Il n'y a donc pas réellement opposition entre dépendance et séparation, ni entre aide et autonomie. C'est toujours la dépendance passée qui permet la séparation à venir, l'aide reçue qui prépare la capacité d'autonomie. En partant du postulat que le pupille sait au fond de lui ce dont il souffre, dans quelle direction aller, ces professionnels devraient se poser la question de savoir à quelles conditions la dépendance est bonne, c'est à dire productrice au bout du compte d'autonomisation, plutôt que de savoir comment éviter la dépendance.

7.2.3 Vérification de la sous-hypothèse

Nous avons pu noter que le paradoxe de l'aide contrainte peut être synonyme d'obstacle à une bonne collaboration de par la révolte que peuvent ressentir les pupilles, surtout en début de mandat. Le fait même d'être le représentant légal de son pupille, donc de prendre de nombreuses décisions et d'agir régulièrement à sa place, a pour conséquence de déresponsabiliser le pupille. Les personnes au bénéfice d'une mesure de tutelle vivent avec une problématique d'une certaine ampleur, que ce soit à cause de problèmes d'addiction ou de troubles psychiques par exemple. Avant de les investir à proprement parlé dans leur propre gestion, il faudra, pour reprendre les exemples précités, déjà lutter au maximum contre la dépendance toxicologique ou trouver une bonne stabilité psychique. De plus, il n'est pas rare qu'après quelques temps de relation, le pupille réalise les avantages d'avoir un mandataire tutélaire défendant ses intérêts et qu'il se complaise dans cette configuration confortable.

Suite aux nombreux paramètres susmentionnés, le tuteur devra faire preuve de beaucoup de tact dans la relation et personnaliser des stratégies pour réussir à faire participer le pupille dans sa propre gestion. Au vue de ce qui précède, nous pensons qu'il est correct d'affirmer qu'il n'est pas aisé d'investir les pupilles dans leur propre gestion vu la nature même de l'aide contrainte.

7.2.4

Vérification de la 2^{ème} hypothèse

➤ *Cette hypothèse est partiellement vérifiée.*

De l'avis de tous les tuteurs interrogés, le phénomène d'assistanat est observable au niveau tutélaire. Ils reconnaissent qu'il est conséquent, qu'ils peuvent rendre dépendants leurs pupilles en leur enlevant leurs responsabilités, principalement en début de mandat. Comme nous l'avons stipulé précédemment, conscients de ce phénomène, les tuteurs vont instaurer de nombreuses mesures pour le contrer, surtout qu'à cela s'ajoutent les difficultés rencontrées par le caractère imposé de leur intervention. Ils vont œuvrer à créer une collaboration stimulante faisant participer au maximum le pupille selon son propre niveau de compétences. Cette démarche s'inscrit bien évidemment sur le long terme. Dans un premier temps, il s'agira principalement de connaître la personnalité et les capacités de son pupille tout en instaurant un climat de confiance et en se familiarisant l'un à l'autre. Cette hypothèse est partiellement vérifiée dans le sens où il est vrai que dans un premier temps, l'autonomie du pupille régresse de par l'entrée en exercice du mandataire tutélaire. Cependant, si le tuteur prend le temps de conduire sa mission de manière pédagogique en s'éloignant de tout profil paternaliste et que le pupille se donne de la peine et a les capacités initiales suffisantes, le phénomène d'assistanat devrait s'estomper au fur et à mesure jusqu'à l'objectif ultime où le rôle du tuteur deviendrait inutile.

7.3

➤ **3^{ème} hypothèse** : Il est nécessaire de posséder au minimum des connaissances de base dans la relation d'aide afin d'assurer une assistance personnelle de qualité.

7.3.1

- **1^{ère} sous-hypothèse** : *Les tuteurs professionnels proposent un profil d'aidant car cela fait partie de leur mission.*

Niveau de la formation de base/continue

Quatre tuteurs questionnés sont au bénéfice du diplôme d'assistant social. Il est intéressant d'apprendre qu'en plus de leur diplôme d'assistant social, deux personnes possèdent le diplôme d'éducateur spécialisé et ont exercé en tant que tel plusieurs années durant, qu'un autre avait aussi obtenu le diplôme d'animateur socioculturel puis

une licence universitaire et que le quatrième avait travaillé dans l'enseignement avant sa carrière sociale.

Pour les deux tuteurs restants, un est aussi enseignant à la base et l'autre a obtenu une licence universitaire dans le domaine social. De surcroît, quatre tuteurs sur six sont titulaires du certificat post-grade de praticien formateur HES et un de leur homologue a obtenu en plus le diplôme de formation continue en travail social délivré par l'Université de Neuchâtel.

Toutes les personnes questionnées sont unanimes quant à leur besoin de formation continue et à l'acquisition d'outils supplémentaires. Les principaux domaines qu'aimeraient développer les tuteurs s'articulent autour de la résolution de conflits, à la communication non violente, à la relation d'aide, à l'entrée en relation et des troubles psychiques. L'envie de se perfectionner au niveau de l'aide contrainte revient également à plusieurs reprises. Un professionnel néophyte provenant du milieu universitaire ressent le besoin de suivre des cours sur la conduite d'entretien personnel afin : « *d'avoir plus conscience de ce que je fais* ».

D'un autre côté, ils ont tous déjà participé à des séminaires principalement en Valais, comme par exemple à l'Institut universitaire Kurt Bösch ou à la HES-SO Valais, ou dispensés par la Ligue valaisanne contre les toxicomanies, les Institutions psychiatriques du Valais-romand ou encore par l'Association suisse des tuteurs professionnels (ASTO), sur des thèmes divers tels que la dépendance aux produits, la révision du droit de la tutelle, les psychopathologies, le droit de la protection de la personne, les placements à des fins d'assistance, le travail en réseau et la collaboration inter-institutionnelle. De plus, deux d'entre eux ont suivi des cours spécifiques dispensés par Guy Hardi sur l'aide contrainte et un autre prépare en ce moment son certificat de superviseur. Ce dernier trouve important « *d'ajouter des cordes à son arc et de se donner les moyens d'apercevoir de manière différente la façon de faire son travail* ». Enfin, un tuteur participe quelques fois par année en tant qu'auditeur libre à des cours de Droit civil à l'Université.

Méthodes de prises en charge des pupilles

Nous n'avons pas pu amener plus d'éléments pour cet indicateur que ceux déjà développés au niveau de la sous-hypothèse : *Il n'est pas aisé d'investir les pupilles dans leur propre gestion vu la nature même de l'aide contrainte*. A cet endroit, nous pouvons découvrir comment se déroule la collaboration tuteur-pupille, du début de la mesure à la possible mainlevée, en passant par une éventuelle collaboration conflictuelle.

Leur vision/représentation de l'assistance personnelle

Cet item est déjà travaillé sous l'indicateur « leur représentation de la mission d'assistance personnelle » lié à la sous-hypothèse : *Les tuteurs consacrent plus de temps à la partie administrative de leur mandat plutôt qu'à l'assistance personnelle*. Pour mémoire, il y est indiqué que les tuteurs définissent leur mission d'assistance personnelle, en plus d'une garantie des besoins vitaux, comme un accompagnement du pupille dans la vie de tous les jours. Les tuteurs incluent dans cet accompagnement des

moments consacrés à l'écoute. Ils se doivent également de le conseiller et, en cas de besoin, de l'orienter vers un service plus spécialisé à sa problématique.

Niveau de connaissance des théories psychologiques

Tous les tuteurs disent posséder des connaissances au niveau des théories psychologiques. Les approches théoriques connues sont la PNL (programmation neuro-linguistique), la relation d'aide selon Carl Rogers, l'approche systémique et l'analyse transactionnelle. Cependant, c'est l'approche systémique et les travaux de Carl Rogers qui remportent le plus de suffrages et qui sont les plus utilisés.

Tous utilisent dans leur pratique des outils ressortant de la théorie apprise. Cependant, une personne déclare intégrer que très peu la théorie car elle ne l'a pas suffisamment approfondie, mais elle a envie de se perfectionner à cet effet. Sinon, la majorité des tuteurs pensent qu'ils utilisent différentes techniques dans leurs entretiens. Toutefois, cela se fait très souvent de manière inconsciente selon leurs dires. Enfin, tous ces professionnels sont attentifs à leur manière de conduire leurs entretiens. De plus, ils ont tous envie d'approfondir leurs connaissances des troubles psychiques ou encore de prendre plus de temps pour analyser leur pratique et se remettre en question.

« Je n'ai que très peu de connaissances théoriques. Par contre j'ai suivi des cours sur la maladie psychiatrique. J'utilise parfois des petits trucs qui me permettent d'être plus à même de me faire comprendre et de dialoguer. Mais j'aimerais me perfectionner à ce sujet. »

« Certainement que j'utilise des outils de la théorie, mais inconsciemment. Un peu plus la systémique, surtout pour analyser le réseau familial. Sinon, c'est intégré, un peu de PNL, de relation d'aide, Rogers est ma référence. Ce serait intéressant de décortiquer sa manière de travailler. »

« Par l'expérience, j'ai appris aussi beaucoup dans ce domaine. Par exemple, la directivité peut être rassurante parfois et le libre choix, l'autonomie, peut faire peur. Surtout avec l'ambivalence créée par certains troubles psychiques, car les gens n'arrivent pas à trancher, le tuteur est là sinon le pupille se sentirait mal. »

« Lors de mes formations, j'ai été très sensibilisé par l'approche systémique et à ses outils que je pense utiliser de manière consciente, et puis l'analyse transactionnelle dont j'ai lu quelques écrits. Mais j'aimerais encore me former d'avantage dans ces domaines là. Sinon pour l'aide contrainte, c'est surtout en discutant avec des médecins de Malévoz lors de « PLAFA » (placement à des fins d'assistance).

« J'ai eu envie de proposer à mes collègues de suivre une formation complémentaire pour assistants sociaux autour de la psychiatrie, malheureusement c'était un module complet, cela prenait trop de temps. Mais en général, je trouve que la formation continue en relation d'aide est importante voire nécessaire, surtout lorsqu'il s'agit de rencontre avec des professionnels avec lesquels on peut profiter de leur expérience pratique, parce que la théorie, je peux l'étudier par moi-même. »

7.3.2 Synthèse et analyse de la 1^{ère} sous-hypothèse

Etant donné que quatre tuteurs sur six sont porteurs du diplôme d'assistant social, nous pouvons affirmer qu'ils ont une certaine sensibilité à l'aspect social de leur fonction ainsi que de bonnes connaissances dans la relation avec l'autre. Il en va de même avec les deux restants vu qu'un est enseignant à la base et que l'autre a étudié la politique sociale à l'université. De plus, ils ont déjà tous participé à des séminaires ou à des formations continues sur des thèmes tels que l'aide contrainte, la dépendance aux produits, le droit de la protection de la personne et sa révision, etc. Le fait que tous veulent se perfectionner à travers des cours au sujet de la relation d'aide, des troubles psychiques, de la résolution de conflits, etc., démontre bien leur besoin et leur sensibilité ainsi que leur volonté d'améliorer leur pratique et leur confort professionnel. Ensuite, les six professionnels partagent la même vision de l'assistance qu'ils doivent offrir à leur pupille. Ils portent réellement le souci de garantir à leurs protégés les conditions de vie nécessaires à la dignité de tout être humain. En plus de cela, pour eux, accompagner et conseiller le pupille dans la vie de tous les jours en étant à leur écoute font partie intégrante de leur mission. Nous vérifions de ce fait leur intérêt à la mise en pratique des méthodes de Carl Rogers. La manière de conduire les entretiens est importante pour eux. Le fait d'être à l'écoute du pupille de manière attentive et réfléchie participerait déjà au développement de son autonomie en mettant en valeur son ressenti. Cela ne pourrait se faire dans une relation basée sur le conseil et où le tuteur monopoliserait la parole. Cette approche de la relation d'aide permet de mettre en valeur cette autonomie qui lui reste, c'est à dire la faculté de penser.

7.3.3 Vérification de la 1^{ère} sous-hypothèse

Cette sous-hypothèse est vérifiée par rapport aux réponses reçues. Que ce soit au niveau du cadre légal ou de celui de l'interprétation de ce dernier par les tuteurs, la posture d'aidant fait partie des prestations à offrir aux pupilles. La grande majorité des tuteurs questionnés ont une formation sociale et tous ont au minimum des connaissances de base de la relation d'aide et souhaitent se perfectionner dans ce domaine à travers de la formation continue. Ils sont aussi conscients que bien maîtriser la relation d'aide a une influence positive sur le développement psychique de leurs pupilles.

7.3.4

- **2^{ème} sous-hypothèse :** *De nombreuses personnes présentent des contextes de vie très chargés ainsi que des troubles psychiques face auxquels les tuteurs doivent être préparés.*
-

Ressources théoriques et humaines

Vu la complexité de certaines situations psychosociales, il est nécessaire que les porteurs de mandats puissent s'appuyer, dans la recherche de solutions, sur un cadre légal précis et exhaustif. De plus, même si légalement ils sont responsables de leurs pupilles, il est évident qu'ils ne peuvent pas, sans un appui extérieur, remédier à tous les problèmes de ces derniers. Par le biais de cet indicateur, nous voulions donc prendre connaissance de leurs différentes ressources.

Les tuteurs questionnés trouvent tous que la mission d'assistance personnelle est peut décrite dans le Code Civil Suisse. De même que les autres articles du domaine de la

protection de la personne seraient basiques et que légèrement annotés. Par contre, tous connaissent et affirment pouvoir s'appuyer sur les principaux articles de la Doctrine. Sinon, des lacunes concernant l'application de la loi sont mises en exergue par deux tuteurs. La première se situe au niveau des soins. *« Lorsque la personne refuse de se soigner, le droit actuel ne permet pas de soigner quelqu'un contre sa volonté. On peut l'interner contre sa volonté mais on ne peut pas le soigner »*. La seconde concerne la privation de liberté à des fins d'assistance (Art 397 CCS). En effet, une personne interdite peut être placée ou retenue dans un établissement approprié lorsque, en raison de maladie mentale, de faiblesse d'esprit, d'alcoolisme, de toxicomanie ou de grave état d'abandon, l'assistance personnelle nécessaire ne peut lui être fournie d'une autre manière. Pour ce tuteur, lesdits établissements appropriés n'existent pas toujours. Il rajoute, comme un des ses collègues, que la terminologie utilisée dans le droit de la tutelle est désuète et parfois même stigmatisante.

Cinq tuteurs sur six affirment pouvoir compter sur la Chambre pupillaire et principalement sur son greffier-juriste en cas de questions d'ordre juridique et pour obtenir une séance lors de problèmes majeurs divers dans la gestion de leur mandat. Un professionnel nous fait part que la Chambre pupillaire de sa commune est peu expérimentée et trouve que le greffier travaille de manière expéditive, sans trop développer de réflexions. Ils mentionnent aussi pouvoir faire appel à l'inspecteur des Chambres pupillaires, au service juridique de l'Etat du Valais et au service juridique de l'ASTO (association suisse des tuteurs officiels). Nous apprenons aussi qu'il y a une bonne collaboration et solidarité à l'interne des services de tutelle interrogés mais aussi entre les services. En effet, les tuteurs n'hésitent pas à interpeller leurs collègues, leur chef de service ou un homologue d'une autre structure. Ils leur arrivent parfois de mandater un avocat lorsque la défense des intérêts de leur pupille le nécessite. Des sites internet spécialisés sont aussi régulièrement consultés.

Sur les six tuteurs interrogés, trois ont droit à de la supervision au niveau de leur service. De surcroît, deux de ces trois tuteurs bénéficient d'une supervision à titre individuelle, à leur propre initiative. L'un d'eux affirme que : *« On a la supervision collective et je suis aussi une supervision individuelle par projet. Je pense que depuis que je suis cette supervision, je fais plus d'assistance personnelle. Grâce à cette supervision, je me sens plus apte à fournir cette aide. J'ai acquis des compétences que je peux mettre en pratique actuellement. Cette supervision me sert aussi à évacuer le stress. »* Pour ce qui est des trois autres, un professionnel nous dit qu'une demande a été faite au niveau du service, un autre nous fait part qu'il n'en bénéficie pas actuellement mais qu'il en a déjà eu au sein de son service précédant et le dernier cite : *« Non, mais ce ne serait pas mauvais de le faire »*.

Tous les tuteurs voient les médecins psychiatres comme des personnes ressources et partenaires à part entière dans leur prise en charge de pupilles souffrants de troubles psychiques, notamment dans les situations de crise où la rapidité de leur intervention est relevée.

« Oui, les psychiatres sont des partenaires incontournables, nous avons besoin de leurs avis, de leurs connaissances. » « Avec lui, il s'agit d'un travail de collaboration, une collaboration privilégiée. »

Cependant, la moitié des tuteurs nuancent leurs propos. Leurs réserves sont adressées principalement aux médecins assistants qui auraient tendance à trop se fermer derrière

le secret professionnel et aux hôpitaux psychiatriques où les médecins assistants changeraient trop souvent. Un d'eux illustre cela : *« Par contre, les discussions avec eux sont différentes s'il s'agit de jeunes médecins , des médecins assistants, car ils ont plus tendance à se fermer derrière le secret professionnel et il faut commencer par leur expliquer qu'en tant que tuteur, on a le droit quand même d'être informé de manière assez précise sur l'état de santé de notre pupille. Mais c'est vrai que ce n'est pas la même chose si on travaille comme conseil légal ».*

En plus de cela, ils profitent tous des colloques hebdomadaires pour échanger sur des situations de vie complexes. La plupart des tuteurs utilisent également des moments informels pour demander de l'aide ou l'avis de leurs collègues lors de situations délicates. Les chambres pupillaires sont aussi disponibles en cas de besoin.

« Oui, on en discute très souvent lorsque on se retrouve entre collègues. Sinon, on fait ça aussi ponctuellement, on peut s'arrêter n'importe quand et on essaie de faire le point dans des situations délicates, en cas de besoin. »

« Alors bien sûr, le colloque, c'est le bon moment pour en discuter, même si le moment le plus privilégié pour ça reste quand même la supervision. Mais, entre deux supervisions on aborde ces dossiers difficiles avec les collègues. »

« Oui, une fois par semaine, on se rencontre. Mais on utilise si besoin des moments informels, je peux sans problèmes passer dans le bureau d'une collègue pour discuter de telle ou telle situation. Mais au final, c'est quand même à chacun de prendre ses décisions et de les assumer. Sinon, on a de la chance, on est une super équipe, on s'entend bien, on collabore bien. »

« Oui, on en discute entre nous, pour autant qu'on est pas trop pressés au colloque. A mes débuts, j'ai beaucoup pu parler avec mes collègues. Ils m'ont bien aidé et conseillé. J'aime bien aussi parler et échanger avec la stagiaire HES. Mais les situations avec lesquelles on est vraiment pas à l'aise, on en parle surtout en supervision. Sinon, ici on peut aussi parler des problèmes à la pause. Mais si j'ai un gros problème, je vais voir mon chef de service ou son adjoint, je vais pas attendre le prochain colloque ou supervision. Sinon, j'aime bien aussi parler des problèmes rencontrés avec ceux des autres services. »

Encadrement et prise en charge du pupille

Nous n'avons pas reçu d'information nous permettant d'étayer spécifiquement cet item. Néanmoins, des informations en lien se trouvent au niveau de la sous-hypothèse : *Il n'est pas aisé de rendre les pupilles autonomes vu la nature même de l'aide contrainte.* De toute évidence, le temps à disposition lors de ces entretiens n'aurait pas été suffisant pour développer complètement cette prise en charge.

Temps à disposition

Nous pouvons trouver les informations liées à cet indicateur sous celui intitulé « Priorités et impératifs juridico-administratifs – temps consacré aux différentes missions » et celui intitulé « nombre de dossiers/taux d'activité ». Comme renseignement principal, nous

prenons acte que, pour la plupart des tuteurs, le temps consacré à l'assistance personnelle, entretiens individuels y compris, occupent entre 40% et 50% de la totalité de leur temps de travail. Au deux extrémités, nous retrouvons un professionnel qui estime ce temps de travail à 30-40% et un autre nous dit disposer de 80% du fait d'être déchargé en grande partie des tâches administratives.

Espace de discussion offert

A travers ce point, nous voulions savoir si les pupilles peuvent bénéficier, dans des moments difficiles, d'un espace privilégiant l'expression de leur ressenti. A cette question, tous les professionnels répondent qu'ils sont ouverts d'une manière ou d'une autre quant à la possibilité d'offrir à leur pupille du temps consacré principalement à du soutien ou à de l'écoute.

« Oui, cela arrive. Dans des périodes difficiles, il est nécessaire de mettre à disposition du temps pour l'écoute, pour que le pupille puisse exprimer des émotions, cela fait partie des prestations à offrir. »

« Alors c'est rare que j'ai agendé un entretien consacré principalement au soutien ou à l'écoute, mais c'est fréquent que dans l'entretien cela devienne une partie de l'entretien qui était peut-être parti sur des résolutions de problèmes administratifs et que eux dévient ou fassent ressortir des problèmes de cet ordre d'idée là où il faut effectivement offrir une plage d'écoute à la personne et lui laisser exprimer ses émotions.

Il faut savoir s'adapter, mais il faut aussi à un moment donné pouvoir se rendre compte de notre compétence en la matière, est-ce que les choses que nous dit la personne nous pouvons en faire quelque chose ? Je peux lui dire que c'est pas mon métier et qu'elle devrait peut-être parler à son psychiatre, (...), je dois lui dire parfois que c'est pas un lieu thérapeutique, que c'est pas ma fonction, mais que je peux bien l'entendre à ce moment là. »

« Oui, je consacre du temps pour des entretiens personnels où on peut laisser la place au pupille pour ses émotions. Je dois proposer si besoin un cadre un peu protecteur. »

« Je ne les fais pas venir ici exprès. Maintenant, s'ils téléphonent et que je vois qu'ils sont en période de crise, je les laisse parler. Il m'est arrivé hier de rester au téléphone une heure de temps avec une dame à parler de tout et de rien. Cela peut les rassurer. Sa psy m'a dit qu'elle n'allait pas bien du tout. Je me mets à disposition pour autant qu'on me le demande. Et faire la place aux émotions, oui et non, cela dépend jusqu'à quel degré. Maintenant si quelqu'un pleure, même si je ne suis pas super à l'aise, je vais essayer de lui remonter le moral. Mais on n'est pas non plus des psychiatres. On peut leur dire des trucs parfois un peu banals, mais après... »

« Oui. Il y a certaine personne que je rencontre spécialement pour passer un moment, pour les écouter me raconter leur vie, il y a pas de soucis, je prends le temps pour cela. »

7.3.5 Synthèse et analyse de la 2^{ème} sous-hypothèse

Ci-après, nous pouvons nous rendre compte des différentes ressources sur lesquelles les tuteurs peuvent s'appuyer pour mener à bien leur mission, tant au niveau des besoins du pupille que les leurs.

Dans la pratique professionnelle des tuteurs, il s'avère que la Doctrine est une source documentaire beaucoup plus utilisée que le Code Civil Suisse qui ne serait pas suffisamment annoté pour vérifier leurs actions. Deux lacunes liées au droit et à sa mise en œuvre ont été relevées et sont visibles sous le point « Ressources théoriques et humaines ». La mission d'assistance personnelle est une importante et délicate responsabilité à assumer tant l'étendue des interventions peut être vaste. Bien qu'ils prennent eux-même la majorité des décisions pour leurs pupilles, seuls, il leur serait difficile de mener à bien la mission précitée. L'entraide et les échanges de points de vue entre collègues sont heureusement bien réels. La collaboration entre les services de tutelle et l'autorité tutélaire semble fructueuse dans son ensemble, chacun pouvant compter sur l'autre. L'ambiance générale à l'intérieure des services de tutelle est agréable et les relations entre les différents services valaisans de même selon leurs dires. En cas de problèmes, de doutes, les tuteurs ont d'autres ressources telles que l'inspecteur des chambres pupillaires et divers services juridiques. Leurs responsabilités sont grandes et les décisions à prendre parfois très difficiles, tant d'un point de vue technique qu'éthique. Heureusement, il semble qu'ils soient plutôt bien entourés.

La moitié des tuteurs interrogés ont droit à de la supervision au niveau du service. Pour les autres, un va bientôt en bénéficier, un en a déjà eu auparavant et pour le dernier, il trouve que cela pourrait être utile. Les différentes formes de supervision viennent approfondir les analyses et sont un lieu propice à l'expression du ressenti du professionnel vis à vis de son implication au travail. Ce qui s'avère être appréciable lorsqu'il y a une charge émotionnelle importante. Ces moments privilégiés sont non seulement un moyen d'améliorer les interventions du tuteur mais aussi son propre confort, ce qui influence logiquement le précédent point. De ce fait, il se pourrait bien que si la qualité de vie au travail des tuteurs s'en trouve améliorée, cela pourrait les rendre plus aptes à fournir une assistance personnelle de qualité. En règle général, 40 à 50% de leur temps de travail est consacré à l'assistance personnelle, les entretiens individuels compris. Le travail en réseau est ainsi incontournable et apprécié. La collaboration à ce niveau s'effectue principalement avec les médecins psychiatres, considérés comme des personnes ressources et pour certains comme des partenaires incontournables, mais également avec les services sociaux communaux, le service social de la Fondation émera et la Ligue valaisanne contre les toxicomanies. L'aide des spécialistes que sont les médecins psychiatres permet de mieux comprendre la personnalité et le contexte de vie de leur pupille. De ce fait, cela engendre une meilleure capacité à les aborder et à communiquer avec eux ainsi qu'à prendre les décisions les plus appropriées. Toutefois, cela n'empêche pas tous les tuteurs de mettre comme priorité le besoin d'en apprendre plus sur les troubles psychiques. Surtout quand deux d'entre eux nous disent, comme déjà précité, que le 20% de leurs situations, composées des plus problématiques et en majorité liées aux troubles psychiques, occupe 80% de leur temps de travail. Il est à savoir que la majorité des professionnels questionnés mettent volontiers à disposition de leurs pupilles, en cas de besoin, un espace consacré à l'écoute, par le biais d'un entretien par exemple. Les autres le font aussi, mais plus parce qu'ils se retrouvent sur le fait accompli et qu'ils doivent quand même s'adapter à l'état émotionnel de leurs pupilles. Par contre, conscients de leurs limites et ne se considérant pas comme thérapeutes, ils

définissent bien le cadre de cette prestation et informent sur ce qui revient au médecin psychiatre ou psychologue.

7.3.6 Vérification de la 2ème sous-hypothèse

Nous pouvons affirmer que de nombreux pupilles présentent des contextes de vie très chargés ainsi que des troubles psychiques et que les tuteurs ont les moyens nécessaires pour agir en conséquence. Nous ne possédons pas de chiffres ou de statistiques pour confirmer nos dires mais les réponses perçues vont dans ce sens. En effet, si pour plusieurs personnes le 20% des situations occupe le 80% de leur temps, nous pouvons imaginer qu'il s'agit de situations plutôt complexes. D'autre part, l'importance que prend la place de la supervision afin de pouvoir prendre du recul ainsi que les nombreux échanges entre collègues démontrent que les tuteurs ont besoin d'être soutenus. De plus, à la lecture des indicateurs ci-dessus, nous apprenons que tous les tuteurs professionnels en question sont au bénéfice d'une solide formation de niveau tertiaire et ont suivi et suivent encore des cours de formations continues dans des domaines différents. Le fait que les tuteurs voient les médecins psychiatres comme leur principale personne ressource veut bien dire qu'ils collaborent très régulièrement avec eux et qu'ils ont besoin de leurs connaissances. L'aide apportée par les autorités tutélaires et d'autres services juridiques démontrent bien que les situations confiées sont complexes et demandent des compétences pointues dans différents domaines. Nous pouvons également affirmer que de nombreuses personnes présentent des contextes de vie très chargés par la déduction qu'avant de bénéficier d'une mesure de tutelle, de nombreux pupilles, pour ne pas dire la plupart, ont bénéficié d'aides provenant de l'entourage, de diverses thérapies et des services sociaux et autres institutions ne se révélant pas suffisantes à ce jour.

7.3.7

Vérification de la 3^{ème} hypothèse

➤ *Cette hypothèse est vérifiée.*

Comme nous avons pu le constater à la lecture des deux sous-hypothèses susmentionnées, un tuteur professionnel se doit de proposer un profil d'aidant, et de nombreuses personnes présentent des contextes de vie très chargés ainsi que des troubles psychiques. Pour mener à bien sa mission d'assistance personnelle en vue de développer l'autonomie du pupille, il est nécessaire que le tuteur possède des connaissances de base dans la relation d'aide. Détenir des notions de psychologie sociale est fondamental pour ne pas se retrouver dépourvu vis à vis de la détresse et des besoins et attentes du pupille. Elles permettent également de mieux aborder, c'est à dire d'une manière plus méthodique et adaptée, son pupille, notamment face à son comportement et sa problématique. La communication entre les deux partis peut être facilitée par ce biais, ce qui permet d'éviter des formes d'incompréhension réciproque.

La relation d'aide que peut proposer un tuteur, sans être une thérapie en soi, devrait permettre notamment de rassurer le pupille dans des moments d'angoisse, de le recadrer adroitement lorsque son comportement n'est pas adéquat, de faire en sorte qu'il se sente écouté et appuyé en pouvant exprimer ses ressentis, de valoriser ses compétences ainsi que d'aider à faire baisser des tensions. Avoir une certaine maîtrise de la relation d'aide a donc une influence positive à la fois sur le confort professionnel du

tuteur ainsi que pour le pupille et son développement personnel par le biais d'une forme de collaboration bien construite.

8. CONCLUSION

Après avoir effectué cette recherche et synthétisé les résultats qu'elle met en évidence, qu'y a-t-il, à présent, à retenir de ce travail ? C'est ce que cette conclusion décrit ci-dessous.

Tout d'abord, il nous a été intéressant d'avoir pu amener des réponses tout au long de ce travail à notre question de départ qui était : « Dans quelle mesure le cadre légal du Droit de la tutelle et son application par les tuteurs professionnels favorise l'autonomie des pupilles en vue d'une hypothétique mainlevée ? ».

Prenons l'exemple quelque peu archaïque du canton de Vaud, où nombre de mandats tutélaires sont encore imposés par la Justice de Paix à des citoyens qui se retrouvent souvent dépourvus face aux exigences de cette responsabilité et rarement motivés, au lieu d'être confiés à des professionnels. Il semblerait que l'organisation tutélaire bas-valaisanne soit plus à même de proposer une aide adaptée aux réalités sociales actuelles. Les bureaux de tutelles privés ou les services communaux de tutelle ne sont pas réservés uniquement aux grandes agglomérations.

Comme nous avons pu le constater dans cette recherche, les contextes de vie et les problématiques des pupilles sont complexes. De plus, les pupilles souffrant de troubles psychiques sont nombreux. Dans ce contexte, établir une relation de confiance puis construire une prise en charge adaptée ne s'improvisent pas et demandent beaucoup de disponibilité. Posséder des notions de psychologie sociale comme décrite dans la théorie de la relation d'aide, nous est apparu comme une nécessité pour que les tuteurs puissent mener à bien leur mission d'assistance personnelle. Ils devront encourager, souvent de concours avec différents partenaires, leurs pupilles à lutter contre les principaux obstacles à leur indépendance dont font partis l'addiction à un produit toxicologique, différentes pathologies physiques et psychiques, le manque de connaissances et d'informations et le manque de motivation. Grâce à ces mêmes notions, ils seront aussi plus à même d'accueillir avec professionnalisme la souffrance et la détresse des personnes qui leur sont confiées. La grande majorité des mandataires tutélaires rencontrés sont au bénéfice d'une formation sociale de niveau tertiaire et les autres proviennent d'un champ professionnel voisin. Tous sont animés par la volonté de continuer à se former, particulièrement au niveau de thématiques à caractère psychologique.

Nous avons pu vérifier également que selon la Doctrine, les tuteurs se doivent de proposer une posture d'aidant aux personnes dont ils sont légalement responsables. Selon les dires des tuteurs également, cela fait partie intégrante des prestations qu'ils offrent.

Toujours dans ce sens et au vue des réponses reçues, il nous a été clairement démontré que les tuteurs ne sont pas que des gestionnaires mais qu'ils ont clairement un rôle social important à jouer. Pour l'ensemble des tuteurs approchés, il leur est possible d'offrir une assistance personnelle individuelle de qualité. Le temps à disposition est suffisant, le nombre de dossiers et la charge administrative n'étant pas disproportionnés. Nous avons vu aussi qu'il existe une certaine unité de pratique dans la concrétisation du suivi psychosocial tutélaire. Afin de pouvoir œuvrer dans les meilleures conditions, ils bénéficient tous de l'appui de personnel administratif. D'un autre côté, le travail en réseau passe pour indispensable. Seuls, ils ne pourraient pas subvenir à tous les

besoins de leurs pupilles. Pour ce faire, les tuteurs mettent en place l'assistance personnelle en réponse aux besoins du pupille et ils la coordonnent. Face à certaines situations sensibles, les tuteurs questionnés ont besoin de prendre du recul, par le biais de supervision par exemple, afin de pouvoir débattre, décortiquer, interpréter puis de proposer de nouvelles pistes d'actions. La supervision possède aussi des vertus pouvant soulager la charge émotionnelle que portent parfois ces professionnels.

Nous avons aussi distingué que les bons rapports internes à l'organisation tutélaire valaisanne contribuent également à la bonne marche du travail des tuteurs. Il y a un réel esprit de collaboration à l'intérieur des services de tutelle, vis à vis des services entre eux, entre les tuteurs et les chambres pupillaires et autres autorités. Il en va de même entre les tuteurs et les Institutions psychiatriques valaisannes, la LVT et les différents services sociaux.

Le rôle des tuteurs, c'est principalement celui de favoriser l'autonomie de leurs pupilles, toujours dans le but d'augmenter l'indépendance et la qualité de vie des personnes qui leur sont confiées et, parfois, en ayant comme objectif la mainlevée de la mesure, c'est à dire l'autonomie totale, du point de vue juridique en tous les cas. Avant d'appuyer une demande de mainlevée ou, bien souvent, en commençant par celle d'un allègement de la mesure, le mandataire tutélaire aura été témoin, en plus de la résolution du ou des problèmes à l'origine de la prononciation de la mesure, de progrès significatifs d'ordres sociaux et administratifs. Au final, le pupille devrait être capable de choisir ce qu'il a envie de faire et de vivre, ainsi que de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour y arriver. Pour concrétiser tout cela, il s'agira de commencer par une phase d'évaluation, pas forcément formelle mais au moins de manière empirique, du niveau de compétences du pupille puis de répartir les différentes tâches et responsabilités en fonction, histoire de le stimuler en le réinvestissant progressivement dans sa propre gestion.

Aussi, nous avons pris note que le phénomène d'assistanat peut être observable au niveau tutélaire. Les professionnels questionnés reconnaissent qu'ils peuvent rendre dépendants leurs pupilles en leur enlevant leurs responsabilités. Cependant, conscients de ces manifestations, ils instaurent de nombreuses mesures pour les contrer, telles que faire participer et investir le pupille dans la gestion de ses affaires au maximum de ses possibilités comme précité, ne pas sombrer dans le paternalisme, faire preuve d'empathie, créer un climat de confiance et de collaboration, poser le cadre et oser la directivité si besoin. Toutes ces mesures sont capitales quand on connaît les difficultés que peuvent poser les paradoxes de l'aide contrainte, sans compter celles rajoutées par le fait que des personnes trouvent un certain confort d'être déchargées de nombres de responsabilités et d'être protégées.

8.1 Bilan technique et personnel⁴⁶

Ce travail de recherche est enfin finalisé. En revenant plus précisément sur la recherche sur le terrain, il me fut aisé de contacter les tuteurs, vu que j'en connaissais déjà plusieurs personnellement de par mon expérience professionnelle passée. Tous les tuteurs contactés ont trouvé ma thématique et question de départ pertinentes et intéressantes. Cela fut bien évidemment encourageant pour moi. Tous acceptèrent de prendre part à mon investigation. Toutefois, la participation de six professionnels ne permet pas vraiment de mettre en évidence une réponse objective et universelle à mon questionnement de départ, mais amène certaines pistes grâce à une analyse approfondie de leur pratique professionnelle relative au présent travail. En effet, j'ai préféré miser sur quelques entretiens mais approfondis. Trois entretiens ont duré presque deux heures, un plus de deux heures et deux environ une heure trente. Cela démontre qu'il y a réellement eu des interactions entre les professionnels et ma personne et qu'ils trouvaient ma démarche valable. Pour ce qui est des entretiens, le choix d'entretiens semi-dirigés m'a permis d'orienter les entrevues dans le sens que je cherchais, tout en laissant beaucoup de liberté aux interviewés pour répondre. Cette méthode m'a permis d'obtenir une grande quantité d'informations. Je rajouterais que lors d'un entretien, la totale neutralité ne peut être garantie. Je me suis efforcé, lors de l'entretien même, de poser les questions identiques avec une attitude similaire d'investigation, mais il existe toujours le risque que le chercheur a inconsciemment ou pas influencé l'interviewé à se diriger dans un certain sens et l'interviewé peut, lui aussi, déformer la vérité, mentir ou taire certains éléments.

Au niveau des concepts théoriques, j'ai pris note avec satisfaction que mes interlocuteurs ont reconnu la valeur et l'adéquation des sources choisies.

Du côté de l'analyse, j'ai fait très attention à rester objectif et à interpréter uniquement ce qui était dit et non pas l'idée que je me faisais déjà où encore celle que j'attendais. Et, lors de la retranscription et de l'analyse, j'ai tenté de prendre en compte uniquement les informations citées lors de l'entretien. Néanmoins, j'imagine bien qu'une part de subjectivité ne peut être évitée. Surtout, il semblerait que le regard porté sur l'analyse peut être fluctuant sur un travail de si longue durée.

A la lecture de la conclusion sous le précédent point, je peux affirmer que mes objectifs opérationnels initiaux sont atteints. Grâce à ce travail de recherche, j'ai considérablement appris sur le domaine tutélaire en général et plus précisément sur l'assistance personnelle et son rôle quant au développement de l'autonomie du pupille et de la prise en compte de sa détresse.

J'ai le sentiment que la réalisation de ce document fut une excellente préparation pour un éventuel futur professionnel dans le domaine en question. J'espère surtout qu'il puisse servir, inspirer et rendre conscients au moins quelques tuteurs, néophytes ou expérimentés. Ce serait pour moi le principal critère de réussite. D'un autre côté, les entretiens m'ont permis notamment de renforcer mon réseau professionnel.

⁴⁶Pour cet item, nous utilisons à nouveau le « je » pour évoquer notre expérience personnelle.

En plus, le fait d'avoir développé les parties théoriques liées à l'aide contrainte, à l'autonomie et à la relation d'aide a l'avantage de m'être utile dans ma fonction actuelle d'assistant social.

Finalement, ce travail de longue haleine m'a obligé à adopter une certaine rigueur à plusieurs niveaux : planification, régularité au travail, recherches bibliographiques, rédaction, mais aussi de faire preuve de persévérance, de détermination et d'endurance. Durant les diverses étapes de mon travail, j'ai également appris à accepter les critiques et à les utiliser à bon escient. J'ai ainsi pris note des diverses remarques jalonnant ma recherche et je les ai intégrées à la réalisation de mon mémoire (modifications, ajustement, limites, etc.) Cela n'a pas toujours été évident, mais je reste persuadé que ces critiques ont été constructives et qu'elles ont contribué à la qualité du présent rapport.

8.2 Limites de la recherche et nouveaux questionnements

Durant la mise en place de ce travail de recherche, plusieurs difficultés sont apparues. La première se trouvait au niveau de notre questionnaire d'entretien. A notre sens, celui-ci comportait trop de questions. Durant les entretiens avec les tuteurs, nous nous sommes excessivement attachés à récolter des réponses pour toutes nos questions, au lieu de cibler et développer les points fondamentaux. Au final, nous nous sommes retrouvés avec une multitude de réponses, dont un certain nombre avec lesquelles nous ne pouvions pas vraiment avancer, alors qu'il nous manquait des compléments d'informations sur des plans davantage essentiels. Nous avons tendance à oublier le fond de notre questionnement.

Au niveau de la sélection du terrain de recherche, nous avons trouvé celui-ci plutôt bien réparti. Cependant, le nombre restreint de tuteurs questionnés fait que les données perçues doivent être interprétées de manière indicative et non pas représentative. Il va de soi que l'avis de six tuteurs sur l'ensemble des professionnels valaisans n'a pas lieu de valeur universelle comme précédemment énoncé. Le fait de connaître personnellement tous les tuteurs approchés n'était pas forcément toujours un atout, outre la facilité organisationnelle. Durant les entretiens, nous avons parfois sensiblement l'impression de les mener de sorte qu'ils nous répondent de la manière qui nous arrangeait, de leur faire dire ce que nous voulions entendre. De plus, vu que notre recherche s'intéressait directement à la manière dont les professionnels exécutent leur mandat, il nous était plus difficile et délicat de prendre du recul et d'avoir ainsi une position critique vis à vis de leurs explications, de remettre en question certaines de leur pratique, dans un esprit de loyauté majoritairement mais aussi à cause de notre statut d'étudiant à cette époque. Nous relevons malgré tout que même si le cadre légal fut bien identifié, nous n'avons pas vraiment mis en exergue de lacunes ou d'inadaptations de celui-ci à part quelques légers éléments. Peut-être qu'il n'y a rien de significatif ? Peut-être que nous nous sommes mal pris. En tous les cas, les réponses y relatives des tuteurs n'ont rien donné.

Durant toute la production de ce document, il n'était pas évident de rester centré sur notre questionnement de départ et de garder un bon équilibre du fait des axes fondamentaux qu'étaient, en plus de l'autonomie, l'aide contrainte et la relation d'aide. Ces deux derniers auraient pu faire l'objet d'une étude à part entière tout en restant dans la thématique de l'assistance personnelle.

Mais, globalement, nous jugeons avoir pu répondre à nos motivations initiales. C'est à dire de construire un document, tout en tenant compte des principales exigences

méthodologiques de la recherche scientifique, qui, à travers notre ligne directrice choisie, englobe les informations utiles à tous les tuteurs ou aux personnes qui s'intéressent à ce domaine en leur proposant des informations complètes comprenant la mise en exergue de l'objectif principal de la mesure tutélaire, le développement du pupille.

Dans un autre registre, il aurait été intéressant de développer quelque peu la comparaison entre cantons vis à vis du contexte de travail dans lequel officient les tuteurs. Nous aurions pu voir dans quelle mesure nos tuteurs évoluent de manière privilégiée ou pas, et s'il y a un impact direct sur l'assistance personnelle et le développement de l'autonomie ou pas.

Avec du recul, nous aurions aimé en savoir plus sur un passage négligé par notre questionnaire d'entretien. En effet, nous avons eu peu d'informations par rapport aux différentes façons personnelles qu'ont les tuteurs de gérer, vivre et ressentir la détresse morale et matérielle, les crises et parfois la violence de leurs pupilles.

Finalement, nous ne considérons pas ce travail de diplôme comme un modèle de recherche scientifique mais nous éprouvons une certaine fierté dans le fait qu'il puisse être source de renseignements et de réflexion à la matérialisation de l'assistance personnelle dans le cadre tutélaire.

8.4 Perspectives professionnelles

Après avoir effectué ce travail de recherche et tout spécialement discuté avec des tuteurs de l'assistance personnelle dans leur pratique, nous pouvons avancer quelques perspectives qui pourraient s'avérer utiles.

Nous avons pris note que le nombre de dossiers est équilibré. Cependant, la conjoncture économique actuelle n'étant pas favorable, de plus en plus de gens connaissent des situations de précarité. Le chômage puis le fait de se retrouver en fin de droit, à travers des problèmes financiers et fautes de perspectives d'avenir, peuvent avoir des conséquences sociales et sanitaires néfastes telles que le divorce, la dépression, les dettes, les dépendances, etc. Quand la prise en charge des services sociaux n'est plus suffisante pour faire face à la problématique de certaines personnes, l'instauration d'une mesure de tutelle devient nécessaire. Les services de tutelle sont déjà bien sollicités, mais cette tendance se fera sentir davantage à l'avenir. De ce fait, il sera important que nos instances dirigeantes surveillent cette évolution et veillent à ce que le nombre d'employés soit suffisant. L'équilibre des dossiers est fragile. A peine une dizaine de dossiers complexes en plus et le tuteur doit faire face à une surcharge de travail faisant qu'il ne peut plus mener correctement son mandat. Sans compter la baisse de qualité de vie au travail et l'essoufflement qui peut aller jusqu'au « burn-out », l'accompagnement psychosocial sera relégué au second plan. L'objectif premier de la tutelle ne pourra être réalisé que partiellement ou pas du tout. Les chances d'un retour complet à l'autonomie pour le pupille s'amincissent et le passage vers l'assistanat est ainsi favorisé.

Dans une vision à long terme, il vaut donc vraiment la peine, d'un point de vue à la fois éthique et économique, de mettre à disposition des postes supplémentaires en cas de besoin.

Une dernière fois, nous insistons sur l'aspect primordial de la pose d'un cadre précis par le tuteur dès sa nomination. Il est nécessaire que ce dernier prenne du temps en début de mandat et qu'il n'hésite pas à le refaire par la suite pour bien expliquer les tenants et aboutissants d'une mesure tutélaire, les droits et devoirs du pupille, le déroulement de la collaboration et surtout comment celle-ci peut et doit évoluer pour envisager un allègement ou la mainlevée de ladite mesure. Produire cet effort permet de réduire les malentendus, peut s'avérer rassurant pour le pupille mais surtout l'intègre réellement dans son propre parcours de vie.

Il est important que les tuteurs puissent garder une certaine marge de manœuvre dans la pratique de leur profession. Cependant, il serait vraisemblablement utile, surtout pour les néophytes mais aussi afin d'unifier davantage certaines pratiques, qu'ils aient accès à des cours, séminaires ou encore à des documents exhaustifs spécifiques à leur sphère d'activité. Il pourrait s'agir d'approfondir, par exemple dans le cadre de l'ASTO ou au niveau intercommunal ou cantonal, le sujet de l'assistance personnelle à travers des thèmes comme les troubles psychiques, la souffrance morale, les formes de dépendance, la pédagogie et le développement des compétences, etc. Les atouts du séminaire, ce sont les possibilités d'échanger sur des expériences personnelles, d'apprendre de ses homologues et pourquoi pas de produire des « états généraux de l'assistance personnelle dans le cadre tutélaire ».

Comme vous avez pu le comprendre, un tuteur n'est pas une personne qui fait tout à la place d'une autre. Malheureusement, cette idée est encore bien répandue, même au sein des travailleurs sociaux. Peut-être qu'effectuer un peu plus de communication dans la société ne serait pas un mal.

9. SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

Monographies et documents :

- AFFOLTER, Kurt. Aspects juridiques et questions quotidiennes découlant de l'assistance personnelle en droit de tutelle. *Revue du droit de la Tutelle*, juin 1998
- BOURRICAUD, François. Autonomie. In : *Encyclopaedia Universalis*. Corpus 3. Paris : Encyclopaedia Universalis, 1989
- BOYER, Alain. *Guide philosophique pour penser le travail éducatif et médico-social ; l'institution et la violence*. Ramonville Saint-Agne : érès, 2001
- BUCHER, Andreas. *Personnes physiques et protection de la personnalité*, Helbing & Lichtenhahn, 1995
- BURRI, Robert. *Et après la mainlevée ?*. Diplôme de formation continue en Travail Social, Université de Neuchâtel, juin 2003
- CHANCELLERIE FEDERALE. *Code civil suisse*. Administration fédérale. Berne, 1995
- CHANCELLERIE VALAISANNE. *Ordonnance sur la tutelle du 27 octobre 1999*, par le conseil d'Etat du canton du Valais
- CÔTE, Jacques. *Réflexions sur l'évolution historique de la notion d'handicap*. Montréal : Centre de recherche Université Laval-Robert-Giffard
- DESCHENAUX, Henri, STEINAUER, Paul-Henri, *Personnes physiques et tutelles*, Editions Staepfli SA, Berne, 2001
- HARDY, Guy. *S'il te plait ne m'aide pas ! L'aide sous injonction administrative ou judiciaire*. Paris : érès, 2001
- HETU, Jean-Luc. *La relation d'aide : éléments de base et guide de perfectionnement*. Montréal : Gaëtan Morin éditeur, 1994
- LEBBE-BERRIER, Paule. Cadre d'intervention, quelle définition ? *Thérapie familiale, Revue internationale d'associations francophones*, N°2, 1992
- MOTTIEZ Paul, *Brève présentation des mesures tutélaires et du service de la Tutelle Officielle de Monthey*, Monthey, 2000
- MOTTIEZ Paul, *Colloque des médecins de l'hôpital de Malévoz du 14 novembre 2006 : Aperçu des principales mesures tutélaires et de l'organisation tutélaire valaisanne*, Monthey, 2006
- POTT, Murielle, ANCHISI, Annick. *Dignité et autonomie*. Institut santé social de la HES-SO Valais, Unité Vieillesse, Thanatologie et Soins palliatifs
- ROCQUE, Sylvie, JACQUES, Langevin, Caroline, Drouin, Jocelyne, Faille, *De l'autonomie à la réduction des dépendances*, Editions Nouvelles, Montréal, 1999
- ROGERS, Carl. *Le développement de la personne*. Paris : Dunod, 1968

- STATISTIQUE DES AUTORITES TUTELAIRES SUISSE 2004. *Revue du droit de la tutelle*, Zürich, janvier 2006, p. 42-50
- STETTLER, Martin. *Avant-projet juin 2003 et Projet du Conseil Fédéral de juin 2006, Textes de loi*
- STETTLER, Martin. *Droit civil 1 : Représentation et protection de l'adulte*. Editions Universitaires Fribourg Suisse, 4^{ème} édition, Fribourg, 1997
- TERCIER, Pierre. *La protection de la personnalité et la tutelle*. Université de Fribourg
- Université de Genève. *Journées de droit civil : La protection de la personne par le droit*. Genève, septembre 2006

Sites internet :

- ARTIAS. *Portail thématique de l'association romande et tessinoise des institutions d'actions sociales* [en ligne]. 2010. Adresse URL : www.artias.ch (consultée le 20 février 2010)
- CALIN, Daniel. *Psychologie, éducation et enseignement spécialisé* [en ligne]. 1999-2010. Adresse URL : www.daniel.calin.free.fr (consultée le 20 février 2010)
- GSR. *Le site d'information sociale de l'ARTIAS* [en ligne]. Adresse URL : www.guidesocial.ch (consultée le 20 février 2010)
- ROCHON, Jean-Pierre. *Le psynternaute, site sur les dépendances* [en ligne]. 1997-2010. Adresse URL : www.psynternaute.com (consultée le 20 février 2010)
- VSAV-ASTO-ASTU. *Site de l'association suisse des tuteurs et tutrices professionnels* [en ligne]. Adresse URL : www.vsav-asto-astu.ch (consultée le 20 février 2010)
- WIKIPEDIA. *L'encyclopédie libre* [en ligne]. Adresse URL : www.fr.wikipedia.org (consultée le 20 février 2010)

Filmographie :

- SCHÜPBACH, Marcel, BOHNENBLUST, Jean-Daniel. *Tutelle et Dépendances*. Temps Présent [en ligne]. 2007. Adresse URL : <http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=370501&sid=7572061> (consultée le 13 juin 2008)

10. ANNEXES

- A.** La protection de la personnalité
- B.** Survol de la révision du droit de la protection de la personne
- C.** Articles du Code Civil Suisse en lien avec le droit de la tutelle
- D.** Statistiques des autorités tutélaires suisse de 2004
- E.** Formulaire de consentement éclairé envoyé aux tuteurs avant les entretiens
- F.** Guide d'entretiens
- G.** Grille de dépouillement pour l'analyse

A. La protection de la personnalité ¹

Les droits de la personnalité

Toute personne physique est titulaire des droits de la personnalité. Ce qui revient à dire que les personnes sous tutelle, quel que soit leur état, quelle que soit en particulier leur capacité de discernement, disposent pleinement des droits de la personnalité. On devrait même affirmer que cette protection doit être plus stricte que pour les autres personnes physiques, et cela pour deux raisons. Premièrement, parce que l'atteinte portée à une personne malade, invalide grave, toxicomane, alcoolique ou repris de justice est hélas plus aisée en raison de l'image que ces personnes présentent par rapport à la norme sociale et d'autant plus douloureuse qu'elle aggrave un état physique, mental ou social déjà déficient. D'autre part, parce que ces personnes se trouvent en raison de leur état le plus souvent incapables de se défendre par elles-mêmes, du moins dans des conditions comparables à celles dont peut bénéficier une personne dite « normale ».

La protection de la personnalité doit ensuite imprégner l'exercice de l'activité tutélaire par le tuteur et les autres organes de la tutelle. Matériellement, la privation totale ou partielle de la capacité civile ne change pas fondamentalement la situation de la personne visée qui conserve entièrement ses droits de la personnalité. Ces droits de la personnalité devront dicter chacune des décisions à prendre. Cette protection est garantie par une procédure spécialement aménagée dans le contexte tutélaire (cf. art. 420 CCS).

Toujours dans le cadre de ce respect de la personnalité du pupille, dans tous les cas, les organes de la tutelle se retrouvent entre deux idées contradictoires, d'une part, le principe de la liberté du pupille, qui doit pouvoir dans la mesure du possible aménager son existence comme il le souhaite, et d'autre part, son besoin de protection qui justifie qu'on prenne contre sa volonté des décisions destinées à prévenir un choix qui lui serait néfaste.

En résumé, les mesures décidées doivent avoir « l'efficacité recherchée tout en sauvegardant au maximum la liberté de la personne protégée ».

Les droits de la personnalité physique :

Le droit de disposer de son corps dans les limites de la bienséance et des bonnes mœurs qui évoluent avec le temps

Le droit à la liberté de mouvement

L'aménagement de la vie sexuelle, le pupille doit également pouvoir mener librement sa vie sexuelle, même si les choix qui sont les siens n'emportent pas nécessairement l'approbation du tuteur

¹ TERCIER, Pierre. *La protection de la personnalité et la tutelle*. Université de Fribourg

Les droits de la personnalité affective :

Le droit de se marier qui est limité par la capacité de discernement et l'existence de maladies mentales (art. 96 CCS). Les fiançailles et le mariage sont cependant soumis au consentement du tuteur (CCS 90 al. 2, 99 al. 1). Le tuteur a comme devoir d'apprécier l'ensemble des intérêts du pupille, non seulement de ses intérêts personnels mais aussi de ses intérêts matériels.

Les droits d'intenter les actions en nullité de mariage et en divorce sont des droits strictement personnels non soumis au consentement du tuteur.

Les droits de créer des liens de filiation ou de les rompre sont également des droits strictement personnels au sens de l'art. 19 al. 2 CC. Le pupille capable de discernement a donc le droit d'intenter seul les actions en paternité (art. 261 ss CCS), en désaveu, en contestation de la reconnaissance (art. 260a ss CCS), mais, cependant, la reconnaissance d'un enfant exige le consentement du tuteur (CCS 260 al. 2) L'adoption requiert en plus le consentement de l'autorité tutélaire de surveillance (CCS 442 ch. 1) qui généralement ne l'accorde pas si l'adoptant se trouve sous tutelle.

Les droits de la personnalité sociale :

Le pupille a comme toute personne droit au nom, à l'image et à l'honneur et au respect de la vie privée. Ce n'est pas parce que le pupille a dû abandonner une partie de son autonomie personnelle qu'il se trouve livré aux indiscretions des tiers. Il conserve sa sphère privée et devrait bénéficier d'une protection encore plus accrue à ce niveau.

La liberté économique :

Malgré les restrictions orchestrées pour son bien par son représentant légal, le pupille doit pouvoir disposer d'une autonomie financière suffisante pour satisfaire les envies et les plaisirs qu'il peut espérer selon les moyens mis à sa disposition.

Il est à noter qu'en cas d'avis divergents au sujet des décisions prises par le tuteur ou l'autorité tutélaire, le pupille a la possibilité de recourir auprès de l'autorité de surveillance (CC 420 II).

Le principe de proportionnalité et ses quatre composantes :

Il est important de rappeler que comme stipulé au sein de l'art. 5 al. 2 de la Constitution fédérale, la décision d'instaurer une mesure tutélaire ne doit être réalisée uniquement si elle tient compte de manière cumulative des points suivants :

- Elle est apte à atteindre le but recherché (principe d'adéquation de la mesure)
- Elle est nécessaire pour l'atteindre (principe de nécessité de la mesure)
- Elle porte une atteinte aussi limitée que possible aux droits fondamentaux (principe de subsidiarité de la mesure : quand plusieurs mesures permettent d'atteindre le but visé, l'autorité doit choisir la plus légère).

B. Survol de la révision du droit de la protection de la personne ²

Le droit de la tutelle est actuellement en pleine révision. Les très grandes disparités dans l'organisation cantonale des autorités tutélaires (autorités judiciaires ou administratives, uniques ou multiples), les connaissances toujours plus pointues qu'exige l'exercice de fonctions tutélaires ont été relevées par les experts mandatés par le Conseil fédéral.

La nouvelle mouture propose des mesures dites "sur mesure" afin de rendre ce droit plus flexible et ainsi répondre enfin aux besoins de protection et d'autonomie des personnes concernées.

En effet, cette révision actuelle de la loi provient du fait que les mesures tutélaires classiques sont plutôt rigides. Elles ne permettent pas toujours d'agir au cas par cas et de plus, elles sont souvent ressenties comme des stigmatisations. Il faut dire que datant de 1907, elles semblent plutôt avoir été conçues pour assurer l'encadrement des marginaux : les priver de l'exercice des droits civils et réduire leur capacité de nuisance.

Dans le cadre de cette révision de la tutelle, comme nouveauté, il n'y a plus qu'une seule mesure : la curatelle. Sous réserve des dispositions volontaires spécialement prévues pour les personnes incapables de discernement, tel le mandat d'inaptitude, etc. Cette curatelle peut prendre des formes diverses, selon les besoins de protection à satisfaire.

On parlera alors de mesures "sur mesure" dans le sens qu'il sera fait mention uniquement de ce qui est absolument nécessaire pour la satisfaction de la protection de la personne. Premièrement en choisissant la forme de la curatelle, ensuite parce qu'à chaque fois que l'on ordonne l'une ou l'autre des curatelles, il faut décrire précisément les tâches. Avec cette loi, on personnalise et calibre toute action en fonction des besoins spécifiques. Dans cette optique, on associe le plus étroitement possible la personne dépendante et son entourage.

Pour donner un exemple, si une curatelle de représentation est ordonnée, il s'agira de définir précisément si elle est de portée générale ou si elle ne concerne que la gestion du patrimoine. Si une personne n'arrive pas à gérer correctement son salaire, on ne va pas nécessairement introduire une curatelle de portée générale. On va se dire que cette personne a besoin d'une curatelle de représentation en gestion. Et on ne va pas forcément faire porter cette curatelle sur l'entier du revenu, mais on pourrait la limiter sur les quatre cinquièmes.

Comme autre changement notoire, l'autorité parentale prolongée connue jusqu'ici disparaît. A la majorité de leur enfant handicapé, les parents pourraient être désignés comme curateurs. Il s'agira pour eux de définir le type de curatelle adapté à leur enfant devenu adulte. Il est à noter que les parents conserveront certains privilèges qui étaient liées à la prolongation de l'autorité parentale.

²STETTLER, Martin. *Journées de droit civil : La protection de la personne par le droit*. Université de Genève, septembre 2006

Comme à ce jour, ils pourront être libérés de certaines tâches administratives, telles l'obligation de rendre des comptes ou d'établir des inventaires et des rapports. Ces allègements concerneront également les frères et sœurs qui pourront aussi être déchargés de ces travaux administratifs. Cela facilitera sans doute la reprise de la curatelle par les frères et sœurs, si un jour les parents ne peuvent plus remplir cette tâche.

Vu l'exigence de cette législation, pour la mettre en œuvre, il faudra une autorité tutélaire encore plus compétente. Pour se faire, une autorité interdisciplinaire sera mise sur pied. Ce ne sera plus un conseil communal comme auparavant. Il y aura forcément la présence de personnes formées et l'autorité devra être composée de trois personnes au moins. Avec cette obligation d'une autorité interdisciplinaire, il y a bon espoir que les responsables soient obligées de se regrouper et de travailler au niveau régional. Et en régionalisant, les forces et compétences se regrouperont forcément.

Pour résumé en trois points ces mises à jour, on parlera de régionalisation des autorités tutélaires et des services de tutelle, de professionnalisme et d'interdisciplinarité.

Parti de l'avant-projet de 2003, cette révision du droit de la tutelle devait entrer en vigueur au plus tôt en 2009, juste après les débats parlementaires selon le Conseiller fédéral Christophe Blocher, alors en charge du département Justice et Police, estimation déjà très optimiste selon les membres de la commission d'experts de l'époque qui la voyait plutôt vers 2010-2012. En fait, le nouveau Code Civil entrera en force en 2013.

E. Formulaire de consentement éclairé pour les tuteurs :

Entretiens pour travail de mémoire HES-SO Valais

Chère tutrice, Cher tuteur,

Vous avez accepté de participer à ma recherche et je vous en remercie sincèrement.

Même si cela peut paraître évident, je tiens à préciser que toutes les informations reçues seront traitées de manière à respecter strictement les notions d'anonymat et de confidentialité.

En effet, personne ne saura précisément qui a dit quoi et je ferai une analyse globale des réponses.

D'autre part, je vous informe que je vais enregistrer nos échanges pour ne pas trahir vos propos en prenant des notes approximatives et afin d'être plus disponible durant l'entretien. De plus, tous les enregistrements seront détruits dès la fin de l'étude. La rencontre devrait ne pas dépasser une heure trente de temps.

En annexe, vous trouverez les informations nécessaires liées à ma thématique de recherche. Il est évident que je me tiens volontiers à votre disposition pour toute clarification.

En vous priant de prendre bonne note de ce qui précède, je tiens à vous remercier d'avance pour le temps que vous me consacrerez et vous présente, Chère tutrice, Cher tuteur, mes meilleures salutations.

Thomas Roduit

Annexe : ment.

Ma thématique de recherche :

Thème : La gestion de l'assistance personnelle dans le cadre tutélaire.

Problématique : La tutelle, créatrice de dépendance ou dernière solution à une autonomisation ?

Ma question de départ :

De la décision à la mainlevée...

Dans quelle mesure le cadre légal du Droit de la tutelle et son application par les tuteurs professionnels favorise l'autonomie des pupilles en vue d'une hypothétique mainlevée ?

Les concepts théoriques :

Ma question de départ m'amène aux trois concepts suivants :

- le cadre légal : droit de la Tutelle
- la relation d'aide
- l'autonomie

Les hypothèses de recherche :

- L'importante charge administrative des tuteurs ne permet pas une assistance personnelle visant l'autonomisation.
- La mesure tutélaire engendre un phénomène d'assistanat.
- Il est nécessaire de posséder au minimum des connaissances de base dans la relation d'aide afin d'assurer une assistance personnelle de qualité.

ANNEXE A

➤ La protection de la personnalité

ANNEXE B

- Survol de la révision du droit de la protection de la personne

ANNEXE C

- Articles du Code Civil Suisse en lien avec le Droit de la tutelle

ANNEXE D

- Statistiques des autorités tutélaires suisse de 2004

ANNEXE E

- Formulaire de consentement éclairé envoyé aux tuteurs avant les entretiens

ANNEXE F

➤ Guide d'entretien

ANNEXE G

➤ Grille de dépouillement pour l'analyse

